

MARC-ANDRÉ GAUTHIER

**ESSAI D'INTERPRÉTATION DE LA THÉORIE DE
MICHEL FREITAG SUR LE CAPITALISME ET LA
POSTMODERNITÉ**

**Du capitalisme industriel à la révolution managériale et
organisationnelle**

Mémoire présenté
à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval
dans le cadre du programme de maîtrise en sociologie
pour l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.)

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

RÉSUMÉ

Ce mémoire est un essai d'interprétation de la sociologie de Michel Freitag. Il vise à reconstituer l'unité de la théorie du capitalisme à partir de la révolution industrielle jusqu'à sa révolution managériale et organisationnelle et à éclaircir le lien qui s'y noue avec la théorie de la postmodernité. Communément associée aux aspects de la productivité et des rapports sociaux de production, la véritable dimension révolutionnaire du capitalisme résiderait plutôt selon Freitag dans la nature de ses innovations relatives au contrôle de la pratique humaine. Il y envisage en ce sens l'inauguration historique d'une nouvelle dynamique sociétale globale formellement fondée sur un mode de reproduction décisionnel et opérationnel des pratiques sociales. Le déploiement autonomisé de cette réalité « économique » contradictoire au procès historique de constitution des sociétés modernes entraînera l'Occident dans une crise d'ampleur civilisationnelle, une crise marquant pour Freitag l'origine de la transition postmoderne de la société. La tentative politique sociale-démocratique de résolution de la crise débouchera ainsi sur nouveau mode de gestion technocratique de la société. Mais c'est à la révolution managériale et organisationnelle que nous devons plus directement attribuer les racines de la dynamique sociétale contemporaine, une dynamique où c'est le système des organisations qui prend en charge l'intégration des pratiques sociales en lieu et place des institutions universalistes modernes.

REMERCIEMENTS

Je tiens avant tout à remercier mon directeur de recherche Gilles Gagné. Ce qu'il y a de meilleur dans ce mémoire est redevable à ses critiques constructives et surtout à l'indéfectible générosité de ses enseignements. Je souhaite aussi saluer tous mes collègues étudiants qui m'accompagnèrent au cours de la rédaction. Cette communauté d'esprits vifs et passionnés m'a amené au cœur de discussions hautement instructives et éclairantes qui m'ont permis de me jucher sur les épaules de ce géant de la sociologie qu'est Michel Freitag. Je pense particulièrement à mes amis Sébastien Bolduc, Steve Simard, Jean-Michel Marcoux, David Dupont et François L'Italien. Enfin, je veux remercier ma compagne de vie, Carolyne, qui, en plus de s'être pleinement consacrée à la correction des manuscrits, m'a offert le plus précieux des soutiens que l'on puisse imaginer tout au long de ce sinueux parcours intellectuel.

À Michel Freitag, 1935-2009.

Que sa pensée demeure toujours vivante...

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS.....	ii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
Interprétation du capitalisme industriel selon l'hypothèse d'une mutation postmoderne de la société : propriété, contrôle et mode de régulation du capitalisme.....	8
1.1 Bref portrait généalogique du capitalisme industriel : sur les prolégomènes de la réalité économique capitaliste.....	9
1.2 Contrôle social et capitalisme : sur la constitution d'un système formalisé de détermination de la pratique	14
1.3 La problématique de la séparation du contrôle et de la propriété : un examen de la figure freitagienne du propriétaire-entrepreneur.....	20
1.4 La globalité du capitalisme ou la dimension « politique » du système économique.	25
1.5 Le capitalisme industriel comme archétype « moderne » du mode de régulation décisionnel-opérationnel	28
CHAPITRE 2	
Capitalisme industriel et crise de la modernité : les origines de la transition postmoderne de la société	30
2.1 Brèves précisions sur la notion de contradiction	31
2.2 La contradiction socio-institutionnelle du capitalisme : les tenants et aboutissants du mouvement monopolistique du capital	34
2.3 La contradiction économique du capitalisme : la dynamique de la « création destructrice » du capital comme fondement de l'instabilité des sociétés modernes.....	41
2.4 La contradiction politico-juridique du capitalisme : l'analyse freitagienne de l'enjeu sociétal du travail	46
2.5 La voie sociale-démocratique de résolution de la crise ou la voie moderne d'entrée dans la postmodernité	53

CHAPITRE 3

La révolution managériale et organisationnelle du capitalisme : une interprétation des origines américaines de la postmodernité contemporaine	61
3.1 Les spécificités de la modernité américaine ou les conditions socio-historiques d'émergence du capitalisme managérial-organisationnel.....	62
3.2 Le droit conventionnel : le déplacement de la question du travail à l'intérieur de l'organisation capitaliste comme nouvelle forme de participation sociale et de régulation sociétale	71
3.3 La mutation corporative de la propriété privée et la transformation des modalités d'exercice de la propriété capitaliste	79
3.4 L'essor du management corporatif : le contrôle social comme nouvelle forme d'activité productrice	85
3.5 Le management de la société de consommation : l'instrumentalisation pragmatique de la culture et du symbolique	90
CONCLUSION.....	98
BIBLIOGRAPHIE.....	105

INTRODUCTION

Depuis Karl Marx et l'école de Francfort, peu de sociologues ont osé s'aventurer dans l'entreprise de faire une relecture holistique et critique du capitalisme. D'un côté, cette abdication théorique peut être attribuable au contexte actuel d'une science ayant rompu avec l'idée d'élaborer une théorie d'ensemble de la société, comme en témoigne l'engouement marqué pour la sociologie empirico-analytique et la recherche appliquée. De l'autre, cela découle peut-être plus directement de la pensée répandue d'une « fin de l'histoire », telle que l'a exprimée Francis Fukuyama (1992) pour souligner le triomphe du capitalisme libéral au lendemain de la chute du mur de Berlin. Le dossier de la lutte des classes étant fermé, ainsi que la parenthèse historique du compromis keynésien, il ne s'agit plus alors que d'étudier positivement la réalité socio-économique, au jour le jour, à partir de l'incessant renouvellement des différents enjeux conjoncturels dont les sociétés font expérience sous la contrainte universelle d'adaptation aux toutes puissantes règles de la mondialisation néolibérale.

De toute évidence, la théorie marxiste ne semble pas être parvenue, de son côté, à s'adapter à ce contexte. Par son incapacité à renouveler son armature conceptuelle pour tenir compte des changements qui se sont produits depuis les dernières décennies – un hermétisme théorique qui fut ultimement durci par la « dérive scientifique » et idéologique du structuralisme althussérien –, et en affirmant *ad nauseam* que les changements du capitalisme sont réductibles à de multiples manifestations du « même », le marxisme s'est avéré être son propre fossoyeur. La théorie du capitalisme de Michel Freitag est née de l'intention de récuser ce constat d'invariance structurale qui en est venue à plomber sérieusement l'acuité et la validité des conclusions marxistes eu égard aux développements du capitalisme des corporations multinationales et de la sphère financière. Cette intention ne l'a pas mené à une réfutation de l'architecture théorique *marxienne* qui fonde le marxisme, mais à proposer plutôt un rétablissement des concepts à la lumière des développements du dernier siècle en prenant pour levier le point aveugle de la théorie marxiste, le politique et, surtout, en proposant une théorie générale de la société fondée sur

la *pratique significative* qui parvient à dépasser le dualisme constitutif entre le réel (matériel) et l'idéal (politique)¹.

La rupture qu'établit la critique freitagienne du capitalisme relativement à la tradition marxiste ne peut être pleinement compréhensible qu'à travers la prise en compte de sa conception générale de la société. Cela peut représenter un défi intellectuel de taille. Hormis la phraséologie singulière de Michel Freitag, cette épreuve exige de se familiariser avec une méthode de penser qui refuse d'appréhender le social comme une réalité positive, c'est-à-dire comme une « chose » dont l'intelligibilité ne pourrait être extraite que par la « rationalité scientifique » du théoricien. À partir de son *opus magnum*, *Dialectique et société*, l'auteur rompt avec l'épistémologie positiviste en développant une théorie sociologique inédite qui appréhende le fondement de la société sur la base de son irréductible autonomie s'accomplissant dans l'orientation significative de l'action. Cherchant d'autre part un dépassement de l'opposition entre subjectivisme et déterminisme, il établit une « méthode » de la dialectique entre l'individu et la société dont le principe général est que *la pratique individuelle des acteurs est toujours significativement orientée, structurée, a priori par la société, dans le moment même où elle la reproduit et la transforme*. La notion de société qui y est développée renvoie donc à un principe d'unité normative dont les modalités historiques dépendent consubstantiellement de la pratique. Dans cette perspective, la lecture du capitalisme que propose Freitag nous demande de replacer la logique de cette pratique économique particulière dans le cadre global de la reproduction de la société sans établir d'entrée de jeu d'équivalence entre « capitalisme » et « société ». À cet effet, le développement du capitalisme industriel s'inscrit dans la modernité, laquelle correspond chez l'auteur à une période historique spécifique et à un mode de régulation sociale où l'ensemble des pratiques souscrit formellement et globalement à une logique politico-institutionnelle de régulation. Pour éclairer cette notion qui tend à souffrir de polysémie aiguë, Freitag propose ainsi une définition à la fois compréhensive et structuraliste de la modernité : pour lui, elle doit être associée à une société polarisée par « l'idée directrice d'une émancipation de l'humanité et des individus à

¹ Voir Freitag, Michel, « Théorie marxiste et question nationale : autopsie d'un malentendu », *Pluriel*, n°26, 1981.

travers l'action réfléchie guidée par la raison, idée associée à celles de liberté, d'égalité, de justice, de progrès »; c'est dans ce *telos* révolutionnaire ou cette finalité sociétale qui fut synthétisée par les Lumières que s'inscrivent les institutions universalistes de l'État moderne². Il appert que c'est à l'aune de cette nouvelle réalité sociétale, significativement orientée contre la société d'Ancien régime, que doit être jugée la nature du capitalisme industriel.

D'ores et déjà, le fait de mettre en rapport capitalisme et modernité soulève l'hypothèse de la divergence de leur logique. Voilà une seconde difficulté immanente à la lecture de Freitag. Comme l'affirme Yves Bonny (2004) dans son essai de clarification sur la modernité, l'originalité de ce dernier est de formuler une distinction radicale entre capitalisme et modernité alors que généralement ces deux réalités se fondent sous le second terme, le capitalisme apparaissant comme la manifestation par excellence de la modernité. À contre-courant, Freitag soutient que la logique sociale du capitalisme industriel est étrangère à celle sous-tendant le développement des sociétés modernes à partir du XVI^e siècle. La coïncidence entre le capitalisme et la modernité refléterait alors plus une vérité historique que sociologique, car le capitalisme serait à l'origine d'une nouvelle réalité sociétale globale fondée non pas sur l'exercice d'un *pouvoir* défini socialement ou politiquement, mais sur l'exercice d'un *contrôle* direct dont Freitag formule la logique d'ensemble sous le concept de mode de régulation décisionnel et opérationnel de l'action sociale. C'est en somme le déploiement de cette logique sociale à l'ensemble des dimensions de la société qui pousse Freitag à envisager l'hypothèse d'une mutation postmoderne de la société.

Or, quiconque veut se pencher sur cette thèse qui associe le développement du capitalisme à celui de la postmodernité s'oblige à étudier l'ensemble des écrits qu'a produit cet auteur prolifique. C'est en partie de ce constat que découle l'objectif de ce mémoire : c'est-à-dire celui de *reconstituer l'unité de la théorie du capitalisme dans l'œuvre de Michel Freitag à partir de la révolution industrielle jusqu'à sa révolution managériale et organisationnelle*

² Freitag, Michel, (avec la coll. de Yves Bonny), *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002, p.57.

afin de rendre plus clair le lien qui s'y noue avec la théorie de la postmodernité. Même si pour réaliser cet objectif il nous a été nécessaire de passer en revue pratiquement l'ensemble de l'œuvre du sociologue, l'ensemble de notre démarche herméneutique s'articule essentiellement autour des cinq articles et ouvrages clés : *Dialectique et société, tome II* (1986), « La globalisation contre les sociétés » (1999), *L'oubli de la société* (2002), « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques » (2004), et *L'impasse de la globalisation* (2008). Même si le premier ouvrage demeure, somme toute, peu cité, il forme tout de même le filigrane de notre analyse en ce sens où il nous a permis de circonscrire les fondements épistémologiques de la sociologie de Freitag. C'est entre autres dans cet ouvrage qu'est contenue la formulation originelle de l'hypothèse d'une transition postmoderne liée au capitalisme. Le second ouvrage fait plus spécifiquement référence au chapitre « Les mutations de l'économie », lequel livre une analyse mettant directement en parallèle les transformations du capitalisme américain avec la postmodernité. Le troisième écrit forme quant à lui le socle du chapitre 2 sur les contradictions sociétales à l'origine de la crise de la modernité. Le quatrième article constitue de son côté un écrit incontournable pour quiconque s'intéresse à la pensée économique de Freitag, puisqu'il y expose une synthèse pénétrante des formes historiques du capitalisme. Enfin, le cinquième ouvrage nous a fourni des éléments théoriques importants touchant aux transformations du capitalisme aux États-Unis, notamment sur les spécificités historiques de son développement et sur les incidences culturelles du capitalisme managérial.

Avant de livrer un aperçu des grandes lignes qui composent notre exposé, notons que notre démarche d'interprétation de l'œuvre freitagienne s'appuiera sur un usage courant des références sur lesquelles s'est appuyé l'auteur. Parmi celles-ci, nous nous devons de relever plus particulièrement l'œuvre de Rolande Pinard (2000), *La révolution du travail*, laquelle s'est avérée un véritable fil d'Ariane nous guidant à travers les dédales de la dense argumentation freitagienne. Ayant été elle-même sous la direction de Michel Freitag lors de la rédaction de sa thèse de doctorat, Pinard développe à travers la notion de travail une interprétation de l'évolution générale du capitalisme qui nous apparaît à la fois originale et intimement inspirée par les grandes lignes de la synthèse théorique de son directeur.

L'ouvrage de Pinard nous permettra donc simultanément d'éclairer la pensée de Freitag et de prendre un recul minimal par rapport à celle-ci, une démarche qui nous apparaît essentielle à tout travail d'exégèse. Enfin, notons que *La révolution du travail* a facilité notre démarche argumentative en nous permettant de tracer des repères historiques et d'illustrer nombre de points avec des exemples concrets qui font parfois défaut dans l'argumentation de Freitag.

* *

*

Au premier chapitre, nous chercherons à cerner la dynamique sociale du capitalisme industriel. Partant de l'analyse des formes économiques antérieures au capitalisme mises de l'avant par Marx, nous verrons pourquoi Freitag soutient que le capitalisme industriel induit une rupture anthropologique sur le plan de la pratique économique, la subordination de la production à la logique d'accumulation du profit menant à une sortie historique du paradigme culturel de la production artisanale. Mais pour saisir la spécificité sociologique de cette norme économique, Freitag nous convie à repenser le mode de production capitaliste en dehors de la logique capitaliste des rapports de production. Nous verrons comment celui-ci s'est érigé en un système formalisé de contrôle qui procède à la réification systématique de la pratique humaine sous la forme de variables et d'opérations pouvant être directement manipulées par l'arbitraire d'un sujet accumulateur. Même si cette forme de contrôle décisionnel et opérationnel demeure sujette à la régulation des institutions de la propriété privée et du contrat, il n'en demeure pas moins que le capitalisme industriel inaugure une nouvelle réalité globale qui aura tôt fait d'entrer en compétition avec le cadre normatif de la modernité politique.

Au deuxième chapitre, nous poserons notre regard sur les raisons qui poussent Freitag à affirmer que le développement du capitalisme doit être associé à la crise de la modernité. En prenant pour point de départ l'hypothèse de l'auteur selon laquelle le capitalisme industriel comporte trois contradictions principales, nous allons proposer une interprétation

de ce qui représente les origines formelles et historiques de la transition postmoderne. Il apparaît que le sort de la modernité va se jouer sur le champ d'une confrontation sociétale entre deux systèmes d'orientation de la pratique opposés dans leur principe. Cette opposition apparaît manifeste si l'on se penche sur la tendance à la concentration monopolistique du capital, celle-ci ayant d'un côté pour effet direct de miner le rôle des institutions de la propriété privée et du marché dans la régulation du capitalisme, et, de l'autre, de compromettre l'idéal moderne d'accession universelle à la liberté et à l'autonomie bourgeoise. Le capitalisme sauvage s'attaque ainsi aux institutions censées le régir et au discours idéologique supportant sa légitimité. L'État libéral apparaîtra en outre menacé par la nature structurellement cyclique du capitalisme où à chaque période de croissance se succède celle de crise de surproduction, laquelle laisse planer un danger permanent de désordre social, voire de dissolution de l'ordre sociétal. De cette ère d'instabilité causée par le développement autonomisé du capitalisme, Freitag déduit à la suite de Marx que ce régime économique ne pouvait représenter qu'une période transitoire devant inévitablement déboucher sur la fin de la politique libérale du « laisser-faire ». Mais l'histoire ne connaîtra pas de révolution communiste universelle. Freitag nous explique que cet « inéluctable » dénouement ne s'est pas produit en bonne partie en raison du caractère hautement mobilisateur qu'ont revêtu les valeurs modernes pour la quête des droits des travailleurs. C'est ainsi par la prise de conscience d'une contradiction juridico-politique sise au cœur de l'institution du contrat de travail que se jouera réellement le sort de la modernité. C'est sur la base de l'inégalité constitutive au rapport entre le propriétaire de sa force de travail et celui des moyens de production que s'effectuera une prise de conscience politique du fait que l'État ne garantit pas l'égalité de ses citoyens et qu'il faut donc réformer le contenu de ses institutions. Or, cette voie réformiste ou sociale-démocratique de résolution de la crise de la modernité va plus tard déboucher sur une nouvelle forme de régulation et de gestion du social pouvant être associée à la transition postmoderne de la société.

Si la réponse sociale-démocratique aux contradictions du capitalisme amorce progressivement une mutation de la dynamique générale de la modernité, nous verrons au troisième chapitre pourquoi Freitag attribue l'essentiel de la conversion postmoderne de la

société contemporaine à la révolution managériale et organisationnelle du capitalisme aux États-Unis. Dès la fondation du pays, l'auteur affirme qu'il est possible de déceler des divergences relatives au fondement politique et juridique de la modernité américaine qui apparaîtront déterminantes dans l'orientation globale de la dynamique capitaliste. À partir de ces observations, nous étudierons la mutation managériale-organisationnelle du capitalisme selon quatre points qui nous apparaissent les plus significatifs pour aborder l'émergence d'une réalité postmoderne. Premièrement, nous démontrerons comment la contradiction politico-juridique connaîtra une forme de résolution « indirecte » par l'entremise du droit des conventions collectives. La lecture pénétrante que nous offre Freitag à partir des travaux de Pinard sur ce sujet nous amènera à entrevoir le droit conventionnel au-delà de la question des relations de travail, soit à l'interpréter comme un nouveau mode d'intégration sociétal des travailleurs venant court-circuiter l'a priori normatif des institutions universalistes modernes. Deuxièmement, il sera question de mettre en parallèle le système de régulation de l'emploi américain avec la mutation corporative de la propriété capitaliste. Nous verrons principalement comment celle-ci conduit à une profonde métamorphose du statut de l'entreprise et à une dissociation de la propriété privée et du contrôle dans l'entreprise qui générera une confusion de taille entre les sphères d'action publique et privée modernes. Troisièmement, nous poursuivrons notre analyse de la corporation en tentant d'élucider la nature du travail exercé par le management à la lumière de la théorie des systèmes de Niklas Luhmann. Celle-ci nous permettra d'apporter un éclairage important sur l'interprétation du mode de régulation décisionnel-opérationnel que Freitag associe à la dynamique du contrôle managérial. Quatrièmement, nous terminerons notre essai en démontrant que la mutation postmoderne de la société induite par la révolution managériale du capitalisme dépasse l'analyse des dimensions politique et institutionnelle de la modernité. Pour Freitag, les stratégies managériales de production de la consommation de masse, telle que la publicité commerciale, vont mener à une transformation de ce qui constitue le cœur de la socialité, l'espace du symbolique et de la culture.

CHAPITRE 1

Interprétation du capitalisme industriel selon l'hypothèse d'une mutation postmoderne de la société : propriété, contrôle et mode de régulation du capitalisme

C'est sous le concept de mode de régulation politico-institutionnel que Freitag parvient à rassembler les différentes manifestations nationales relatives aux « Temps modernes », à la modernité, sous un même principe général de cohérence sociétale. Sous l'impulsion d'une idéologie visant l'émancipation de l'homme des symboles et des autorités décadentes de l'Ancien régime, s'est constitué un nouveau type d'unité sociétale où la Nation, le Peuple, affirme sa liberté et sa souveraineté par le biais du parlement d'État. Malgré la divergence des intérêts qui ont poussé les différentes classes (bourgeoisie, paysannerie, artisans, intellectuels) à participer à cette quête d'émancipation politique, la modernité est née d'une alliance entre celles-ci qui a été galvanisée par l'irrésistible appel de la liberté, de l'égalité, du progrès et de la justice entre les hommes. Ce sont ces valeurs, ces finalités et cette nouvelle « morale laïque » de la Raison qui devaient investir l'État et éclairer ses dirigeants dans leur fonction législative.

Or, la révolution industrielle du capitalisme change la donne historique en compromettant directement la poursuite du projet moderne, car « dès le milieu du XIX^e siècle », soutient Freitag, « c'est la réalité du développement du capitalisme qui s'est substituée, massivement, à la réalisation politique, sociale et culturelle du programme idéaliste des Lumières »³. Que devons-nous déduire d'une telle inflexion de l'histoire? Comment se présente cette nouvelle réalité capitaliste souvent présentée comme l'expression par excellence de la modernité? Ni plus ni moins comme *l'inauguration d'une nouvelle dynamique sociétale de contrôle décisionnel et opérationnel de la pratique sociale*. Afin de bien éclairer cette thèse centrale de la sociologie freitagienne, nous proposons, dans un premier temps, d'exposer schématiquement la rupture anthropologique ou culturelle que le

³ Freitag, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques », dans Dagenais, Daniel (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2004, [2003], p.265.

capitalisme industriel implique face aux formes économiques antérieures à son développement. Dans un deuxième temps, nous procéderons à l'évaluation en quatre points, de la thèse selon laquelle le capitalisme représente l'origine de la mutation postmoderne de la société. Premièrement, nous démontrerons que ce mode de production s'inscrit en adéquation avec la notion de « système formalisé de contrôle ». Ensuite, l'articulation institutionnelle et l'effectivité de ce contrôle dans la sphère de la production seront étudiées à partir de l'élucidation de la « problématique de l'entrepreneur-proprétaire ». Nous évaluerons subséquemment la dimension « politique » ou normative du capitalisme afin d'explicitier la nature sociétale et globale qu'associe Freitag à ce système économique. Enfin, nous serons par la suite en position de conclure que le capitalisme industriel ne représente que *l'archétype moderne* du mode postmoderne de régulation décisionnelle-opérationnelle ou systémique du social.

1.1 Bref portrait généalogique du capitalisme industriel : sur les prolégomènes de la réalité économique capitaliste

La compréhension du capitalisme industriel, en tant que régime économique historique, nécessite la prise en compte des formes économiques antérieures à partir desquelles celui-ci a pu émerger et se constituer selon ses propres déterminations, sa propre dynamique. Car avant d'envisager le capitalisme comme logique exogène à celle de la modernité, Michel Freitag nous invite à reconsidérer la nature « économique » communément imputée à ce mode privé de production et d'accumulation, cela en proposant une réflexion philosophique et sociologique sur les fondements sociaux-historiques de la réalité « économique » capitaliste. Dans l'ensemble de son œuvre, on perçoit chez l'auteur une constante préoccupation sociologique et philosophique qui l'amène à interroger la possibilité de penser le capitalisme en tant que catégorie économique historique. Partant de ce questionnement visiblement kantien visant la réflexion des conditions de possibilité de cette réalité, Freitag propose une lecture généalogique du capitalisme fortement inspirée par l'analyse de Karl Marx discernant cinq formes historiques ayant caractérisé son développement : 1) L'échange marchand simple. 2) Le capitalisme mercantile. 3) Le capitalisme industriel. 4) Le capitalisme managérial-organisationnel. 5) Le capitalisme

financier⁴. Nous allons évidemment nous concentrer dans cette partie sur les trois premières phases alors que la quatrième fera l'objet du chapitre 3⁵. Dans un premier temps, l'objectif que nous nous fixons ici est de démontrer que le capitalisme industriel représente l'aboutissement historique d'un mouvement de détachement des modalités de gestion matérielle et de l'enrichissement. Le règne de la propriété privée et de l'industrie annoncent l'émergence d'une norme « économique » de nouvelle nature en ce qu'elle comporte l'innovation de subordonner la production et l'échange à une dynamique radicalement distincte de celle qui a prévalu pendant des millénaires : la culture.

C'est à partir des élucidations théoriques de Marx⁶ – penseur à qui nous devons accorder le mérite, selon Freitag, d'avoir su « synthétiser avec une simplicité admirable » l'évolution des relations sociales inhérentes au capitalisme –, que s'ordonne la démarche de Freitag visant à cerner les « fondamentaux » sociologiques de l'activité économique capitaliste. De plus, Freitag reconnaît aussi à Marx le mérite de ramener les fondements de la pratique économique sous la distinction aristotélicienne entre l'*oikonomia* et la *chrématistique*. Pour Aristote, l'*oikonomia* se rapporte littéralement aux normes (*nomia*) définissant la gestion de la maisonnée (l'*oikos*). En gros, le terme réfère à une recherche de satisfaction matérielle des *besoins*, à une quête de prospérité et d'autonomie devant être menée par une saine gestion des biens et des ressources accessibles aux « individus », à la famille, à la communauté. Quant au terme *chrématistique*, celui-ci se rapporte à la pratique d'accumulation indéfinie de l'argent (*ta chremata*), à une visée d'enrichissement pécuniaire strictement guidée par l'*intérêt* propre de l'individu, du marchand à l'occurrence, figure par excellence de cet étranger libéré de toute attache communautaire. La logique de l'échange monétaire peut être ainsi clairement appréhendée par le truchement de ces catégories aristotéliciennes. Partant encore du raisonnement de Marx, la sphère de l'*oikonomia* est schématisée selon la formule de l'échange marchand simple, M-A-M, où une marchandise

⁴ Cf. Freitag, Michel, « La globalisation contre les sociétés. Par-delà l'échec de l'AMI : la portée historique de l'autonomisation du capital financier », dans Freitag, Michel et Éric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné*, Québec, Nota bene, 1999.

⁵ En raison des limites inhérentes à l'exercice d'un mémoire de maîtrise, nous n'avons malheureusement pu traiter de la cinquième phase du capitalisme.

⁶ Cf. Marx, Karl, *Introduction à la critique de l'économie politique*, (trad.), dans *Œuvres : Économie*, 2 tomes, Paris, Gallimard, (« Bibliothèque de la Pléiade »), 1965.

(M) est échangée contre de l'argent (A) afin d'obtenir une autre marchandise. Dans cette situation, l'échange n'a pour but que d'acquérir une valeur d'usage, comprise dans la nature même de la marchandise, laquelle ne peut, *in fine*, que satisfaire un besoin subjectif. L'argent n'a ici qu'un rôle intermédiaire, il remplit la fonction de représentant générique des valeurs d'usage mises en rapport, ou celui de valeur abstraite allouant la comparaison des valeurs d'usage – lesquelles seraient principalement incommensurables en son absence.

Dans le cas du capitalisme marchand, A-M-A', la quête d'accumulation du profit (A') inverse le rôle de la marchandise : celle-ci, dans la quête du profit, perd sa finalité concrète pour ne devenir qu'un simple intermédiaire indifférencié à la valorisation de l'argent. L'argent, quant à lui, voit sa fonction d'équivalent universel des marchandises augmentée par la fonction de « capital » (soit la fonction permettant l'enrichissement chrématistique), où la valeur excédentaire dégagée dans l'échange (A') est immédiatement anticipée dans un cycle subséquent, soit dans sa conversion en un plus grand volume de marchandises (ou en marchandises à valeur plus élevée) qui pourront être revendues moyennant un profit accru. Ce qui importe de retenir ici, c'est que cette incessante quête de profit caractérisant le capitalisme mercantile, malgré les réelles reconfigurations qu'une telle pratique a pu impliquer historiquement au niveau des productions locales, ne parviendra pas à réorienter substantiellement (ou ontologiquement) les pratiques des producteurs, celles des artisans notamment, pour assujettir leur nature propre à cette quête : ces pratiques demeureront rattachées aux normes régissant les corps de métiers, entre autres, et, de manière plus large, aux normes culturelles définissant la gestion, la production et la consommation des biens. En somme nous dit Freitag, contrairement à ce qui pourra être observé lors de la révolution industrielle, le capitalisme mercantile « conservait structurellement un caractère parasitaire et prédateur à l'égard de l'activité productive, laquelle restait soumise au régime de la production marchande simple, M-A-M »⁷.

⁷ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.237.

Le procès autoréférentiel d'accumulation de l'argent du capitalisme mercantile formera, conjointement avec le long mouvement des *enclosures*⁸, les conditions d'« accumulation primitive du capital⁹ » productif ou industriel, du capital devant dorénavant être compris spécifiquement en tant que *puissance sociale d'organisation de la production directement couplée à la logique de l'échange marchand*. Par l'internalisation des conditions de la production et du travail dans la manufacture, le capitalisme industriel cherchera précisément à faire abstraction des limites inhérentes au régime mercantile et, par le fait même, à la *vie économique*, à cet univers de la vie matérielle possédant ses temporalités propres issues des liens d'interdépendances historiques et culturels entre solidarités locales. Autrement dit, nous dit Freitag avec simplicité, « la logique et la dynamique du système capitaliste sont celles d'une chrématistique qui s'est formellement émancipée de l'*oïkos* (la vie communautaire) en déployant en lui un gigantesque et systématique « détour productif » »¹⁰.

Ce « détour productif » est bien représenté par la célèbre formule de la plus-value de Marx reprise ici par Freitag, $(A - [T_1 < T_2] - A')$ ¹¹, où le temps de travail non rémunéré, $[T_2 (-) T_1]$, devient dorénavant *la source du profit*. Une telle logique d'accumulation se distingue, du moins à l'intérieur du procès de production, de celle de la pratique marchande exclusivement basée sur le différentiel entre le coût d'achat et le prix de vente des marchandises. Sans entrer dans le détail de la dense analyse marxienne, Freitag retient les conclusions sociologique et philosophique que le théoricien attribue à ce mode de

⁸ À la suite de Freitag, nous pouvons voir dans ce long mouvement de privatisation des terres, commençant en Angleterre au XVe siècle avant de s'étendre au reste de l'Europe jusqu'au XIXe siècle, ce qui constitue le cœur de la révolution moderne ; une révolution imposée par le « haut », par l'État, venant renverser définitivement l'ordre socio-économique de l'Ancien régime. À ce sujet, voir Hobsbawm, Eric, *L'Ère des révolutions*, Paris, Éditions Complexe en collaboration avec Le Monde diplomatique, 2000, et surtout Polanyi, Karl, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, (trad.), Paris, Gallimard. 1983 [1957].

⁹ À l'instar de Marx, Freitag prétend que le concept de capital doit être réservé à sa signification sociologique, c'est-à-dire à celle de « capital productif », soit à partir du moment où l'argent parvient à s'ériger comme levier systématique de structuration de l'activité productive. Par conséquent, le « capital mercantile » mérite son nom conformément à son rôle joué dans l'« accumulation primitive du capital », dans la mesure où l'enrichissement des marchands va permettre l'investissement dans les moyens matériels de production nécessaires à la reproduction du « capital productif ». Cf. Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.234.

¹⁰ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.239.

¹¹ T_1 représente la force de travail achetée par le capitalisme sur le marché, puis T_2 représente la conversion productive de la force de travail. La *plus-value* découle ainsi du différentiel entre le prix payé en salaire et la valeur (plus élevée) de la marchandise produite par ce travail.

production, soit principalement celles ayant trait à la signification et au sens de cette activité humaine devant dorénavant être comprise sous le vocable « travail ». Sous l'exigence absolutiste de l'augmentation du taux de profit, c'est-à-dire de la « reproduction élargie du capital », le capitalisme industriel dépossède, littéralement, le « travail » de sa finalité historique d'activité humaine productrice de valeur d'usage en l'intégrant totalement dans sa logique de *production exclusive de la valeur marchande*. Ce détournement du « sens du travail », que rendent possible le machinisme, la marchandisation et la division technique du travail, signifie la conversion systématique du labeur humain subjectif en une double valeur abstraite et objective de force de travail et de salaire. À l'intérieur du système¹² capitaliste, le « travail » est ainsi converti en valeur, en mesure, en quantum de temps, dirait Marx, donc en simple facteur de production mis à la disponibilité de la rationalité instrumentale du propriétaire-entrepreneur. Évalué en terme d'efficacité et de rendement répondant aux critères de maximisation du profit, calculé selon le coût relatif qu'il implique dans le procès de valorisation capitaliste, c'est *ce travail ainsi socialisé dans l'organisation de la production qui revient pour Freitag à l'application d'un nouveau type de domination basé sur le contrôle technico-instrumental de la pratique humaine*.

L'originalité proprement dite du capitalisme industriel par rapport à ses deux formes historiques antérieures l'ayant rendu possible, ou sa nature proprement révolutionnaire, comme nous le verrons plus en détail bientôt, est de réduire la pratique humaine, par le biais du travail, à la réalisation de fonctions intrinsèquement dénuées de toute valeur subjective, de toute finalité *significative*, et par conséquent d'éliminer toute notion du sujet existentiel pourvu d'une identité propre et agissant conformément à un ordre normatif *apriorique*, à une culture particulière (l'*oïkos*) formant *sens* pour ce dernier. Si Marx a lui

¹² Pour l'instant, nous allons nous en tenir à une définition large du concept de *système* capitaliste. Le capitalisme industriel est ainsi envisageable comme un système dans la mesure où il s'agit d'une totalité dotée d'une cohérence interne entre les divers éléments qui le composent (le rapport capital-travail) et que cette cohérence est définie par rapport à sa capacité de reproduction de son unité interne. Au fil de notre essai d'interprétation de la thèse de Freitag, il nous sera possible de préciser les déterminations de ce concept à mesure que nous saisissons les traits saillants de l'évolution du capitalisme. Cette analyse visera en quelque sorte à démontrer comment les transformations que connaîtra le capitalisme concourent à confirmer la validité de la théorie des systèmes autopoïétiques mise de l'avant par Niklas Luhmann (1995), soit la théorie ayant sans aucun doute poussé le plus loin l'utilisation de la notion de système pour l'analyse de la société.

aussi su saisir, dès *Les Manuscrits* de 1844, la portée destructrice du développement industriel sur les communautés et les traditions, son esprit matérialiste et économiste de maturité l'a empêché selon nous d'entrevoir toutes les conséquences de celui-ci sur les modalités de l'action humaine : l'apport fondamental de la théorie freitagienne est de démontrer que le contrôle exercé sur le prolétaire dans la sphère de production n'est pas un phénomène proprement économique; il s'agit d'une nouvelle dynamique de socialisation dont les principes sont formellement envisageables à l'extérieur des rapports sociaux de production capitaliste.

1.2 Contrôle social et capitalisme : sur la constitution d'un système formalisé de détermination de la pratique

L'importance qu'accorde Michel Freitag au capitalisme dans la mutation postmoderne de la société est déjà clairement annoncée dans le deuxième tome de *Dialectique et société* (1986) : « les transformations en cours dans les sociétés contemporaines résultent souvent de certains développements qui se sont produits d'abord dès la fin du XIXe siècle en accord avec la logique opératoire propre à la société capitaliste industrielle »¹³. Toutefois, l'hésitation que l'on peut percevoir chez l'auteur quand vient le temps d'identifier les transformations (postmodernes) de la société au capitalisme en soi semble être résolue dans *L'oubli de la société*, où il y est affirmé cette fois sans équivoque que « le développement du capitalisme industriel apparaît [...] comme une condition aussi bien formelle que matérielle essentielle de la mutation de la modernité politico-institutionnelle en postmodernité décisionnelle-opérationnelle »¹⁴. Même si le rôle névralgique du capitalisme industriel y est clairement dénoté, une indétermination subsiste malgré tout pour tout lecteur qui se posera simplement la question suivante : en quoi le capitalisme industriel peut-il être associé à cette postmodernité décisionnelle-opérationnelle? Car dans la suite des explications, l'auteur n'offre malheureusement pas une analyse systématique du mode opératoire du capitalisme industriel.

¹³ Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome 2, Culture, pouvoir, contrôle*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, Éditions St-Martin, 1986, p.313.

¹⁴ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, p. 60.

Cela s'explique probablement en partie par le fait suivant. Dans son raisonnement, Freitag insiste sur le fait que la tendance à la mutation postmoderne de la société ne doit pas être entrevue comme un phénomène découlant exclusivement de la logique inhérente au capitalisme (telle la logique du devenir révolutionnaire immanent au capitalisme chez le marxisme), ni d'ailleurs d'une progression linéaire attribuable à l'exacerbation des caractéristiques de la modernité (tel le concept d'hypermodernité mis de l'avant par Lipovetsky (1983)). Bref, l'hésitation de Freitag découle selon nous du fait que le lien à tracer entre révolution industrielle du capitalisme et postmodernité est plutôt indirect : le « principe général » animant la formation de la postmodernité réside dans la continuelle interférence historique des *logiques opératoires distinctes et antinomiques* propres à la modernité politique universaliste et à la sphère civile de l'économie capitaliste¹⁵.

D'autre part, notre problématique de départ se complexifie lorsque l'on considère que Freitag affirme que la révolution industrielle signifie l'inauguration historique « d'un nouveau mode de *production sociétal global* d'essence systématiquement dynamique »¹⁶. Même si cette nouvelle hypothèse peut sembler plus obscurcir qu'éclairer ce que l'auteur cherche à démontrer, nous croyons qu'elle peut rendre plus féconde notre recherche sur les linéaments de la transition postmoderne de la société. Tenant compte de ce qui a été discuté précédemment, nous pouvons maintenant reformuler notre problématique en ces termes : *en quoi le capitalisme industriel constitue-t-il un nouveau mode de production sociétal global que nous pouvons qualifier de décisionnel-opérationnel et systémique?* Nous proposons de structurer notre réponse en trois temps en nous appuyant sur les travaux d'Éric Pineault (2009) et de Rolande Pinard (2000). Premièrement, nous allons nous pencher sur le *contrôle social* opéré dans la sphère de production afin de démontrer comment celui-ci peut être formellement associé au mode de régulation décisionnel-opérationnel défini par la théorie de Freitag. Nous nous emploierons à résoudre par la suite ce que nous concevons comme « la problématique de l'entrepreneur-propriétaire », en mobilisant la thèse de la séparation du contrôle et de la propriété dans le procès productif évoquée par Pinard, avec

¹⁵ *Ibid.*, p.149.

¹⁶ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.236. Nous soulignons.

l'objectif de mettre en relief l'effectivité du contrôle de l'activité ouvrière et surtout l'articulation entre *propriété* et *contrôle* dans le système; car la compréhension de la postmodernité freitagienne doit être étroitement liée à l'évolution que vont connaître ces dimensions *institutionnelle* et *organisationnelle* du capitalisme. Deuxièmement, il sera question d'étudier la « globalité » proprement dite qu'associe Freitag au capitalisme industriel en démontrant comment cette réalité organisationnelle viendra interférer avec l'univers de la pensée politique du XIX^e siècle. Enfin, nous exposerons de manière brève comment la version industrielle du capitalisme ne constitue en fait que l'archétype du mode systémique de *régulation sociale*, soit un « modèle » appelé à être perfectionné et étendu à la société lors de la révolution managériale-organisationnelle du capitalisme qui se réalisera au tournant du XX^e siècle.

À la fin de la partie précédente, nous avons esquissé le point selon lequel Freitag, tout en s'appuyant sur les conclusions sociologiques de Marx, envisage le fait que la problématique de l'aliénation inhérente au contrôle capitaliste doive être repensée à l'extérieur de cette forme *historique* et *contingente* qu'est le mode de production capitaliste, qu'elle doit en fait être envisagée sous les traits d'un nouvel ordre normatif, comme un nouveau mode de production sociétal. En quoi cette thèse se distingue-t-elle de celle soutenue par Marx selon laquelle le capitalisme est le mode de production de la société moderne? À notre avis, principalement sur ce point : Freitag affirme que le caractère constitutif et le plus déterminant du capitalisme doit être recherché au niveau de sa dimension normative organisationnelle ou systémique, car c'est la compréhension de cette facette de ce mode de production qui rend intelligible selon lui le devenir de la modernité¹⁷. Sans discourir ici sur les questions épistémologiques pouvant expliquer les positions divergentes des auteurs, retenons alors que, schématiquement, Marx postule le capitalisme comme un *mode de production producteur de la société*, alors que Freitag le présuppose comme *mode social d'organisation du travail et de l'activité qui modifie de l'intérieur la structure*

¹⁷ Marx n'a toutefois pas totalement éludé toute la dimension systémique du capitalisme, elle a été plutôt « noyée » par son analyse économique touchant au fondement de la valeur et de sa production-reproduction capitaliste, ce qui l'a empêché selon nous de jeter un regard plus sociologique, voire même politique, sur le phénomène qui lui aurait peut-être permis de s'extraire des œillères de la production de la valeur marchande. À ce sujet, voir Pineault, Éric, « Capital, valeur et réversibilité : recherche sur les fondements de l'approche marxienne du capital financier », dans Clain, Olivier, (dir.), *Marx Philosophe*, Éditions Nota Bene, 2009.

institutionnelle et politique de la société moderne. D'un point de vue strictement logique, le capitalisme est donc, dans le premier cas, envisagé comme une *cause* fondatrice de la société, alors que dans le second, il est envisagé comme un mouvement ayant *effet* sur la société; aux yeux de Freitag, ce mouvement est en fin de compte radicalement hétérogène, ou, plus spécifiquement, antinomique à l'endroit de la société moderne. C'est précisément la définition de la nature et de la signification de ce mouvement contraire et opposé à la modernité politique que nous devons éclaircir ici.

Nous avons auparavant défini le capitalisme en tant que rapport social de domination formellement régulé par les institutions économiques mais qui, dans la pratique, est émancipé de tout contenu politique, culturel, ou symbolique, pouvant orienter et reproduire significativement ce procès. La tâche qui nous incombe ici est d'éclaircir comment Freitag abstrait la positivité de ce rapport tel qu'il se reproduit dans la pratique à l'*intérieur* du *dominium* du propriétaire des moyens de production, soit à l'intérieur de la sphère légale d'autonomie du capitaliste. Cette absence de cadres normatifs culturels et politiques régulant *concrètement* (et non seulement formellement) ou de manière *apriorique* le rapport capital-travail, comme nous l'avons dénotée précédemment, rejoint une caractéristique principale que Freitag attribue à la notion de contrôle décisionnel et opérationnel, c'est-à-dire celle d'un rapport de domination *définalisé* dans la mesure où il est dépourvu de règles, principes ou normes sociales déduites à partir de finalités subjectives. Les « normes » du capitalisme ne s'inscrivent point dans cet ordre de la signification subjective où la pratique est orientée à partir des représentations sociale et culturelle, à partir de la valeur et du sens que les sujets imputent à leurs pratiques selon qu'elles expriment le devoir-être, la norme sociale en l'occurrence. Car les principes opérationnels guidant la réalisation et la reproduction du travail productif sont essentiellement définis de manière *autoréférentielle* : ces principes ne prennent « sens », ne puisent leur « légitimité » et leur fondement de « vérité » que dans la dynamique de production de valeur abstraite, soit dans ce que nous pouvons conceptualiser à la suite de Freitag comme un *système formalisé*. Dans ce système, il s'opère donc une réduction systématique de l'action humaine à n'être qu'une fonction, qu'une variable, qu'une *opération* immédiatement mobilisable et redéfinissable a

priori par l'arbitraire *décisionnel* de l'entrepreneur¹⁸. Par conséquent, le travail est une activité qui n'a de sens que dans le procès de production devenu procès d'auto valorisation du capital. Et si nous pouvons affirmer que la finalité du capitaliste est celle de l'accumulation de l'argent, dans la pratique, celle-ci n'entretient aucun rapport concret avec la nature de l'activité de l'ouvrier; peu importe la qualité de l'ouvrage réalisé par ce dernier, la seule chose qui importe est le profit escompté que peut procurer cet ouvrage, ce qui revient à affirmer qu'il ne possède aucune valeur intrinsèque pour le capitaliste : en fait, *la seule valeur propre que cette activité possède découle strictement du système d'organisation de la production dans lequel elle a lieu*¹⁹.

Cette conversion de l'action humaine « expression de la norme » en une opération abstraite « élément du système » devient manifeste lorsque l'on s'attarde à la dimension temporelle du travail dans l'organisation capitaliste. Le rapport social tenant lieu dans ce système formalisé est étranger à celui d'un rapport entre un propriétaire et l'ouvrage exécuté par le travailleur, il est un rapport abstrait entre le capital et un *travail essentiellement réduit à sa forme indifférenciée de « durée d'opération », c'est-à-dire un intervalle de temps homogène*. À cet égard, Marx, dans le premier livre du *Capital*, a magistralement répudié la première proposition soutenue par la théorie de la valeur-travail de Ricardo, celui-ci avançant l'idée que la valeur est tributaire de la quantité de travail qu'investit le travailleur dans la marchandise; une telle affirmation faisant miroiter l'illusion que le capitaliste achète un travail, un ouvrage, alors qu'en fait il achète le temps de la vie du travailleur. Marx fait

¹⁸ Cf. Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome I, Introduction à une théorie générale du symbolique*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, St-Martin, 2007 [1986].

¹⁹ À ce sujet, Moishe Postone écrit que « le capital n'a pas de forme fixe, ni finale », ce à quoi Éric Pineault répond qu'il n'a peut-être pas de forme constante en soi, mais on peut à tout de moins imputer une « directionnalité, un *telos* à son dynamisme, celui de son auto-expansion immanente » (Pineault, Éric, « Capital, valeur », *op. cit.*, p.225). S'il possède une finalité, ce n'est pas cette caractéristique qui apparaît la plus essentielle pour saisir la nature du procès de production capitaliste. Dans une relecture pénétrante de Marx que nous offre Postone, celui-ci met de l'avant la thèse que la dimension systémique du procès dépasse largement en importance la logique du sujet accumulateur bourgeois. Postone va même jusqu'à penser que l'aliénation du système capitaliste ne se limite pas à la condition du travailleur, mais qu'elle inclurait aussi la propre condition du bourgeois : celui-ci sera ainsi lui-même « dépassé par "l'organisation" ». Ainsi, selon Postone, « on ne peut réduire ce mouvement [le procès de production] à l'intentionnalité finie d'un sujet accumulateur, d'un bourgeois mû par l'intérêt, même si un tel sujet a pu impulser et porter le développement de ce système [...] ». Le concept pur de capital implique donc « l'existence de la production pour la production, d'un procès qui existe comme sa propre fin » (Postone, Moishe, *Temps, travail et domination sociale : une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, (trad.), Paris, Mille et Une Nuits, 2009, p.270. Nous soulignons).

valoir en ce sens que la valeur de la marchandise (et donc du travail) est plutôt déterminée par un mécanisme d'abstraction, de dématérialisation de l'action subjective réalisé par le calcul de la moyenne de temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise particulière. Manifestement, la pensée de Freitag corrobore cette thèse de Marx, mais son interprétation se dégage de la théorie proprement économique de la valeur afin de mettre en lumière les significations philosophique et sociologique que comporte un tel processus d'abstraction. À partir de manuscrits inédits de Michel Freitag, Éric Pineault résume avec éloquence à quel point le procès systémique de réduction de la pratique à n'être que séquence de temps modifie la nature même de l'activité humaine :

l'inscription de la pratique dans le système formalisé du temps abstrait et homogène implique virtuellement une telle transformation du sens et du contenu de l'activité dans la mesure où l'activité n'est plus reconnue par le système de détermination autrement que par le biais – la médiation – de son langage formel : le temps abstrait et homogène; *toute autre détermination de la pratique est non pas tant évacuée, elle est tout simplement inexprimable à l'extérieur de cette médiation ontologique première* [nous soulignons]. En ce sens, son objectivité sociale ne relève plus de la culture, de la tradition, elle n'a que cette signification nouvelle d'être un quantum de temps²⁰.

La valeur que revêtent les milliers de gestes accomplis par les ouvriers, leur pratique, est donc simplifiée au plus petit commun dénominateur réalistement envisageable, le temps, et c'est l'objectivation de cette valeur abstraite au sein de l'équation de la productivité – nombre de marchandises/homme/heure – qui détermine désormais l'horizon des possibles de la « pratique ouvrière ». Cette activité n'est désormais « signifiante » que dans le processus d'évaluation de sa réponse aux critères de productivité, que si elle parvient à opérationnaliser les décisions (ordres) essentielles à la reproduction des opérations du système. Le mode de production ne tend donc plus qu'à répondre plus de lui-même et de ses critères et objectifs auto-définis par sa propre opérativité. C'est donc en ce sens pour Freitag que le capitalisme fonde la *condition matérielle* d'un nouveau « mode de fonctionnement » *du social* s'inscrivant en adéquation avec le mode de régulation

²⁰ Pineault, Éric, « Capital, valeur », *op. cit.*, p.217.

décisionnel-opérationnel et avec le paradigme systémique formulé par la sociologie contemporaine²¹.

1.3 La problématique de la séparation du contrôle et de la propriété : un examen de la figure freitagienne du propriétaire-entrepreneur

À présent, comment pouvons-nous concevoir l'exécution concrète de ce contrôle relatif à ce système formalisé? À qui doit-on précisément attribuer cet exercice pendant la phase industrielle du capitalisme? Il apparaît primordial que nous nous penchions sur ce point. La conversion postmoderne de la société contemporaine renvoie à la thèse centrale de Berle et Means (1968) sur *la séparation de la propriété et du contrôle* dans le cadre de l'entreprise corporative à partir de la fin du XIX^e siècle, une conclusion forte reprise par Freitag sous les termes d'une *dissolution du lien institutionnel nouant la société civile capitaliste*. *Ab initio*, le capitalisme industriel « classique » se caractérise selon Freitag par la *domination rationnelle-légale* de l'entrepreneur-capitaliste, par l'exercice d'un contrôle autoritaire, paternaliste, militaire, – voire à la limite omnipotent et omniscient – des travailleurs et de l'activité productive en générale. À notre sens, Freitag conceptualise le propriétaire-patron sous une forme idéale-typique visant à représenter le lieu de synthèse originel de l'organisation industrielle : c'est en cette figure que coïncident l'intérêt de valorisation du capital (la propriété) et l'administration des facteurs de production, (le contrôle du travail). En ce sens, il correspond au modèle entrepreneurial de Jean-Baptiste Say, ou au « fabricant-commerçant » que formalise François Perroux à partir de l'analyse historique de l'entrepreneur faite par Joseph Schumpeter : « l'entrepreneur d'une époque antérieure était non seulement le capitaliste, il était [...] aussi l'ingénieur de son exploitation, son directeur technique, dans la mesure où ces fonctions ne sont pas une seule et même chose et où, *dans des cas spéciaux, on ne fait pas appel à un spécialiste de métier* »²². Mais ce rôle d'administrateur de la production attribué au capitaliste apparaît plutôt exceptionnel chez Schumpeter, ce que corrobore d'ailleurs clairement Pinard à cet effet :

²¹ Freitag, Michel, *L'impasse de la globalisation, Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Éditions Écosociété, 2008, p.125.

²² Schumpeter, Joseph, *Théorie de l'évolution économique, Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, (trad.), Paris, Librairie Dalloz, 1935, p. 334. Nous soulignons.

Avant la montée du management, l'organisation dans son sens technique de combinaison des facteurs de production appartenait aux ouvriers de métier, aux tâcherons, aux contremaîtres, et très peu à l'entrepreneur. Il y avait séparation de la propriété des moyens de production (de l'entrepreneur) et du contrôle du travail et de son organisation (par les producteurs); en ce sens, *la séparation de la propriété et du contrôle a été la règle tout au long du XIX^e siècle*²³.

Une question de clarification historique s'impose à nous ici afin de bien comprendre pourquoi Pinard envisage aussi tôt la séparation de la propriété et du contrôle alors que pour Freitag cette séparation n'apparaît concevable que lors du développement du capitalisme corporatif américain. Nous souhaitons nous attarder un moment à la résolution de cette question, car cette thèse mise de l'avant par Pinard a pour effet de repousser l'antériorité de la mutation postmoderne de la société telle que mise de l'avant par Michel Freitag, en ce sens où le contrôle de l'activité ouvrière par les contremaîtres est dépourvue des mécanismes institutionnels modernes qui auraient pu justifier et garantir le maintien de ce rapport de domination. Ainsi, pour Freitag, ce moment où le contrôle du travail ne serait plus effectué par une figure d'autorité dotée des privilèges relatifs à l'institution de la propriété privée, ne se concrétiserait qu'à la fin de ce siècle, soit lors de la généralisation d'une nouvelle division sociale du procès de production basée sur l'*introduction d'une classe de spécialistes du contrôle de l'organisation du travail, étape marquant le prélude à la révolution managériale du capitalisme*. Gardons pour l'instant notre attention sur ce dernier point. Le taylorisme, véritable prototype de la « gestion scientifique ou technocratique du travail » nous dit Freitag, représente un moment décisif de l'histoire du capitalisme dans la mesure où cette nouvelle gestion essentiellement pragmatique de la chaîne de production va directement contribuer (du moins en partie) à la séparation de la propriété et du contrôle dans l'entreprise. Malgré le couvert légal de l'autorité patronale, la conversion du travail en travail productif ne sera dans les faits progressivement plus exercée par l'entrepreneur-propriétaire institutionnellement reconnu, mais par des nouveaux gestionnaires experts, par des organisations scientifiques qui s'accapareront la

²³ Pinard, Rolande, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, et Montréal, Liber, 2000, p.124. Nous soulignons.

capacité de direction réelle de l'entreprise²⁴. Le pouvoir de contrôle conféré au capitaliste par les médiations de la propriété privée et du contrat de travail sera donc en pratique délégué à une nouvelle hiérarchie de gestionnaires, non-proprétaires, chez qui se concentrera l'essentiel de la légitimité à réguler le travail ; c'est cette nouvelle légitimité proprement *organisationnelle* reposant directement sur la capacité à opérationnaliser savoirs et compétences productifs en vue de l'efficacité de la production qui aura pour conséquence globale de faire entrer de plain-pied le capitalisme dans la postmodernité.

Bref, contrairement à ce qu'avance Pinard, Freitag conçoit que *l'autonomisation de la capacité de contrôle des opérations productives ne s'est produite qu'à partir du moment où celle-ci a été formalisée, où elle s'est fonctionnellement différenciée dans la structure décisionnelle de l'entreprise*. Le contrôle du travail dans l'entreprise industrielle « classique » s'opère sur le tandem disciplinaire de l'autorité patronale et de la rationalité technique du contremaître, soit sous une forme d'autoritarisme légal et rationnel. D'un point de vue phénoménologique, celui de Pinard, il semble tout à fait juste d'observer que l'organisation du travail soit contrôlée par les ouvriers spécialisés. Or, Freitag nous rappelle avec éloquence comment la *reproduction* de cette forme de contrôle est inconcevable à l'extérieur du pouvoir légal du propriétaire; l'exercice de l'autorité ouvrière étant strictement conditionnelle à la reconnaissance et à la sanction du *dominium* patronal. Même si les ouvriers de métier forment véritablement une médiation constitutive entre le capital et le travail, – par le biais de leur propriété qu'est le savoir-productif – les ouvriers de métier ne constituent essentiellement qu'un relais ou un intermédiaire du capital alors que l'activité managériale, comme le souligne clairement Freitag,

ne va pas seulement s'inscrire entre le travail et le capital pour contrôler les conditions de la production (l'« organisation du travail »), *elle va représenter elle-même une nouvelle forme de « travail productif »* [...] régie par une *rationalité technique autonome* [nous soulignons] dans laquelle se concentrera alors la légitimité du pouvoir de contrôle et de réglementation de l'autorité corporative, au détriment de l'autorité proprement patronale dérivée du droit de propriété²⁵.

²⁴ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.304.

²⁵ *Ibid.*, pp.305-306.

Qu'en est-il plus précisément de la nature de ce « travail productif »? En quoi se distingue-t-il donc du contrôle exécuté par le contremaître? Alors que la principale tâche des ouvriers de métier consiste à convertir la force de travail en travail productif, celle du manager sera principalement d'intégrer directement le travailleur à l'organisation. La « science de l'industrie » du manager cherchera à dissoudre l'opposition capital-travail – cet invariant structurel cher au marxisme – non seulement par le simple fait de pouvoir contrôler les travailleurs sans avoir le statut de propriétaire au préalable, mais en visant l'intégration pragmatique à la fois de la force de travail dans le procès de la valorisation du capital et ainsi que celle du *travailleur* dans l'organisation. Par exemple, Frederic Winslow Taylor voulait ni plus ni moins mener « une révolution complète de l'état d'esprit des ouvriers et de la direction » en joignant l'intérêt du capitaliste à celui du travailleur grâce au mécanisme « béhavioriste » de la hausse de la rémunération conditionnelle à la coopération et à l'amélioration de la productivité de ce dernier. De ce régime méritocratique de « redistribution » de la plus-value, il nous est possible de déduire une modification formelle du statut du travailleur : celui-ci ne sera plus entièrement défini selon son opposition au capital puisqu'il devient en quelque sorte « actionnaire » indirect du capital; ce dernier ayant dorénavant autant intérêt que son patron, du moins en principe, à ce que croisse la productivité.

Sous la coupe du management, comme nous le verrons en détail plus loin, va s'instaurer une nouvelle forme de régulation du travail pratiquement incomparable à celle attribuable aux ouvriers de métier : alors que la principale préoccupation de l'ingénieur consistait à fusionner l'homme et la machine, celle du manager sera de fusionner l'homme à l'organisation. L'activité managériale – dont la fonction doit être étroitement liée à l'essor de la convention collective et de la propriété corporative – tendra à redéfinir le statut social du travailleur en dehors des institutions universelles du contrat de travail et de la propriété privée, et le « travail », si nous pouvons encore le nommer ainsi, sera désormais soumis à une forme « directe » (c.-à-d. décisionnelle-opérationnelle) de *contrôle organisationnel et scientifique* plutôt qu'à une forme « indirecte » (c.-à-d. institutionnelle) de *contrôle rationnel et technique*. Suivant le raisonnement général de Freitag, nous affirmons que

l'idée de séparer le contrôle de la propriété dans le stade industriel du capitalisme, même si elle éclaire une facette essentielle du processus par lequel se réalise concrètement l'assujettissement du travail au capital, *apparaît conceptuellement inconcevable eu égard au procès global de reproduction du système*. Le contrôle des moyens de production et de l'activité ouvrière par les ouvriers de métier demeure conditionnellement rattaché au *dominium* patronal légitimé par l'institution de la propriété privée et ultimement par l'*Imperium* de l'État. Le capitalisme industriel est en ce sens précis une véritable créature de la modernité et il ne peut prendre son essor initial qu'à l'intérieur de l'encadrement normatif imposé par la domination politique de l'État. Voilà pourquoi nous ne pouvons entériner l'hypothèse que nous avons formulée à partir de l'argumentation de Pinard. Nous ne pouvons repousser le moment historique de la conversion postmoderne du capitalisme puisque le rapport social inhérent au capitalisme industriel demeure subsumé au moment supérieur de totalisation qu'est la société moderne. « Le contrôle, nous dit clairement Freitag, ne s'inscrit pas dans l'exercice du "droit de propriété" [...], car il désigne la capacité de décider normativement, *à partir d'une situation de fait ou de puissance purement empirique* [nous soulignons], non pas de l'usage des choses, mais au second degré de la forme des rapports sociaux et des règles qui les régissent »²⁶. Bref, si nous pouvons formellement envisager le contrôle au sein de la dynamique de la sphère de production, cette notion ne prendra toutefois tout son sens qu'au moment où elle se dégagera de cette institution qui la surplombe et qui l'intègre à l'univers idéologique moderne de la liberté et du progrès.

²⁶ Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome 2, op. cit.*, pp.322-23.

1.4 La globalité du capitalisme ou la dimension « politique » du système économique

Afin de compléter la résolution de notre problématique initiale, nous devons à présent éclaircir le caractère global de la révolution industrielle du capitalisme. Selon nous, la *globalité* proprement dite qu'associe Freitag à ce « mode spécifique de production » peut constituer, *mutatis mutandis*, une extension de la thèse wébérienne relative à l'*ethos* du capitaliste. Weber a très bien su cerner comment la rationalité individualiste et le nouveau fondement éthique et professionnel orientant l'« agir » capitaliste ne se sont point cantonnés à la sphère économique, mais qu'ils ont en fait constitué un « habitus intérieur dans sa globalité » qui a influencé directement certains contenus de la culture politique moderne²⁷. Le raisonnement de Freitag se rapproche de celui posé ici par Weber en ce sens où le principe organisationnel de l'industrie n'est pas un trait limité au capitalisme, il n'est pas autrement dit une réalité principiellement circonscrite aux rapports sociaux de production : il est au contraire une « réalité globale » dont la puissance se fera sentir au niveau de l'univers politique de l'époque moderne. Les principes organisationnels du capitalisme vont rapidement entrer en *interférence* avec l'ordre normatif de la société moderne ou avec la dimension politique en général, interférence qu'il nous est possible de traduire de deux manières à partir des travaux de Saint-Simon et de Tocqueville²⁸.

La fascination suscitée par les prouesses d'efficacité technique et productive du système capitaliste, puis le constat de l'inefficacité des politiciens à « gérer » les problèmes sociaux engendrés par la liberté capitaliste, constitueront deux motifs centraux à partir desquels les tenants du socialisme utopique (Saint-Simon, Proudhon, Owen) déduiront la nécessité de transposer les principes de l'organisation industrielle à l'ensemble la société. Saint-Simon va ainsi concevoir une nouvelle théorie politique – ou plutôt une théorie apolitique – reposant sur le postulat que seul un gouvernement animé par une rationalité gestionnaire et scientifique peut être apte à concilier développement économique et société. Il désirera mettre un terme à la « politique de l'arbitraire », la politique étant selon lui une pratique

²⁷ Grossein, Jean-Pierre, « Présentation », dans Weber, Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003, p.xliii

²⁸ Le propos de cette partie découle essentiellement de l'interprétation de Pinard, Rolande, *La révolution op. cit.*, chapitre III.

foncièrement improductive, rétrograde et détachée de la réalité de la France – devenue alors pour lui une « immense manufacture » au début du XIX^e siècle –, en mettant de l'avant l'idée que les postes clés de l'administration publique doivent être confiés aux « capitaines de l'industrie » et aux scientifiques qui pourront combiner respectivement compétences en gestion et savoirs « savants » afin d'ordonner efficacement et harmonieusement la société. Pour reprendre l'illustre aphorisme de Saint-Simon qui résume bien la pensée de ce socialiste « visionnaire », le capitalisme ne pourra être vaincu selon lui que lorsque « le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses ». Du côté de l'Amérique, il est intéressant de souligner que les observations de Tocqueville (1835) relatives à l'industrie et aux mœurs politiques des Américains tendent à exaucer les vœux technocratiques de Saint-Simon. Alexis de Tocqueville – auteur qui aurait pressenti selon Freitag la nouvelle dynamique de la postmodernité²⁹ – va être frappé de la centralité qu'occupent le développement de l'industrie et du commerce dans l'orientation de la vie sociale américaine : « les passions qui agitent le plus profondément les Américains sont des passions commerciales et non des passions politiques, ou plutôt ils transportent dans la politique des habitudes du négoce »³⁰. Au-delà du constat du faible appétit des Américains pour le politique (dans le sens originel du terme), l'auteur est préoccupé par le fait que ce vide politique soit comblé par les industriels qui parviennent à acquérir un immense pouvoir « sur la seule base de leur capacité à augmenter le bien-être matériel de leurs citoyens »³¹. Ainsi, résume Pinard à cet effet, alors que « Saint-Simon prône l'organisation de la société par “les industriels les plus importants” parce qu'ils sont administrativement les plus compétents; les Américains, selon Tocqueville, leur accordent cette position de fait, parce qu'ils sont effectivement les plus efficaces en ce qui concerne le développement de richesses matérielles »³². Les positions des auteurs sont en somme très révélatrices de l'expansion sociétale que vont connaître les capitalismes européen et américain : le premier devra mener une lutte à toute la société pour s'imposer, alors que le second va étendre subrepticement son principe de réalité à l'ensemble de la société.

²⁹ Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome II, op. cit.*, pp.313-314.

³⁰ Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique, tome I*, Paris, Gallimard, 2005 [1835] p.423.

³¹ Pinard, Rolande, *La révolution*, p.89.

³² *Ibid.*, p.90.

Le capitalisme industriel fournit donc *la condition matérielle d'un nouveau mode formel de régulation sociétale*. Le système inaugure un univers offrant la possibilité de réalisation de l'idéal technocratique saint-simonien : celui d'une société gouvernée non plus par la *praxis* ou l'« arbitraire du politique », non plus par des normes communes définies par l'univers des significations intersubjectives qu'imputent les humains à leurs pratiques, dirait Freitag, mais une société gouvernée par les « froides » lois de la technique, de l'administration des choses, de la gestion scientifique. Si Saint-Simon, puis Auguste Comte, ont été des précurseurs de la théorie technocratique des organisations et ont sensiblement contribué à légitimer l'application de ce mode de régulation à l'échelle de la société, ce sera toutefois l'organisation scientifique du travail (le management), puis la théorie « politique » des organisations, remarque Freitag, qui parviendront à l'appliquer et à l'actualiser au sein de rapports sociaux concrets. Contrairement à la révolution moderne des Lumières, l'utopie de la société organisée ne sera pas le fruit de sujets réfléchissant et orientant consciemment l'histoire, elle ne le sera qu'*ex post*, résultat du travail de disciplines technico-pragmatiques qui vont participer directement (opérationnellement) à l'expansion du contrôle de la corporation et à la technocratisation de l'État³³. C'est ainsi à partir de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle que l'utopie saint-simonienne prend forme, c'est pendant cette période nous dit Freitag « que le concept d'organisation se confirme autour de pratiques sociales et de rapports sociaux spécifiques, émancipés à l'égard des droits découlant *directement* de l'institution de la propriété »³⁴. Dès lors, le contrôle technocratique qui était confiné à une modalité spécifique (économique) de régulation sociale sera appelé à devenir le modèle dominant et triomphant de la société.

³³ Freitag, Michel, *L'oubli*, *op. cit.*, p.305.

³⁴ *Ibidem*.

1.5 Le capitalisme industriel comme archétype « moderne » du mode de régulation décisionnel-opérationnel

Avant de clore la question des caractéristiques du contrôle s'accomplissant dans le procès du capitalisme industriel, rappelons que l'*effectivité* de ce mode de régulation décisionnel-opérationnel demeure à ce point-ci confinée à la sphère civile, à la sphère économique, il s'agit donc précisément d'un contrôle *social* et non d'un contrôle *sociétal*; la pratique capitaliste reste strictement liée à l'instance de totalisation supérieure de la société qu'est l'État moderne et tire d'autre part l'essentiel de sa légitimité « opérationnelle » de l'ensemble des références transcendantales universalistes modernes. Si le contrôle social du capital ouvre une brèche du corridor menant à la postmodernité, il importe de souligner que le capitalisme ne s'est pas encore transmué en un système autonomisé, opérationnellement clos. En ce sens, la phase industrielle du capitalisme ne conduit pas de manière globale – et cela constitue un point cardinal à la compréhension de la postmodernité freitagienne – à une « dissolution de la référence à une totalité transcendante »³⁵. La « société capitaliste » ne s'est donc pas encore dégagée des ordres institutionnel et symbolique pour ne devenir qu'empirie immédiate, qu'une pure puissance déformant et reformant les « liens » sociaux; pour étendre son emprise sur la société, elle doit encore s'appuyer sur une conception ontologique de l'humain, être rationnel et libre, et sur une éthique proprement moderne tel l'« impératif catégorique » des chantres du libéralisme selon lequel l'égalité et le progrès ne peuvent être réalisés que par le droit universel à la liberté économique.

En outre, le rouage n'a pas encore acquis la fluidité caractéristique du système autorégulé tel que décrit dans la théorie de Luhmann (1995) : il repose notamment sur les menaces de congédiement du propriétaire, sur un rapport direct de confrontation entre les ouvriers et l'autorité patronale (due à l'absence originelle de médiation syndicale), sur la violence, ponctuelle, mais structurellement essentielle de l'État, etc. En dépit des réels « rapports sociaux de production » qui sous-tendent et structurent ces conflits dans leur forme immédiate, la reproduction du système ne s'accomplit pas directement – à l'instar de ce qui

³⁵ Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome II, op. cit.*, p.313.

est prôné par le marxisme – au sein du rapport économique *per se*. Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, la *condition politique* qui assure la pérennité de ce rapport de domination revient à souligner que l'économie capitaliste affiche, relativement à sa quête d'autonomie opérationnelle, une insuffisance à la fois formelle et fonctionnelle la contraignant à dépendre *de principes externes à sa propre logique opérationnelle de reproduction*. Par conséquent – et ce à l'inverse du haut degré d'autonomie qui sera ultérieurement observable au sein du capitalisme managérial au XXe siècle –, nous pouvons réitérer que *le capitalisme industriel n'est pas un système autorégulé, car il ne possède pas (encore) les mécanismes internes nécessaires à l'intégration fonctionnelle des conflits ou contradictions sociale et politique qui le traversent*. Cette hétéronomie constitutive du système capitaliste forme, d'ailleurs, la pierre angulaire de la critique que dirige Freitag envers les fondements épistémologiques de l'économie politique et le marxisme³⁶, car contrairement à l'idée partagée par eux,

le système économique capitaliste n'a jamais comporté un mode autonome de reproduction [...]. La société « capitaliste » fut toujours d'abord une société politique dans laquelle, par définition, l'intégration entre la sphère économique et la sphère politique n'était plus assurée par l'existence d'une culture commune *a priori* (notamment religieuse) capable d'assumer la fonction ultime de totalisation³⁷.

Or, si la société politique assure la fonction de totalisation de l'économie, elle ne la contient pas pour autant dans ses mécanismes institutionnels – ceux-ci étant d'ailleurs expressément conçus pour garantir son autonomie –. Mais pour redéfinir la société sur la base de cette autonomie, l'économie capitaliste devra surmonter les contradictions immanentes à son développement autoréférentiel.

³⁶ Pour plus de détails sur les éléments centraux de la critique freitagienne de l'économie politique, se référer au chapitre « L'économie et les mutations de la société » dans Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*

³⁷ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, p.150.

Au cœur de la Révolution industrielle du XVIIIe siècle, on constate une amélioration presque miraculeuse des instruments de production, accompagnée d'une dislocation catastrophique de la vie du peuple.
Karl Polanyi, *La Grande transformation*

CHAPITRE 2

Capitalisme industriel et crise de la modernité : les origines de la transition postmoderne de la société

Au cours de la section précédente, nous avons vu que c'est au cœur du procès de la conversion productive de la force de travail dans le capitalisme industriel que s'ouvre selon Michel Freitag un nouveau paradigme postmoderne de régulation sociale. La spécificité socio-historique immanente à ce régime économique réside dans l'instrumentalisation technico-pragmatique de la pratique humaine et du caractère « direct » que connaît l'application de ce contrôle dans le procès de production de valeur marchande. La logique décisionnelle-opérationnelle de régulation sociale qui caractérise globalement ce contrôle réduit la pratique significative, par le travail, au statut de coût et facteur de production, à une activité n'ayant proprement de valeur qu'à l'intérieur du système formel capitaliste de valorisation indéfinie de l'argent. L'efficacité, la rentabilité et la productivité constituent les règles formelles qui assujettissent l'ouvrier dans l'usine; une forme de domination sociale n'obéissant à aucune prescription normative autre que celle fixée par l'arbitraire décisionnel capitaliste. Quoique chapeauté par l'institution de la propriété privée, le « principe organisationnel » inhérent à ce contrôle ne demeurera point cantonné à la sphère productive de la manufacture. Il ouvre un horizon dans lequel est envisagée une nouvelle société, une société dont les principes constitutifs seraient le calque de ceux qui définissent la gestion de l'entreprise, mais, en même temps, le capitalisme emplit cet horizon d'une grande incertitude puisque sa logique auto-expansive s'attaque tant aux jeunes fondations de la société moderne qu'à celles qui soutiennent la vie en société en général.

Ainsi, Freitag constitue l'un des rares penseurs à distinguer aussi nettement la logique du capitalisme de celle de la modernité; considérant leurs modes de régulation respectifs, il en déduit une opposition principielle qui ne demeurera viable qu'en fonction de la capacité des institutions modernes à la soutenir. Mais le capitalisme industriel, ajoute-t-il, « suppose des contradictions spécifiques », qui auront tôt fait de miner les valeurs fondatrices de la société moderne et, par conséquent, de s'attaquer aux principes mêmes qui soutiennent les mécanismes politico-institutionnels de régulation de la sphère économique et de l'État-nation³⁸. Plus précisément, l'auteur attribue à l'essor du capitalisme industriel le développement simultané de trois contradictions sociétales à partir desquelles surgira la réalité postmoderne : *la contradiction socio-institutionnelle, la contradiction économique et la contradiction juridico-politique*. En somme, l'appréhension de ces contradictions soulevées par l'auteur nous permet de synthétiser ce qui apparaît comme *les conditions et tensions structurelles fondatrices de la société moderne-capitaliste qui forment l'origine de ce qui aura les traits et sera vécu comme une véritable crise civilisationnelle*. Ces contradictions consistent autrement dit en un schème narratif général d'interprétation des tendances de fond qui animeront l'histoire du monde contemporain et de sa transition postmoderne; car c'est essentiellement à partir des différentes tentatives historiques de résolution de la crise engendrée par le développement autonomisé du capitalisme que s'annonce le « chant du cygne » du projet de la modernité.

2.1 Brèves précisions sur la notion de contradiction

En raison des traditions marxiste et hégélienne qui sont communément associées à la notion de contradiction, il apparaît essentiel de spécifier dans un premier temps la signification particulière qu'attribue Freitag à cette notion. Cette courte mise au point se veut donc un éclairage sur la démarche épistémologique de l'auteur nous permettant de mieux saisir le plan sociologique – c.-à-d. celui de l'idéalité normative – sur lequel se dessine la contradiction entre la modernité politique et l'économie capitaliste. Dans le deuxième tome de *Dialectique et société*, Freitag distingue la contradiction de la notion organiciste ou

³⁸ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.272.

fonctionnaliste de *crise* qui, elle, vise en général à décrire une situation où un sujet, confronté à un changement se produisant dans son environnement social, doit s'adapter pour maintenir son intégration à la société. En ce sens, il faut éviter de concevoir les conséquences sociétales du développement du capitalisme sous la forme d'un simple rapport de causalité, la société s'adaptant continuellement à un développement immanent à l'économique. D'autre part, celle-ci ne réfère pas non plus à une conception « étroite » du conflit comprise comme une situation contingente ou passagère impliquant des interprétations divergentes d'une norme par les sujets, ou autrement dit l'affrontement de subjectivités à l'intérieur d'un même champ normatif de régulation de la pratique (politico-institutionnel, par exemple). La contradiction vise plutôt à représenter pour Freitag un conflit d'ampleur *sociétale* mettant en scène l'affrontement de deux systèmes d'orientation de l'action opposés dans leurs normes. En ce sens, les contradictions du capitalisme sur lesquelles nous allons nous pencher se présentent *a priori* sous les termes d'un « conflit cumulatif » ou d'une *antinomie*, qui découle en substance du caractère irréconciliable des normes orientant le développement de la modernité et de celles relatives au dynamisme du capitalisme³⁹. L'exacerbation de ce conflit entre ces deux champs normatifs, nous dit Freitag, ou l'incapacité d'intégration politique du capitalisme par la société fera plonger l'Occident dans une *crise civilisationnelle* à l'origine des dramatiques expériences totalitaires et de la mutation postmoderne techno-capitaliste contemporaine.

Freitag soutient que le développement du capitalisme va directement mener à une « dualisation des modalités formelles de régulation (ou d'orientation) des pratiques sociales »⁴⁰ à l'intérieur des sociétés modernes, et c'est précisément cette opposition entre les modes de régulation propres au capitalisme et à l'État moderne qui traduit les racines de la crise de la modernité et son « dénouement » postmoderne. Par ailleurs, les contradictions du capitalisme exposent un segment primordial de l'édifice théorique de Michel Freitag

³⁹ Cf. Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome II, op. cit.*, pp.183-187. Cependant, notons que la contradiction proprement économique du capitalisme fait figure d'exception ici, puisqu'elle touche *stricto sensu* aux insuffisances ou aux limites inhérentes du déploiement de la logique opératoire du capitalisme industriel. Comme nous le verrons, c'est précisément en raison du fait qu'elle est exclusive au capitalisme (et qu'elle n'implique pas par conséquent l'affrontement de deux systèmes normatifs) que l'appréhension de cette contradiction est insuffisante en soi pour déduire et comprendre les conséquences sociales et politiques issues du capitalisme qui influenceront sur l'évolution de l'État moderne.

⁴⁰ *Ibid.*, p.208

dans la mesure où elles décrivent les « fondements socio-historiques » du passage du mode de reproduction politico-institutionnel à celui décisionnel-opérationnel⁴¹. Certes, la crise de la modernité ne sera pas vécue en ces termes « structuralistes » par la population, c'est d'ailleurs pour cette raison que Freitag décline cette opposition en trois sous-contradictions visant à spécifier les manifestations historiques ayant émergé de la commune opposition entre la modernité politique et le régime capitaliste. De la sorte, nous souhaitons mentionner au lecteur l'importance primordiale que Freitag accorde aux représentations dans la compréhension de la crise par les populations et de ses tentatives historiques de résolution. Or, s'il est question ici chez Freitag de tentative de « résolution » ou de « dépassement » de la crise, rappelons que, contrairement à ce qu'a pu soutenir Habermas (1981), le « monde des systèmes » qu'inaugure le capitalisme est selon lui fondamentalement incompatible et irréconciliable avec le « monde vécu » des univers symbolique et politique typiques à la période moderne. Plutôt que de remettre sur rails le projet des Lumières, chaque tentative visant à réconcilier la société au capitalisme mènera à un approfondissement de la logique systémique au sein de la régulation globale de la société. Ainsi, aucune synthèse fonctionnelle proprement viable (il ne s'agira plutôt que de compromis temporaires) ne se serait réalisée au cours de l'histoire entre les deux réalités, en fait, propose l'auteur de manière radicale, une telle possibilité serait inenvisageable en

⁴¹ La même logique de la contradiction s'applique, à quelques différences près, à la compréhension des *conditions* sociales de la genèse historique du mode politico-institutionnel de régulation sociétale. C'est par le truchement d'un pouvoir extérieur ayant la capacité de sanction, soit par un pouvoir s'accaparant le monopole de la violence « légitime » que sauront être surmontés les conflits issus des modifications structurelles des sociétés archaïques lors de leur passage au statut de société agraire. Devant l'insuffisance de la culture et du langage à pouvoir intégrer harmonieusement les nouveaux rapports des individus à la terre, à la production, à fournir un ensemble de règles régissant la possession issue de la division sociale de la production, ces sociétés agraires se seraient progressivement dotées d'une *autorité* ayant la responsabilité de voir au respect des règles et principes jugés propices à la prospérité matérielle et à l'équilibre de la communauté avec le cosmos, avec les lois de l'« Univers ». La naissance d'un pouvoir explicitement reconnu par les sociétés sédentarisées marquerait ainsi pour Freitag l'inauguration d'un nouveau mode politico-institutionnel de régulation sociale. Cette origine lointaine de la modernité s'inscrivait donc dans la perspective de dépassement des contradictions sociales de la société agraire moyennant l'objectivation « formelle » des normes au sein d'institutions chargées de maintenir l'unité fonctionnelle et transcendante (religieuse, mystique) de la société. Notons que la résolution des contradictions sociétales tributaires du développement autonomisé du capitalisme ne s'effectuera pas suivant cette logique de dépassement dialectique. Ces contradictions conduiront plutôt à une mutation « ontologique » de la société qui se caractérise par le passage d'une société où l'intégration d'ensemble ne s'accomplira plus qu'a posteriori, par le jeu de l'adaptation pragmatique à l'environnement social, pour résumer brièvement. L'unité de la société postmoderne décrite par Freitag n'est ainsi plus reproduite par le détour d'un univers idéal-normatif, c'est-à-dire par un ensemble de références transcendantales qui structureraient significativement l'action de ses membres. Pour de plus amples explications sur le sujet, voir le neuvième chapitre de Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome II, op. cit.*

soi. Reprenant le propos d'Eric Hobsbawm tel qu'exposé dans son œuvre *L'Âge des extrêmes* (2008), Freitag affirme ainsi que malgré « toutes ses démesures, le XX^e siècle n'a résolu aucun des problèmes sociaux et sociétaux fondamentaux que le XIX^e siècle lui avait laissés en héritage. Il n'a réussi qu'une fuite en avant dans laquelle nous sommes toujours emportés »⁴².

2.2 La contradiction socio-institutionnelle du capitalisme : les tenants et aboutissants du mouvement monopolistique du capital

Dans l'article « Genèse et structure des totalitarismes archaïques », Freitag relève explicitement une contradiction sociale du capitalisme qu'il juge particulièrement déterminante dans la genèse des totalitarismes « archaïques » ou historiques⁴³ – ces deux autres voies d'entrée dans la postmodernité – et dans la « crise générale des idéaux universalistes de la modernité bourgeoise »⁴⁴. Afin de mieux cerner et expliciter les incidences particulières que comporte cette contradiction eu égard aux origines historiques de la postmodernité contemporaine, il apparaît indiqué selon nous de scinder l'analyse de la contradiction selon deux facettes distinctes, l'une *sociale*, l'autre *institutionnelle*, qui traduisent chacune des conséquences formelles spécifiques de la *tendance à la concentration monopolistique du capitalisme*. Ces deux facettes peuvent être respectivement résumées selon le fait que d'un côté *le principe de la liberté capitaliste se fonde et s'accomplit sur la négation de la liberté économique individuelle*, et puis, de l'autre, que *l'expansion de l'organisation mène à la marginalisation du rôle régulateur des institutions économiques*. Si nous allons évidemment traiter succinctement de la contradiction sociale, conformément à l'argument stipulé ci-haut, nous insisterons toutefois sur la contradiction institutionnelle qui, même si elle traverse de manière implicite l'analyse de l'auteur relative à l'évolution du capitalisme américain, apparaît la plus significative pour saisir la nature systémique de la domination mondiale qu'imposeront les entreprises corporatives au XX^e siècle. La contradiction institutionnelle saisit à notre avis les tensions

⁴² Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, pp.246-247.

⁴³ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.272.

⁴⁴ *Ibidem*.

immanentes et cumulatives au développement du capitalisme « sauvage » dans le cadre des sociétés modernes : ces dernières devront perpétuellement composer, et ce, manifestement jusqu'à aujourd'hui, avec la tendance à « l'accaparement de la totalité de la puissance sociale collective par un nombre de plus en plus restreint d'entreprises »⁴⁵. Si ce mouvement est insuffisant en soi pour saisir la profondeur de la thèse freitagienne sur la transition postmoderne actuelle, *il représente toutefois la condition objective de la continuelle expansion de la modalité décisionnelle et opérationnelle de régulation de l'économie qui s'effectuera au détriment des institutions économiques (le marché) et du pouvoir de l'État.*

Contradiction sociale et contradiction institutionnelle partagent donc ce même tronc commun : « le capitalisme industriel proprement dit tend dès l'origine à éliminer le "marché universaliste" dans l'organisation et la gestion des entreprises, au sein desquelles se déplace une part de plus en plus considérable des rapports sociaux effectifs, en même temps que le marché lui-même se restructure selon des rapports de force, des stratégies monopolistiques, etc. »⁴⁶. Examinons premièrement cette affirmation sous l'angle de la contradiction sociale. Pour Freitag, il apparaît qu'à la question de la liberté inhérente au capitalisme se rattache nécessairement celle touchant à la nature de la propriété. Ainsi, si la propriété représente le symbole d'émancipation par excellence lors de la révolution en tant que réalisation positive de la liberté, comprise comme la libération de la subjectivité individuelle, c'est la dimension négative ou privative de celle-ci, en tant que *négation de la possession d'autrui*, qui va s'affirmer dans toute sa puissance dans le cadre du capitalisme industriel. Dans ce régime, la liberté du marché va mener à un continuuel mouvement de concentration privée des moyens de production ayant pour conséquence, d'un côté, l'assujettissement systématique d'une population de manouvriers puis, de l'autre, l'élimination progressive de la compétition personnalisée par les petits et moyens entrepreneurs. Autrement dit, en plus d'exclure le prolétariat de la propriété des moyens de production, un nombre grandissant de petits et moyens bourgeois seront jetés sur le pavé, dès le milieu du XIX^e siècle, incapables de livrer compétition à la grande entreprise puis à

⁴⁵ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.132.

⁴⁶ Freitag, Michel, « De la terreur », op. cit., p.272.

la corporation économique où se concentreront massivement capital productif et monétaire ainsi que la névralgique capacité d'emprunt auprès des acteurs financiers⁴⁷. Le puissant mouvement de monopolisation de l'activité économique (dont l'histoire retiendra notamment l'apogée des trusts américains) aura finalement pour effet de créer une nouvelle forme de « caste », une « aristocratie d'argent »⁴⁸, dont le faste et la puissance (tant économique que politique) n'auront plus rien à voir avec l'« ascétisme » ou l'« éthique protestante » de l'entrepreneur capitaliste. Cette concentration obscène de la richesse et du pouvoir, résume Freitag, aura pour conséquence de miner la légitimité même du système idéologique bourgeois en mettant directement en cause l'*idéal d'accession universelle à la liberté et à l'autonomie*⁴⁹.

L'espoir de la mobilité sociale qu'avait suscité l'effondrement de la société des ordres (*Ständestaat*) sera ainsi très éphémère, constate-t-il. La liberté économique et politique comme droits inaliénables et condition naturelle de l'homme se muera plutôt en privilèges qui n'appartiennent qu'à quelques-uns; bref, le capitalisme fera naître un véritable régime ploutocratique ayant carrément pour effet de dévêtir le droit bourgeois de ses attributs d'universalité. Face à toutes les promesses du progrès qui tarderont à se réaliser, aux conditions misérables qui affligeront la classe des travailleurs et à la perversion de la culture humaniste bourgeoise dont fait preuve la nouvelle aristocratie d'argent devenue maître de l'État « libéral », Freitag affirme qu'il se profilera, au XIX^e et au début du XX^e

⁴⁷ Ce point souvent oublié de l'histoire du capitalisme est d'ailleurs clairement confirmé par Hobsbawm : « le mécontentement n'était pas le seul fait des travailleurs besogneux. Certains petits entrepreneurs ayant des difficultés à s'adapter, des petits-bourgeois, certains secteurs particuliers de l'économie se trouvaient aussi parmi les victimes de la révolution industrielle et de ses implications » (Hobsbawm, Eric, *L'ère des révolutions*, Bruxelles, Éditions Complexe en collaboration avec Le Monde diplomatique, 2000, pp. 55-56).

⁴⁸ Marx fait d'ailleurs allusion au penchant aristocratique de la haute bourgeoisie, notant que plus l'entreprise grossit, plus le rôle d'organisateur de la production du capitaliste tend à perdre de l'importance, et plus il n'apparaît alors que comme simple rentier de sa propriété. D'ailleurs, dans l'extrait suivant nous souhaitons attirer l'attention du lecteur sur le fait que Marx réfère la propriété à un « canal de la société », une proposition semblant aller de pair avec l'importance qu'accorde Freitag à la médiation de la propriété dans la régulation du capitalisme : « En tant que *fonctionnaires* du processus qui accélère en même temps cette production sociale et le développement des forces productives, les capitalistes deviennent superflus, dans la mesure même où, *par le canal de la société* [nous soulignons], ils s'approprient le bénéfice et qu'en tant que propriétaires de ces richesses sociales ils prennent figure de *commandants* du travail social. Ils subissent le même sort que les féodaux à l'avènement de la société bourgeoise : leurs prétentions, devenues superflues en même temps que leurs services, se sont changées en simples privilèges, anachroniques et irrationnels, et c'est ce qui a hâté leur ruine » (Marx, Karl, *Œuvres*, édité par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, tome III, 1982, p.1029).

⁴⁹ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.272.

siècle, une conjoncture propice à la convergence et à la fusion des différentes « idéologies de crise » de la modernité, c'est-à-dire à la réunion des différents discours critiques du capitalisme propres à la petite et moyenne bourgeoisie déchu, au mouvement ouvrier et à l'ancienne aristocratie⁵⁰. C'est notamment par la récupération et la canalisation de ce sentiment de frustration généralisé envers la démocratie libérale que le nazisme parviendra à « s'arroger le pouvoir démocratiquement ». Pour Freitag, la contradiction sociale du capitalisme pose ainsi une condition structurelle à la montée du régime hitlérien, en ce sens où elle alimente la désillusion face au « mythe » de la libération de la modernité bourgeoise et, par conséquent, un appel radical à son dépassement « à travers la maîtrise de tous les moyens “techniques” (matériels, organisationnels, idéologiques et psychologiques) de mobilisation de la violence »⁵¹.

La contradiction institutionnelle présente, quant à elle, une condition structurelle plus directement reliée à la postmodernité comprise dans sa phase actuelle ou contemporaine. Rappelons que pour Freitag, « le capitalisme industriel proprement dit tend dès l'origine à éliminer le “marché universaliste” », ce qui signifie que la concentration du capital par l'industrie exige son émancipation des institutions modernes. Ainsi, la concentration de la propriété productive et le développement de la grande entreprise mettront rapidement à mal la logique « autorégulatrice » du marché puisque celle-ci ne peut assurer le degré de prévisibilité ou de régularité nécessaire à la planification de la production de masse. L'accélération des échanges, due entre autres à l'amélioration des moyens de communication et au développement du chemin de fer, puis l'intégration de nombreux secteurs intermédiaires et connexes de production sous une même enseigne corporative (les trusts) nécessiteront pour le secteur industriel une coordination accrue au niveau du traitement de tous les intrants (matières premières, produits semi-finis, pièces de machinerie) et extrants de la production (écoulement des marchandises à l'intérieur d'un *réseau commercial de distribution intégré* par le chemin de fer). Ces modifications fondamentales des structures organisationnelles de la grande industrie vont à terme signer l'*exit du marché* et donc l'entrée dans la gestion et le contrôle de toutes les opérations

⁵⁰ *Ibid.*, p.273. Ici, Freitag reprend l'essentiel de la thèse de Faye, J-P, *Langages totalitaires : critique de la raison narrative : critique de l'économie narrative*, Paris, Hermann, 1972.

⁵¹ *Ibid.*, p.249.

relatives à la production, à la circulation et à l'écoulement des marchandises : « les grandes entreprises, complète Freitag dans le même sens, [vont ainsi] largement internaliser le marché en intégrant verticalement et horizontalement dans leur fonctionnement organisationnel une grande part des échanges intermédiaires »⁵².

Autrement dit, ce contrôle de l'activité économique par des entreprises de plus en plus tentaculaires au tournant du XX^e siècle, a pour effet de déplacer le « marché » à l'intérieur même de l'organisation de l'entreprise, ce qui revient à affirmer que les grandes corporations⁵³, comme nous le verrons au chapitre suivant, prendront entre leurs mains une part énorme de l'activité économique qui ne sera désormais plus déterminée par le traditionnel négoce entre acteurs économiques, entre sujets propriétaires « rationnels » institutionnellement reconnus; cette activité économique sera directement soumise aux règles techniques de l'organisation et de la gestion. L'internalisation du marché, par définition, anéantit le marché libre et concurrentiel érigé par les libéraux comme mécanisme formel par excellence de redistribution des biens et services et substitue concrètement la transaction comptable à l'échange proprement dit. La justice commutative de l'équilibre des intérêts par le libre-échange qu'avait prônée Adam Smith se convertit dans les faits, avec la concentration du capital, en une forme de justice distributive où une poignée de monopoles et de hauts placés de l'industrie seront virtuellement en position de définir de manière unilatérale les règles de la circulation des capitaux et des marchandises. Par le fait même, la liberté bourgeoise, comme nous l'avons vu, se convertit en un privilège réservé à une élite de plus en plus restreinte (voir Tocqueville) et les monopoles, en imposant leur principe organisationnel particulariste contre le principe institutionnel universaliste de régulation du marché, réorientent substantiellement le devenir de la société moderne : à l'*a priori* normatif de l'État, qui instituait publiquement le marché des échanges privés et en assurait la régularité par le biais de l'institution du contrat et de la responsabilité, se substitue l'*a priori* normatif décisionnel-opérationnel des producteurs

⁵² Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.317.

⁵³ À des fins d'allègement du texte, nous opérerons plus loin une distinction fondamentale entre la forme de propriété de l'entreprise privée et de la corporation économique, laquelle jettera un éclairage primordial sur la transition postmoderne du capitalisme.

capitalistes dont la pratique, dans son essence, élimine systématiquement l'échange marchand.

Bref, les « lois du marché » censées régir la circulation des biens seront rapidement court-circuitées par les organisations productives, ce qui viendra démentir radicalement l'affirmation libérale selon laquelle c'est le marché qui fait office de *modus operandi* de l'économie capitaliste et de principe de justice s'accomplissant par le jeu de l'équivalence des échanges. Ainsi, la libéralisation de l'économie capitaliste n'ira pas dans le sens de l'utopie smithienne de la consécration des « lois du marché », ce qui démontre de manière éloquente l'aporie caractéristique de la doctrine maximaliste du libre-échange : plus l'économie capitaliste sera libéralisée, plus elle tendra à abolir le principe même du « libre-échange ». C'est pourquoi la notion wébérienne de *puissance*, ou le concept allemand de *Macht*, apparaît juste pour décrire la relation que les grandes entreprises vont tendanciellement entretenir avec le reste de la société puisqu'il s'agit d'un type de domination ayant entièrement lieu sur le plan empirique, l'industrie s'imposant comme une *pure capacité technique, matérielle et logistique de contrainte et de subordination de l'ensemble des relations socio-économiques à son pragmatisme décisionnel*⁵⁴. Comme nous le rappelle Freitag, cela contraste de manière probante avec les fondements normatifs de la société capitaliste qui se sont originellement élaborés autour de normes *politiques* assurant l'égalité formelle de la représentation des intérêts économiques privés ainsi que leur libre confrontation sur le terrain commun du marché légalement institué par le contrat et le principe de la responsabilité. L'internalisation du marché mène au contraire à l'abolition effective de ce détour idéal-normatif, ce qui par le fait même éclaire, par contraste, une facette centrale de la logique systémique à l'œuvre dans le capitalisme : l'organisation capitaliste procède dans son ensemble et de manière constante à la réduction de l'incertitude et des interférences qui nuisent à la prévisibilité de ses opérations (et donc à la profitabilité), et ce, par l'inclusion dans ses propres processus des données et des facteurs environnementaux qui interfèrent précisément avec ceux-ci⁵⁵. La tendance monopolistique du capitalisme entre donc en adéquation avec cette logique de contrôle de l'environnement

⁵⁴ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.76.

⁵⁵ Freitag, Michel, *Dialectique et société*, tome II, op. cit., p.326.

qui sera chère au management et à la théorie de la gestion du risque. Même s'il faudra attendre quelques décennies, soit au tournant du XX^e siècle, avant que cette logique ne soit clairement appréhendée par les managers de l'industrie, comme nous l'avons mentionné précédemment, cela nous rappelle toutefois que la logique de l'industrie capitaliste est, dans son essence, un système ne connaissant aucune limite définie a priori et, qu'à ce titre, elle tend de manière intrinsèque à étendre son emprise sur la totalité de la réalité sociale.

À l'instar des autres contradictions soulevées par Freitag, la contradiction institutionnelle va elle aussi entraîner une réponse sociale ayant pour effet cumulatif d'abolir le paradigme moderne de régulation politico-institutionnelle. Ainsi, nous pouvons évoquer la *Sherman Antitrust Act* de 1890, cette loi instaurée pour faire renaître les règles du marché alors que l'économie américaine de l'époque assiste à une vague sans précédent de fusion et d'acquisition d'entreprises. Or, soutient Pinard, plutôt que de limiter la formation des monopoles, cette réponse législative à la « loi du capital » aura l'effet contraire d'empêcher « les arrangements informels du genre cartel entre petites et moyennes entreprises et d'encourager la consolidation des entreprises en de gigantesques corporations »⁵⁶. Cette loi, poursuit-elle, « entérinera et encouragera le mouvement d'organisation de l'économie » tendant à rendre superflues les institutions telles que la propriété et le contrat dans la gestion interne de la grande entreprise⁵⁷. Au début du XX^e siècle, les corporations auront acquis un tel poids dans la gestion de l'économie nationale américaine que les autorités n'auront en quelque sorte d'autre choix que de leur concéder l'exercice de ce pouvoir afin de juguler les crises économiques qui submergeront cette époque. C'est en ce sens que doit être interprété le *New Deal* selon Freitag, car la politique économique de Roosevelt n'ira pas tant dans le sens d'un ré-assujettissement législatif des entreprises, mais celle-ci ira plutôt consacrer le rôle accru que celles-ci devront jouer avec l'État dans la gestion de l'économie nationale⁵⁸. À partir de là, les organisations capitalistes auront grandement neutralisé l'opposition « improductive » de l'institution et pourront imposer massivement leur mode de régulation systémique à l'ensemble de la société.

⁵⁶ Pinard, Rolande, *La révolution*, op. cit., p.116.

⁵⁷ *Ibid.*, p.117.

⁵⁸ Cf. Freitag, Michel, « La globalisation », op. cit., pp.250 à 261.

2.3 La contradiction économique du capitalisme : la dynamique de la « création destructrice » du capital comme fondement de l'instabilité des sociétés modernes

La tendance inhérente au capitalisme à se déployer à l'extérieur de la logique des institutions économiques modernes et, par conséquent, à imposer sa dynamique organisationnelle comme mode de régulation dominant de la société, ne se réalisera pas selon un schéma linéaire. L'évolution du capitalisme sera ainsi ponctuée de multiples crises d'ampleurs croissantes engendrées par son propre développement. Cela découle du fait que le capitalisme, compris comme régime autonome d'accumulation chrématistique, présente une contradiction dont le rôle – qui n'est plus à démontrer dans la genèse du totalitarisme nazi –, s'avère tout aussi important pour notre analyse de la postmodernité contemporaine. Car cette importance que lui attribue Freitag réside dans le fait que *l'intégration de l'ensemble des activités économiques dans le régime industriel aura pour conséquence de faire entrer les sociétés dans une nouvelle ère d'instabilité qui découle du caractère structurellement cyclique du procès d'accumulation capitaliste*. La nouvelle donne globale imposée par le capitalisme se posera donc directement sur le plan existentiel de la société, et ce, dans la mesure où son fonctionnement menace dorénavant sa propre reproduction; l'industrialisation de masse, dira Freitag, va déboucher « sur une *fragilisation dramatique du fondement matériel de la vie sociale et sur un risque, croissant de manière exponentielle, de rupture du "contrat social" et de déstabilisation de l'"ordre social"* »⁵⁹.

Comme nous l'avons annoncé au premier chapitre, une des particularités fondamentales que Freitag attribue à la subordination chrématistique de la production est de rompre avec cette condition d'« équilibre principal » caractéristique du capitalisme mercantile où l'enrichissement demeurerait consubstantiellement arrimé aux limites et nécessités de l'*oïkos*. Manifestement, l'accumulation d'argent dans le cadre du capitalisme industriel « classique » ne s'accomplira plus suivant la logique « subjective » d'écoulement de la production à laquelle obéissait nécessairement l'artisan (c'est-à-dire une production pensée selon la possibilité qu'elle puisse trouver preneur, soit répondre à un besoin subjectif

⁵⁹ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.276. Nous soulignons.

concret, moyennant un certain gain ou profit⁶⁰), mais essentiellement selon le principe autoréférentiel de la *productivité*, c'est-à-dire de la constante réduction du coût moyen des produits par le biais de l'innovation technologique ou, plus tard, par l'amélioration du procès de production en général par le management. Même si le système ne peut évidemment se passer de la consommation, la loi d'accumulation écartera cette considération « *oikonomique* » du processus et érigera en principe directeur le critère de la productivité, cela pour la simple et bonne raison que toute diminution relative du taux de profit peut entraîner le retrait des investisseurs et créditeurs et donc acculer le capitaliste à la faillite⁶¹. Pour parvenir à se maintenir la tête hors de l'eau, l'organisation capitaliste « classique » doit donc systématiquement conquérir de nouveaux marchés, augmenter la productivité du travail et maîtriser la compétition en planchant sur des « économies d'échelle » qui ne peuvent être réalisées que par l'investissement dans l'amélioration des moyens de production (le capital fixe).

C'est ce régime d'accumulation « accélérée », « débridée », typique à l'économie de marché non régulée, c'est-à-dire non sujette à des politiques de gestion économique nationale, par exemple, qui confère une structure cyclique à l'évolution de l'activité économique. Ainsi, chaque phase de croissance découlant de l'accroissement de la productivité engendre une progression concomitante du chômage « technologique » et, par conséquent, une augmentation continue du bassin de main-d'œuvre non employée. Cette situation a évidemment pour conséquence le maintien des salaires à un prix « plancher » et, corollairement, la baisse continue du pouvoir d'achat (la demande effective) des populations *rendant sur le long terme impossible l'absorption de l'offre accrue des marchandises*. En fin de compte, l'augmentation de la production ne peut, *mutatis mutandis*, qu'aboutir à une crise de surproduction, comme celle des années 1930, *puisque la loi globale de la croissance exponentielle qui est à l'œuvre dans le système a pour effet*

⁶⁰ Certes, le producteur cherchera lui aussi à réaliser un profit par la vente du fruit de son labeur. Toutefois, rappelle Freitag à ce sujet, ce profit demeure relativement accessoire dans la détermination de son activité. Il représente certainement une motivation du producteur, mais le principe d'ensemble qui guide sa pratique n'est pas celui de sa maximisation, mais celui de la satisfaction de ses besoins.

⁶¹ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.276.

de contredire une de ses principales conditions de reproduction, soit la nécessité d'être alimentée par une croissance analogue de la demande des marchandises par les salariés.

Certes, ce thème de l'instabilité du capitalisme n'est pas nouveau. Il a constitué une préoccupation majeure du champ d'étude économique, et ce, à partir de Ricardo, en passant par Marx, les économistes de la théorie de l'équilibre général (Walras entre autres) et la théorie keynésienne. En gros, l'analyse de Freitag se situe à cheval entre celles de Marx et Keynes, dans la mesure où il retient d'eux l'idée d'avoir compris l'importance du lien qui unie encore la logique chrématistique à celle de la sphère des besoins et de l'*oikonomia*⁶². En fin de compte, malgré le fait que tous ces théoriciens aient pu diverger tant dans leurs analyses qu'au point de vue de leurs solutions avancées, Freitag nous rappelle finalement que

tous ne pensaient qu'à la même chose : le problème inhérent d'instabilité, laquelle était devenue la condition d'existence du système, et se manifestait très concrètement par l'ampleur croissante des crises cycliques, comportant le chômage de masse et la destruction également massive du capital productif et des richesses produites.⁶³ [...] Le capitalisme était un système qui, laissé à lui-même, abandonné à sa logique propre, aurait détruit sa propre base assez rapidement, et cela autant sur le plan social que sur le plan écologique et même [...] directement sur le plan économique⁶⁴.

C'est ici que prend tout son sens l'inversion de l'aphorisme de Schumpeter qui intitule cette partie de notre travail : *la création infinie de la plus-value implique simultanément la destruction des conditions à l'origine de sa création, soit la société elle-même*. Cela étant dit, nous pourrions conclure que cette logique autodestructive du capitalisme semble concorder tout à fait avec les contradictions du capitalisme que Marx a relevées dans son troisième livre du *Capital*. En partant d'une « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » et de son corollaire, la « paupérisation de la main d'œuvre », Marx déduisait une chute inéluctable du système qui aurait été engendrée par l'implosion de son propre mode de reproduction et le renversement des institutions bourgeoises à la suite du soulèvement

⁶² Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.239.

⁶³ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.276.

⁶⁴ Freitag, Michel, *L'impasse*, *op. cit.*, p.142.

révolutionnaire du prolétariat. Sans procéder à une réfutation en règle de cette « loi du développement de la société moderne » telle que formulée par Marx, Freitag remet toutefois en question la prétention scientifique de ces lois⁶⁵ qui, selon leur anticipation purement formelle – voire idéologique du côté de la loi de la paupérisation –, devaient conduire à l’auto-effondrement du capitalisme. Freitag reconnaît cependant la portée théorique ou heuristique que celles-ci peuvent procurer sur le plan sociologique, et ce dans la mesure où elles situent les causes primordiales des fluctuations du système au cœur d’une contradiction immanente au procès de circulation et d’accumulation du capital. Cela peut être résumé par le fait que *la poursuite infinie et absolue du principe de valorisation chrématistique par l’exploitation du travail oppose tendanciellement une limite à l’accomplissement de ce même principe*. Toutefois, selon François L’Italien, l’apport décisif que Freitag attribue à cette célèbre critique de l’économie politique de Marx réside surtout dans le fait qu’il a su prendre la mesure de la centralité qu’occupe le capitalisme dans les sociétés modernes – à tel point que société et économie se confondent chez lui sous une même « processualité » capitaliste –, puis d’avoir su déduire, de manière concomitante, que le capitalisme ne peut nécessairement constituer qu’un *modèle économique transitoire* appelé à être remplacé par un modèle alternatif⁶⁶.

Même s’il nous est rétrospectivement possible de constater que la société moderne n’a pas suivi le chemin que Marx avait entrevu, Freitag retient l’esprit de la loi de développement de la société mais en la purgeant évidemment de son côté eschatologique : car l’irréversibilité logique de la loi ne constitue selon lui une déduction soutenable que sous

⁶⁵ Pour Freitag, l’utilisation que Marx fait du terme « loi » apparaît problématique à plus d’un égard pour caractériser le mode opératoire du système capitaliste. Cela tient principalement au fait qu’il ne procède pas à une distinction épistémologique entre la *loi positive*, comprise comme un ensemble de *régularités objectives* à partir desquels il est possible de déduire des principes de causalité, et la *logique régulatrice*, qui elle doit être comprise comme une unité formelle découlant d’une mise en rapport de différents plans de la réalité sociale *possédant leur propre autonomie principielle*. Par conséquent, la prévisibilité d’un phénomène social appartient au domaine de l’extrapolation plutôt qu’à celui de la déduction. « Dans son usage scientifique ordinaire, qui est aussi sans doute son seul usage conceptuel précis, le terme de loi se réfère seulement à des régularités objectives, et non pas à des systèmes réels de régulation, qui comme tels et par opposition aux précédents, sont dotés d’une existence objective qui les distingue concrètement des phénomènes qu’ils régissent, et qui leur sont dès lors soumis ou assujettis au sens propre des termes, ceci quel que soit le degré de réflexivité du rapport d’assujettissement dans lequel ils se trouvent liés, pour autant que ce degré toutefois ne soit pas nul » (Freitag, Michel, « Théorie marxiste », *op. cit.*, p.13).

⁶⁶ Cf. L’Italien, François, « Mutations de la propriété et financiarisation du capitalisme », *Aspects sociologiques*, vol. 12, n° 1, avril 2005.

« l'hypothèse d'une autonomisation totale de la logique du capitaliste »⁶⁷. Sans trop aller de l'avant ici sur cette question⁶⁸, notons simplement que le caractère cumulatif et inexorable de la baisse tendancielle du taux de profit et de la paupérisation (absolue) de la main d'œuvre sera pourtant historiquement « neutralisé » lorsqu'augmentera le pouvoir d'achat des ouvriers et que s'affermira la réglementation et la législation des conditions de travail. Cela se produira en gros lors du compromis historique de la doctrine libérale, à partir de la Grande crise des années 1930, en vertu de l'application conjointe des principes keynésiens de régulation de l'économie nationale et des revendications du mouvement ouvrier social-démocrate. La solution à la crise économique du capitalisme et, donc, la stabilisation de la société, passait par une socialisation et une politisation de l'économie. Or c'est précisément en s'engageant dans ces deux voies de sortie de crise que s'amorcera selon l'auteur la conversion postmoderne de la société :

[Car] dans les deux cas, on sortait du système institutionnel universaliste qui avait caractérisé la modernité, on s'engageait sur la voie d'une gestion directe des rapports sociaux de production où l'autonomie des régulations régissant les diverses dimensions de la vie sociale, et leur intégration sous l'égide des principes dégagés de la Raison moderne universaliste, étaient battues en brèche. Or c'était sur cette référence à la Raison que reposait l'exercice pratique de l'autonomie des individus dans leur rapport à la société, ce qui avait été le *moto* idéologique central de la modernité bourgeoise et libérale⁶⁹.

⁶⁷ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.278.

⁶⁸ Dans ce passage de *Dialectique et société*, Freitag démontre que la contradiction économique formulée par Marx pouvait facilement être surmontée sur son « flanc anthropologique » – i.e. du côté du capital variable – moyennant l'abolition *politique* de la loi d'airain des salaires, laquelle aurait pour effet de rendre inopérante la baisse tendancielle du taux de profit et donc virtuellement viable la contradiction interne du capital : « [...] il suffit pour que l'intensité capitaliste puisse continuer de croître *en même temps* que le niveau de vie réel, et pour qu'il puisse y parvenir sans que chaque décision nouvelle d'investissement implique structurellement une baisse marginale du taux de profit, que la productivité physique du travail augmente au moins aussi vite que s'accroît le rapport entre le capital fixe et le capital total. Or c'est justement dans cette "surproportionnalité" que réside le "nerf de la guerre" que les capitalistes se livrent sous l'effet de la concurrence et de l'appât du gain [...]. Ceci dit, les deux variables que sont le taux de profit et le niveau des salaires réels sont bien complémentaires et antinomiques : leur rapport définit donc l'espace de "conflictualité fonctionnelle-structurelle" propre au système ; tel n'est cependant pas le sens que Marx veut donner au concept de contradiction car une telle contradiction est parfaitement à même de fonctionner indéfiniment, et les problèmes qu'elle pose sont essentiellement d'ordre *politique* » (Freitag, Michel, *Dialectique et société*, tome II, *op.cit.*, pp. 203-204).

⁶⁹ Freitag, Michel, « Genèse et structure », *op. cit.*, p.278

Avant d'approfondir ce qu'implique pour Freitag cette gestion directe du social, retenons ici que l'enjeu majeur du développement de la crise et de son « dénouement » postmoderne ne se trouve pas tant dans l'exacerbation fatidique des contradictions inhérentes au capital, mais dans l'encadrement normatif du travail devenu activité sociale centrale des sociétés modernes à la fin du XIX^e siècle. C'est ainsi par la régulation sociale et politique de cette activité que pourra être temporairement maîtrisée l'opposition entre le taux de profit et le capital variable telle que mise en évidence par Marx. L'erreur fondamentale que ce dernier aurait faite fut d'avoir repoussé à l'arrière-plan de ses analyses une contradiction qu'il avait pourtant repérée dès ses écrits de jeunesse, dans les *Manuscripts* de 1844, une contradiction qui touche à la nature juridique et politique du travail. Car c'est là, nous dit Freitag, que se situerait la clef de voûte de l'intelligibilité du devenir de la société moderne.

2.4 La contradiction politico-juridique du capitalisme : l'analyse freitagienne de l'enjeu sociétal du travail

C'est au niveau de la double dimension organisationnelle et institutionnelle du travail que se situerait selon Freitag *la principale contradiction du système économique*. « Principale » parce que celle-ci rejoint le cœur idéologique de la société moderne en mettant directement en cause les idéaux émancipatoires de la liberté, de l'égalité et de la justice ayant soutenu tant le développement de l'économie de marché que celui des institutions nationales. D'entrée de jeu, nous souhaitons réitérer le propos de Freitag sur le fait que les lignes de fissures de la société moderne ne peuvent être strictement réductibles à la logique immanente à l'économie, soit à la sphère civile des « rapports de production soumis à la reproduction élargie du capital ». L'erreur de Marx fut, souligne L'Italien, de n'attribuer qu'un rôle dérivé ou « épiphénoménal » à la sphère idéologico-politique et donc de n'avoir vu dans le système juridique moderne que l'expression triomphante de l'idéologie dominante ou la simple courroie de transmission des intérêts capitalistes⁷⁰. La sociologie de Freitag réaffirme au contraire le rôle déterminant de l'idéologie bourgeoise dans l'orientation de la critique du régime capitaliste, et ce, dans la mesure où il postule

⁷⁰ Cf., L'Italien, François, « Mutations de la propriété », *op. cit.*, 2005, p.127.

l'intériorisation par la culture ouvrière des catégories et valeurs bourgeoises : c'est ce qui explique pourquoi cette culture ouvrière a été sensible au décalage existant entre la réalité, les conditions de travail et la pratique capitaliste en général, puis l'idéal d'une société juste, libre et égalitaire. *Ce sont donc précisément les valeurs de la modernité qui serviront de repères cognitif et normatif orientant la prise de conscience et la mobilisation politique des masses face au problème central que constitue le développement du capitalisme.* Le mouvement ouvrier réformiste saura ainsi récupérer à son propre compte les catégories idéologiques mobilisées par la bourgeoisie (et ce au grand dam de l'« idéologie matérialiste » marxiste prônant le rejet unilatéral de celles-ci)⁷¹. Marx aurait en ce sens sous-estimé le haut degré de réflexivité inhérent aux sociétés modernes, des sociétés qui seraient parvenues aux yeux de Freitag à se constituer, jusqu'à un certain point, en sujets collectifs capables de se saisir eux-mêmes et d'orienter leur avenir conformément à un ensemble de valeurs partagées telles qu'elles ont été synthétisées par les Lumières. C'est ainsi en accordant une attention particulière à la dimension idéologique de la société moderne-capitaliste, telle qu'elle s'affirme dans la contradiction juridico-politique présente dans le contrat de travail, qu'il nous est possible à partir de Freitag de comprendre pourquoi nous n'avons pas assisté à une révolution communiste mondiale, mais à l'instauration du régime social-démocratique de l'État providence.

Pour Freitag, le succès que va connaître le mode de production capitaliste repose en grande partie sur l'émergence du travailleur libre, de cet individu libéré des liens de servitude ou des obligations qui le liaient à une communauté et qui est donc obligé à vendre son travail à un entrepreneur. Cette nouvelle condition de l'individu ne se définissant plus que par *sa condition de ne devoir allégeance à personne*, représente le résultat de deux dynamiques sociales historiques complémentaires découlant de l'extension de la propriété privée en Angleterre. D'un côté, le développement de la propriété a progressivement renversé le mode traditionnel de la possession qui s'était historiquement condensé à l'intérieur du

⁷¹ Nous devons nuancer, car le mouvement marxiste s'est peut-être isolé des idéaux bourgeois d'égalité et de la liberté, mais il s'est en revanche avéré un chantre invétéré du Progrès. Puisque l'ensemble de la réalité n'était plus le fait que de sa matérialité, force était d'admettre la prodigalité des succès technologiques du capitalisme, des avancées qui, – en accord avec l'évolutionnisme propre à leur théorie historique –, allaient pouvoir éventuellement être récoltés lors de l'avènement du socialisme. À ce sujet, voir Michéa, Jean-Claude, *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Paris, Flammarion, 2006.

régime communal de la société des ordres. Le droit subjectif issu de la logique privative, individualiste des propriétaires (les *landlords*) se substituera donc au droit coutumier qui définissait le statut des personnes selon leur appartenance sociale ou leurs liens politiques de dépendance. Puis, de l'autre côté, la généralisation de la propriété moderne (qui fut catalysée par le mouvement des *enclosures*), en dissolvant les structures économiques traditionnelles de subsistance, participera à la formation d'un immense bassin de travailleurs libres mis dans un état de disponibilité permanente⁷². En somme, la conséquence la plus concrète de cette double dissolution du droit coutumier et des conditions matérielles qui leur étaient rattachées fut de condamner des pans entiers de la population au vagabondage, à la servitude ou à l'exil⁷³. À mesure que s'est propagée la propriété privée, nous dit Freitag, « il en est résulté, par éviction, l'existence structurelle de l'«individu nu » auquel la nouvelle logique juridique ne conférait que la propriété exclusive de son propre corps. Il devenait ainsi une force de travail désormais séparée juridiquement et matériellement de tout accès personnel aux conditions de la production collective aussi bien que de sa propre reproduction »⁷⁴.

Cette période « précapitaliste » (ou ce que Marx a désigné, dans le *Capital*, comme la phase de « l'accumulation primitive » de l'histoire du capitalisme), signalait donc d'un côté l'exclusion systématique et souvent violente de millions d'individus de toute forme d'accès à la richesse sociale, puis, de l'autre, l'inauguration d'une nouvelle forme de statut social « résiduel » d'individu, ou de travailleur « libre », auquel la doctrine du droit subjectif ne leur reconnaîtra plus que la liberté de pouvoir disposer de lui-même en tant que propriétaire de son propre corps⁷⁵. Cette ère de « désaffiliation sociale » (Castel, 1995) qu'entérine formellement la nouvelle philosophie juridique qui fonde la souveraineté et la liberté de la personne sur la notion de propriété, forme ce que Freitag nomme la condition négative du

⁷² Cf. L'Italien, François, « Mutations de la propriété », *op. cit.*, pp.128-129.

⁷³ Cf. Castel, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

⁷⁴ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.242.

⁷⁵ C'est à Locke que nous devons nécessairement accorder la paternité de ce principe clairement évoqué ici dans ce passage : « il est évident que, bien que les choses de la nature soient données en commun, l'homme avait cependant – parce qu'il est maître de lui-même et *propriétaire de sa propre personne* et des actions ou du *travail* de cette même personne – en lui-même le *grand fondement de la propriété* » (Locke, John, *Second traité du gouvernement*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, [1689], p.34).

travail : une marée d'individus sera dorénavant contrainte d'offrir l'utilisation de leur personne, leur force de travail, afin d'assurer leur survie. La condition positive se réalisera quant à elle lors du développement de l'industrie : la division technique du travail et le machinisme créeront systématiquement la possibilité pour chaque individu de « réaliser » sa liberté par la vente de sa force de travail au propriétaire des moyens de production. C'est donc à l'intérieur du *contrat de travail* que vont pouvoir s'exprimer synthétiquement liberté de travail et liberté de propriété et que va être recréé le « lien social » fonctionnel de la société qui saura remplacer de manière définitive l'ordre statutaire traditionnel. Or, avant que puissent être fusionnées les deux conditions socio-historiques du travail à l'intérieur de ce rapport juridique, Freitag nous rappelle qu'il s'écoulera plusieurs siècles pendant lesquels une bonne partie de la population anglaise fut condamnée à la misère et à l'« abandon » social. Mais pour l'auteur, cette rencontre des « intérêts » du travailleur « nu » et de l'entrepreneur capitaliste dans la conclusion du contrat de travail, même si elle établit une nouvelle forme structurelle et fonctionnelle d'intégration sociale pour une majorité d'individus, « est loin d'assurer [pour eux], en soi, une participation concrète à la société. [Elle] scellera plutôt un statut d'exclusion généralisée, lequel sera désormais positivement reconnu et sanctionné par le droit au nom de la liberté, de l'égalité et de la justice »⁷⁶.

Apparaît donc ici de manière probante les deux faces contradictoires du contrat de travail : si, dans sa forme, le contrat de travail apparaît effectivement comme une *institution universaliste* représentant le fruit d'un commun accord advenu entre propriétaires libres et égaux, l'un propriétaire d'une force de travail, l'autre d'un capital productif, dans son contenu, par contre, il se présente sous les traits d'un *rapport juridique* privé se caractérisant concrètement par l'exploitation et le contrôle du premier par le second. C'est que le contrat de travail, en dépit de son égalité juridique apparente, fait abstraction d'une asymétrie pourtant patente entre les statuts réels du travailleur et de l'entrepreneur; il est ainsi, soutient Freitag, « l'application divergente d'un même principe qui fonde la souveraineté de la personne sur la propriété »⁷⁷. C'est en vertu de cette divergence

⁷⁶ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.243.

⁷⁷ *Ibidem.*

qu'émergera le « quiproquo » juridico-politique central de la modernité, car ce que le travailleur cèdera au capitaliste contre rétribution monétaire sera en fait la maîtrise qu'il possède de sa propre personne : *la vente de sa force de travail signifiera donc la (con)cession de sa souveraineté au dominium du capitaliste qui lui sera dès lors pleinement en droit de l'utiliser (usus) suivant sa propre discrétion (ab-usus) à l'intérieur du procès de production de l'organisation*. Dans ce contexte historique où le travail est alors promu par l'idéologie libérale comme une véritable conquête de la liberté par les masses, il apparaît dans les faits que le seul moment où l'ouvrier fera usage de sa liberté est celui où il l'abolit en la soumettant entièrement à la souveraineté de l'entrepreneur. Voilà ce qui amène Freitag à poser le constat tranchant selon lequel l'institution moderne de la propriété privée ressuscite l'ancien rapport archaïque du maître et du serviteur⁷⁸, mais cette fois-ci, nous dit-il, dans une nouvelle version totalement dépouillée « de tout ce qui pouvait traditionnellement limiter le pouvoir du maître sur ses sujets »⁷⁹; en fait, la seule limite véritable que connaisse cette nouvelle forme d'esclavage réside dans la durée des quarts de travail et dans le salaire minimum vital qui doit être versé pour assurer la survie du travailleur⁸⁰.

En plus de l'abolition formelle de la liberté du travailleur qui s'effectue dans la conclusion du contrat, la liberté que celui-ci possède a priori de l'accepter apparaît elle aussi problématique. À cet égard, cette institution moderne rappelle à Freitag ce que les juristes romains ont nommé le « contrat léonin » (le contrat du lion et de la gazelle) c'est-à-dire un « contrat entaché, judiciairement, de nullité » en raison des motifs radicalement dissymétriques qui unissent les parties en cause⁸¹. Car faut-il le rappeler, contrairement au

⁷⁸ Ce rapport archaïque semblait d'ailleurs officiellement assumé par la législation britannique. Les *Master and Servants Acts* du XVIIIe et XIXe siècle, qui visaient la régulation formelle des rapports entre patron et ouvriers, ont notamment criminalisé tout bris de contrat de travail de la part du *serviteur*.

⁷⁹ Freitag, Michel, *L'impasse*, *op. cit.*, p.127.

⁸⁰ L'abolition des *Corn Laws* en 1846 en Angleterre répondait en bonne partie de cette volonté des manufacturiers de réduire les salaires par le prix des denrées nécessaires à la reproduction de la classe ouvrière (conformément à la théorie des salaires de Ricardo). En plus de jeter un éclairage sur le fait que la science économique dépend ultimement du politique pour la réalisation de ses « lois scientifiques », cet exemple démontre que le *contrôle* du travailleur ne s'effectue pas *stricto sensu* à l'intérieur du procès de production, mais même au niveau de ses conditions de vie générale. Nous verrons bientôt que l'organisation corporative obéit selon cette même logique, à l'exception qu'elle peut l'appliquer sans nécessairement mobiliser les institutions nationales.

⁸¹ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.280.

capitaliste, qui lui peut engager suivant sa propre discrétion – selon les perspectives objectives du marché –, le travailleur, lui, n’ayant plus d’autres moyens en sa possession pour assurer sa subsistance, sera contraint de se faire embaucher sous la contrainte existentielle du besoin. Or, à partir du milieu du XIXe siècle, une telle situation n’a plus rien d’exceptionnel; cette contrainte est d’ailleurs systématiquement reproduite par le développement autonomisé du capital qui s’assure la disponibilité d’une « armée de réserve industrielle » taillable et corvéable à souhait, comme dirait Marx. Dans ce contexte, le contrat de travail s’impose désormais comme le mode dominant d’intégration et de participation sociale des individus libres; *nolens volens*, ceux-ci doivent consentir au travail et aux droits sociaux qui lui sont institutionnellement rattachés. Quel nouveau statut social institue-t-il plus précisément? Le contrat de travail vient ni plus ni moins déposer une chape de plomb sur le *statut de dépendance des travailleurs à l’égard de l’entreprise*, statut qui « s’accompagne d’une perte tout aussi essentielle de leur appartenance et de leur participation à la *société en général*, tant au plan social que politique »⁸². En fait, la seule reconnaissance statutaire ou sociétale dont bénéficie dorénavant le travailleur n’est plus que de nature abstraite ou formaliste, elle est celle d’un individu ayant librement conclu une « entente » avec un propriétaire. La plus grande partie de sa vie ne sera plus définie en somme que par sa subordination à l’autorité virtuellement absolue de l’entrepreneur et à la logique organisationnelle de la production. Parallèlement, l’absence de liberté reconnue à l’intérieur du rapport juridique se transpose notamment dans la sphère publique où, en vertu de la doctrine du droit subjectif, on usera de l’argument du statut de dépendance de travailleur pour le priver du droit de vote; au nom du fait que seules les personnes libres et autonomes seraient en mesure de faire des choix rationnels et éclairés eu égard à la chose publique (Kant, Locke). Les valeurs fondatrices de la modernité que sont l’égalité et la liberté apparaissent ainsi doublement trahies, tant dans l’usine sous le rapport de domination patronale que sur la place publique de l’État libéral.

En somme, la crise de la modernité s’articule essentiellement pour Freitag autour des deux problèmes suivants : la classe ouvrière est expatriée de la *Gesellschaft* qui prenait alors forme autour de l’idéal de la place publique moderne fondé sur la délibération et la raison,

⁸² Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.245.

autour de l'espoir d'un monde juste, égalitaire et autour du rêve de la démocratie, puis elle est aussi écartée de la *Gemeinschaft*, ce domaine vital à la formation et à l'expression de l'identité du sujet individuel et collectif. Ainsi, comme le souligne Pinard dans le même sens que Freitag, le problème vécu pour la grande majorité des ouvriers ne réside pas tant dans la pauvreté du contenu de la tâche à exécuter ou dans l'expropriation du fruit de leur travail par le capitaliste, mais plutôt dans la cruelle perte de liberté qu'impliquent la séquestration dans l'usine et la rude discipline de la chaîne productive⁸³. Voilà défini dans les grandes lignes l'enjeu central sur lequel va se dérouler le destin de la modernité selon Freitag : *il est celui de la nécessité de dépasser la forme marchandise du travail et l'exploitation qui lui est associée afin de réintégrer le travailleur dans la société*. Cette nécessité donnera naissance à deux réponses historiques, soit la voie *sociale-démocratique* ou *réformiste*, et la voie *managériale-organisationnelle*. Dans la prochaine partie, nous allons faire un examen rapide de la première voie dont l'histoire s'avère évidemment en continuité directe avec la contradiction juridico-politique du capitalisme. L'étude de la voie américaine, quant à elle, fera explicitement l'objet du prochain chapitre en vertu de ces trois raisons : premièrement, c'est en Amérique que se déroulera le cœur de la mutation postmoderne de la société selon Freitag, deuxièmement, c'est le modèle organisationnel des corporations qui va s'imposer contre les gouvernements socio-démocrates européens après la Seconde Guerre mondiale puis, troisièmement – ce qui peut apparaître ici comme une des thèses les plus surprenantes mises de l'avant par l'auteur –, les États-Unis se présentent selon lui, dès leur fondation, comme une société étant déjà entrée dans une phase de transformation postmoderne. Comme nous le verrons, cette thèse présentera une nouvelle difficulté non négligeable d'interprétation de la pensée de l'auteur, mais elle sera essentielle à éclaircir afin de bien tracer le lien entre la contradiction juridico-politique du capitalisme et la mutation postmoderne de la société américaine.

⁸³ Pinard, Rolande, *La révolution, op. cit.*, p.100.

2.5 La voie sociale-démocratique de résolution de la crise ou la voie moderne d'entrée dans la postmodernité

En Europe, le développement sauvage du capitalisme suscitera une réponse essentiellement politique articulée autour de la revendication d'un « droit du travail » et du droit universel à l'exercice de la citoyenneté. Par l'action partisane et syndicale, le mouvement ouvrier contraindra l'État à abandonner sa doctrine du « laisser-faire » puis à asséner un solide coup à l'idéologie selon laquelle les finalités comprises dans la modernité puissent surgir d'une société n'obéissant strictement qu'aux règles du marché autorégulé, du contrat, et de l'action rationnelle d'individus propriétaires. La lutte dans laquelle s'est engagé ce nouveau corps politique est ainsi celle qui vise à se dégager de l'impasse du formalisme individualiste propre au droit libéral; d'aller au-delà des proclamations et d'instaurer des mesures positives établissant concrètement les valeurs de la liberté, de l'égalité et de la justice. Puisque la société capitaliste se dit fondée sur le principe de la « liberté du travail », ce principe ne devait-il pas posséder, en contrepartie, les institutions qui puissent en garantir l'effectivité au même titre que celles qui garantissent le principe de la liberté du capital? Voilà le questionnement, parfaitement moderne en soi, qui résume selon nous l'essence de l'action du mouvement ouvrier réformiste et l'origine du régime politique social-démocratique; c'est-à-dire le régime qui va s'avérer pour Freitag comme la voie idéale-typique de résolution de la crise de la modernité empruntée par l'Europe. Or, paradoxalement, ce « retour aux sources » de la modernité s'accomplira à nouveaux frais, soit au prix d'un abandon graduel de la logique politico-institutionnelle de régulation sociétale qui avait jusque-là présidé au développement de la modernité. Pour Freitag, il conduira en fait à une véritable novation de la dynamique de l'État de droit moderne⁸⁴. Dans cette partie, il s'agira donc d'examiner sommairement cette thèse selon laquelle l'application des mesures politiques réformistes va se traduire à long terme par la conversion postmoderne de l'État ; que dans sa mission d'assurer un développement plus

⁸⁴ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.268.

« harmonieux » de la société capitaliste, l'État s'engagera dans la même logique de régulation qui, jusque-là, était le propre de la dynamique d'expansion du capitalisme.

Devant les vagues insurrectionnelles récurrentes de la seconde moitié du XIX^e siècle, dont le « coup d'envoi officiel » sera marqué par le *Printemps des peuples*, la dénégation et la répression de l'État ne seront dorénavant plus suffisantes pour contenir la pression fuyant de toute part de la nouvelle « société de masse » industrielle. Afin de maintenir l'ordre social et de ralentir la progression des mouvements ouvriers révolutionnaires, les États européens n'auront d'autres choix que de mettre un frein au libre cours du capitalisme en s'engageant dans un processus de politisation et de socialisation de la société civile qui sera accompli par la *reconnaissance juridique et politique* du statut de travailleur et par la reconnaissance du travail comme mode de participation sociale dans la société. Brièvement, mentionnons que tout cela se concrétisera par l'adoption de diverses mesures législatives visant l'encadrement formel du travail (réglementation du travail des enfants, limitation du temps de travail, etc.), par la mise en place d'un filet social sous forme d'assurances collectives (dans les domaines des accidents de travail, de la retraite, de la santé, etc.), puis par l'application élargie des principes de la citoyenneté (droit d'association politique et syndicale, extension du droit de vote à la classe ouvrière). Par la formulation d'un droit universel du travail et de diverses mesures législatives de protection sociale, le travail acquiert de nouvelles déterminations, un nouveau sens politique et social reconnu qui parvient à l'extirper de la chape de plomb du travail-marchandise et du régime autocratique du *dominium* capitaliste. La réalisation des principes modernes sociaux-démocratiques, résume Freitag à cet égard, passait ainsi par la modification du « contenu normatif des institutions, en imposant précisément des limites *institutionnelles* au libre jeu du système institutionnalisé de la propriété, c'est-à-dire au libre développement de la "société civile" »⁸⁵. L'antagonisme structurel des rapports de production de Marx, s'il ne fut pas éliminé, parvenait tout de moins à être maîtrisé, ne fût-ce temporairement, par le détour politique de la sphère publique.

⁸⁵ Freitag, Michel, *Dialectique et société, Tome II, op. cit.*, p.317.

Ce mouvement d'intégration juridique et politique de la classe ouvrière a évidemment entraîné l'intervention de plus en plus marquée de l'État providence au sein de la sphère civile, car assumer ce nouveau rôle d'arbitre entre le capital et le travail et réaliser les principes de la citoyenneté exigeaient d'agir sur les conditions de vie réelles des ouvriers⁸⁶. Comme l'a judicieusement soulevé Habermas, cet interventionnisme de l'État fera apparaître à côté des fonctions traditionnelles liées au maintien de l'ordre, de nouvelles fonctions se ramenant aux domaines de l'organisation et de la coordination⁸⁷. En fait, insiste l'analyse de Freitag, l'investissement de ces domaines constitue la tendance historique majeure de l'État providence : de complément formel ou légal, l'organisation et la coordination de la société par l'État appellent ce dernier à devenir le *complément structurel et fonctionnel* du système capitaliste⁸⁸. Afin d'assurer la stabilité économique et sociale du pays, laquelle s'avérera cruciale pour supporter ses ambitions impérialistes⁸⁹, l'État ne pourra plus se contenter d'énoncer un ensemble de règles générales et de protéger la liberté contractuelle. Il devra se consacrer à une gestion beaucoup plus active de l'économie nationale, notamment par l'élaboration de politiques économiques contracycliques et par l'établissement d'un ensemble de mesures de contrôle des prix. Ce nouveau rôle de « gestionnaire » de la société, nous dit Freitag, engagera l'État dans la

réalisation de toutes sortes d'objectifs sociaux, y compris en s'appropriant directement la responsabilité de certaines productions de type industriel, qui sont assimilées à des services publics, ou sont jugées essentielles pour l'autonomie ou la puissance économique et politique nationale, ou qui enfin fournissent des leviers stratégiques pour la régulation sociale et économique qu'assume désormais l'État (dans le domaine des banques et des assurances notamment). [De plus], l'État va s'engager aussi à sauver des branches ou des

⁸⁶ À ce sujet, Manfred Bischoff abonde dans le même sens que Freitag : « L'*extension* des droits de citoyenneté va, du même coup, soulever le problème de leur *effectivité* : pour ne pas demeurer illusoire, formel, l'exercice de la citoyenneté comportera alors *l'exigence que les individus puissent disposer des "conditions matérielles" nécessaires pour l'assumer* » (Bischoff, Manfred, « Travail et citoyenneté. De la modernité à la postmodernité : l'expérience américaine », *Société*, n°18-19, p.223).

⁸⁷ Habermas, Jürgen, *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993, p.154.

⁸⁸ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.291.

⁸⁹ Ainsi, nuance Freitag à ce sujet, l'interventionnisme de l'État n'a pas seulement découlé de la pression politique des ouvriers, il se voulait aussi un moyen de soutenir la politique impérialiste de l'État. Il affirme donc en ce sens que les améliorations de la condition ouvrière « ont souvent été apportées par le pouvoir lui-même, notamment au nom du nationalisme et en raison de la volonté d'expansion impérialiste, dont il fallait assurer et renforcer la base économique et sociale métropolitaine » (Freitag, Michel, *L'Impasse, op. cit.*, p.146).

régions industrielles en déclin, au nom de la solidarité nationale envers les travailleurs qui y gagnent leur vie⁹⁰.

À mesure que se poursuit l'implication active du gouvernement dans la gestion de l'*oikos* national – une implication qui connaîtra notamment des développements décisifs lors des deux Guerres mondiales⁹¹ –, nous assisterons selon l'auteur au passage de « l'État de droit libéral à l'État interventionniste, à l'État arbitre, puis à l'État gestionnaire dont l'*imperium* unitaire et principiel se fractionnait et se dissolvait à mesure que se diversifiaient et se multipliaient, s'amplifiaient et se particularisaient les domaines et les formes de son intervention »⁹². Que signifie clairement cette évolution? Comment devons-nous interpréter cette thèse de la dissolution de l'« *imperium* unitaire et principiel » de l'État? Répondre à cela nous engage à étudier une des thèses centrales sur la postmodernité que Freitag a premièrement énoncée dans le deuxième tome de *Dialectique et société*. Si nous ramenons cette thèse dans une terminologie plus simple, celle-ci peut alors être comprise de la manière suivante : *la conversion postmoderne de la société sera marquée par le fait que le mode d'action de l'État, et donc son statut réel, tendra à se confondre avec celui des organisations économiques de la société civile.*

La multiplication des champs d'intervention de l'État ne pouvait mener qu'à une croissance analogue de ses organes administratifs. Face au révolutionnement permanent des conditions d'existence de la société civile, face à la rapide accumulation des nouvelles responsabilités, l'État « centralisé », opérant selon la logique rationnelle-légale wébérienne, saura rapidement montrer son insuffisance principielle et pratique à pouvoir réguler positivement l'économie. De cette insuffisance, on peut affirmer à la suite de Freitag qu'il s'enclenchera un procès de *décentralisation du pouvoir à l'intérieur de l'État*, une décentralisation ayant pour principale conséquence la marginalisation du pouvoir législatif, fondé sur le principe

⁹⁰ Freitag, Michel, *L'impasse*, *op. cit.*, pp.137-138.

⁹¹ À ce sujet, Hobsbawm écrit que « la production [durant les Guerres] réclamait aussi organisation et *management* – même si son objet était la destruction rationalisée de la vie humaine de la manière la plus efficace, comme dans les camps d'extermination allemands. Pour employer les termes les plus généraux, la guerre totale a été la plus grande entreprise que l'homme ait jamais dû sciemment organiser et gérer » (Hobsbawm, Eric, *L'âge des extrêmes, histoire du court XXe siècle*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2008, p.73).

⁹² Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p. 290.

« sacré » de la représentation politique, et de la logique « mécanique » et hiérarchisée de la bureaucratie wébérienne (la fonction publique au service du politique, [les « *civil servants* »]). Tout cela tendra à se concrétiser à mesure que l'ensemble des activités seront directement prises en charge par les ministères et autres organismes gouvernementaux qui connaîtront un développement sans précédent après 1945 dans la plupart des pays occidentaux.

En somme, ce sont ces multiples instances qui rénovront la dynamique de l'État. Les institutions et organismes gouvernementaux acquerront une autonomie notable à partir du moment où l'expertise ou les compétences deviendront le critère d'embauche du fonctionnaire. Après la guerre, on assistera à la montée d'une nouvelle avant-garde d'experts dont le champ d'action ne sera plus limité à la fonction proprement administrative; celle-ci sera intimement impliquée dans l'élaboration des politiques touchant tant au domaine de l'économie que celui des services sociaux, de l'éducation, de la santé, etc. L'État « providence » va en somme s'avérer pour Freitag la concrétisation de l'utopie saint-simonienne dans la mesure où *les technocrates tendent à se substituer aux politiciens dans l'élaboration des contenus politiques*. Si ces derniers possèdent encore la capacité de définir le détail et les grandes lignes directrices des organismes étatiques, dans la mesure où le pouvoir exécutif conserve encore ses prérogatives traditionnelles (c.-à-d. constitutionnelles), leurs politiques seront toutefois étroitement définies par les recommandations d'experts-spécialistes non élus, dont la pratique ne peut être précisément comprise qu'en termes apolitiques ; car à l'instar du management dans l'entreprise privée, la pratique du technocrate est celle du *problem solving*, elle est axée sur la résolution pragmatique des problèmes qui émergent de la surface de la société.

À cet égard, le triomphe de la doctrine *keynésienne* est très révélateur de l'approfondissement de la gestion technocratique de la société par l'État. Les politiques keynésiennes vont systématiser le « couplage dynamique » entre l'État et le système capitaliste qui s'était déjà mis en place sous différentes formes locales lors du régime social-démocratique d'avant la Seconde Guerre. À partir de la crise des années 1930, les théories économiques de l'équilibre, strictement basées sur le principe de la percolation des

profits engendrés par la croissance de la production, seront battues en brèche au profit d'une politique de la croissance de la demande effective, telle que promue par John Maynard Keynes. En somme, nous pouvons affirmer à partir du raisonnement de Freitag que la contradiction économique du capitalisme va engendrer la « nécessité structurelle d'une *gestion scientifique* volontariste de l'ensemble des paramètres de la vie économique »⁹³. La croissance et le Progrès n'allant plus de soi, les gouvernements s'appliquèrent à fournir une stabilité au système par le développement d'une *politique économique de la demande* visant à éliminer les contre-chocs des cycles déflationnistes et donc à assurer une *croissance continue* du système. L'établissement d'un équilibre entre l'accroissement de la production et de la consommation ne pouvait être réalisé que moyennant un contrôle accru de l'État sur l'ensemble des indicateurs économiques, soit par l'application d'une panoplie de règles et de mesures techniques visant à boucler le cycle macroéconomique national. Maintenir la « croissance en équilibre » passait donc par l'application de politiques monétaires, fiscales et budgétaires ainsi qu'une maîtrise plus poussée des cycles économiques qui devaient dorénavant être étroitement modulés et anticipés par les dépenses et investissements publics. Certes, si nous pouvons en toute lucidité avancer que la théorie keynésienne comporte une repolitisation de la question économique, laquelle se manifesterait notamment par une mobilisation politique en vue d'assurer le plein emploi, à long terme, celle-ci mènera plutôt au résultat contraire : le programme de l'État social-démocrate ne sera plus orienté vers la réalisation d'une certaine forme de justice ou d'égalité sociale, mais vers le simple objectif de maintenir l'équilibre entre les différents indicateurs économiques essentiels à la croissance indéfinie de la production et de la consommation de masse, c'est-à-dire, en un mot, la croissance du PIB. Comme l'avait déjà constaté Galbraith dès les années 1960 dans son *opus, Le nouvel État industriel*, le *welfare state* est dorénavant un rouage fonctionnel profondément intégré à la dynamique d'ensemble de la *technostructure* que représentent les différentes organisations capitalistes. Ainsi, toutes les forces vives de cette société technocratisée vont converger vers la nécessité de consolider les conditions nécessaires à la reproduction élargie du capital. Il ne s'agira d'ailleurs plus pour les citoyens de travailler pour consommer, mais de consommer pour travailler.

⁹³ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.144.

Pour conclure ce sujet, mentionnons que le perpétuel jeu d'ajustement des conditions économiques auquel se livre l'État gestionnaire moyennant l'action de ses multiples instances décisionnelles confèrera une structure de plus en plus excentrée à ce dernier. Dans ce nouveau mode technocratique de gestion du social, ce sont les agences gouvernementales, les commissions d'experts, les comités de consultation publique permanents et *ad hoc*, qui prendront le relais du pouvoir législatif et orienteront de plus en plus le devenir sociétal selon une logique décisionnelle et opérationnelle. Dès lors, la pratique de l'État ne tendra plus qu'à n'être que la somme des objectifs contingents de ses instances administratives; des instances qui constituent ensemble autant d'éclats du miroir de l'État réfléchissant chacun une singularité de la réalité sociale. Force nous est de constater ici que l'idéal moderne d'une société régulée par la Raison et la délibération politique ne peut apparaître comme un archaïsme reflétant davantage le discours que la réalité. Car le pouvoir législatif, qui constitue l'essence du pouvoir étatique, en est venu à perdre sa capacité de synthèse de la société selon Freitag, laquelle se présente de plus en plus sous une forme éclatée en d'innombrables groupes d'intérêt. Cela revient à dire que l'État a perdu sa capacité de diriger le pays conformément aux aspirations du Peuple. C'est ce qui est remarqué ici par Freitag lorsque celui-ci observe que

l'universalisme de la loi a progressivement fait place à mille mesures administratives et réglementaires dont la portée régulatrice devenait de plus en plus circonstancielle, adaptative et opportuniste puisqu'elles répondaient aux nouvelles réalités qu'engendrait continuellement la dynamique autonome du développement capitaliste, aux problèmes que provoquaient ses mouvements cycliques structurels, et qu'elles devaient par conséquent prendre en compte des demandes sociales qui se particularisaient et se fractionnaient elles-mêmes de plus en plus⁹⁴.

De cette évolution, le divorce entre l'État et ses fondations modernes apparaît consommé. L'essence de ce qui faisait la spécificité et l'unité de son Pouvoir, son *imperium*, c'est-à-dire sa capacité de dicter la loi au nom de la volonté du Peuple et de la Raison universelle, se transforme en capacité de contrôle d'un ensemble de phénomènes sociaux, de variables

⁹⁴ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.290.

sociales, de la « complexité » sociétale, dirait Luhmann, d'une société qui tendra elle-même à se convertir en un immense environnement dynamique de confrontation entre différentes puissances organisationnelles. De plus, les repères d'intervention institutionnelle que s'était donnés la social-démocratie européenne seront définitivement brouillés par le nouveau dynamisme qu'acquerra le capitalisme sous la férule des méga-corporations américaines. Considérant cela, il apparaît vain de pousser ici plus loin l'analyse de la technocratisation de l'État sans mettre en lumière toutes les incidences sociétales que Freitag attribue à la mutation managériale et organisationnelle du capitalisme, car les formes sociopolitiques que s'efforçait d'inventer le réformisme, nous dit-il, « furent submergées [...] par celles qui avaient été élaborées dans la voie américaine, à l'occasion de l'hégémonie que les États-Unis avaient acquise dans le monde occidental après la Seconde Guerre mondiale, et elles se fondirent dans ces dernières sans guère laisser de reste »⁹⁵.

⁹⁵ *Ibid.*, pp.268-69.

CHAPITRE 3

La révolution managériale et organisationnelle du capitalisme : une interprétation des origines américaines de la postmodernité contemporaine

À partir des travaux de Michel Freitag, nous avons précédemment élaboré un portrait global des conséquences fondamentales induites par le développement du capitalisme industriel sur la modernité. La crise sociétale qui en a découlé est compréhensible selon l'auteur à partir des contradictions immanentes à l'opposition entre la logique décisionnelle-opérationnelle au capitalisme et la logique politico-institutionnelle de la société moderne. Cette distinction de ces deux modalités opératoires antinomiques nous a permis de relever que la dynamique globale de la société moderne est soumise à une tension centrale et fondamentale entre la nature de ses institutions et le contenu du discours qui les supporte, puis, la réalité capitaliste, celle de l'exploitation des travailleurs dans la manufacture. Le régime social-démocratique s'est ainsi avéré une voie de dépassement de cette contradiction juridico-politique du capitalisme qui menaçait de conduire à une dislocation la société. Si ce régime politique s'est inscrit a priori en adéquation avec le procès global de la modernité, il a participé aussi à une rénovation de ce procès en s'engageant pragmatiquement dans une gestion technocratique du social, une gestion dont le principe apparaît formellement analogue à l'activité « productive » des managements de l'industrie.

Ceci dit, la compréhension de la mutation postmoderne de la société contemporaine passe moins par l'analyse théorique de l'État providence que par la prise en compte des transformations économiques, sociales et politiques dont les États-Unis vont être témoins, car « c'est à l'hégémonie que l'Amérique a conquise sur le cours d'ensemble de l'histoire mondiale au XXe siècle soutient Freitag qu'il faut rapporter maintenant la globalité de la mutation postmoderne qui s'est d'abord opérée en elle »⁹⁶. Cette transformation s'est essentiellement opérée au cours de la révolution managériale et organisationnelle du

⁹⁶ Freitag, Michel, « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique », *Société*, n°12-13, 1994, p.4.

capitalisme, au début du XXe siècle, une révolution que l'auteur conçoit spécifiquement comme une voie idéal-typique de dépassement de la contradiction juridico-politique du capitalisme. Afin de bien comprendre le contexte socio-historique dans lequel la nouvelle réalité « organisationnelle » du capitalisme prend forme, nous ferons premièrement un survol des fondements politiques de la modernité américaine avant d'aborder l'analyse de quatre dimensions qui nous apparaissent centrales pour saisir la nature du capitalisme managérial. Nous aborderons donc de front l'étude du cœur de la mutation postmoderne de la société en nous penchant dans un premier temps sur la question du syndicalisme corporatif et du développement du droit des conventions collectives. Dans un second temps, nous nous pencherons sur les profondes incidences sociétales que Freitag attribue à la mutation corporative de la propriété capitaliste. Dans un troisième temps, nous poursuivrons notre effort d'élucidation de la nature du « travail productif » pratiqué par le management à l'aide des concepts freitagiens de décision et d'opération et de la théorie des systèmes de Niklas Luhmann. Enfin, nous terminerons notre étude sur la question du marketing, laquelle va nous amener à examiner une des thèses les plus fortes posées par Michel Freitag : *le capitalisme ne parviendra pas seulement à substituer son principe organisationnel à celui des institutions modernes, mais à imposer une confrontation systématique avec ce qui constitue le fondement existentiel de la société, la culture.*

3.1 Les spécificités de la modernité américaine ou les conditions socio-historiques d'émergence du capitalisme managérial-organisationnel

Lors du chapitre précédent, nous avons souligné le caractère central de la contradiction juridico-politique du capitalisme dans les origines de la postmodernité. Cet antagonisme structurel de la société, rappelle Freitag, a joué un « rôle essentiel dans l'idéologisation de la prise de conscience d'un état général de contradiction et de crise de la modernité »⁹⁷. À l'instar de la réponse réformiste européenne, il considère que c'est aussi « à partir de [la] contradiction juridico-politique qu'on peut comprendre pourquoi [...] nous ayons assisté à

⁹⁷ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.278.

la révolution managériale et organisationnelle »⁹⁸. Or, si nous soumettons cette affirmation à ce passage suivant tiré du même essai, il semble y avoir la présence d'un certain hiatus dans la pensée de l'auteur : « *l'Amérique n'a pas connu de crise sociétale globale. [...]* Alors qu'à la fin du XIXe siècle, le monde moderne est entré en crise partout en Europe, l'Amérique, elle, qui allait devenir le champion de la modernité et de l'Occident, n'était pas en crise, ni dans son fonctionnement sociétal, ni dans ses valeurs »⁹⁹. Si la contradiction juridico-politique n'a pas engendré de crise sociétale aux États-Unis, comment celle-ci a-t-elle alors pu conduire à une mutation de la dynamique générale de la société américaine?

Pour élucider cette question, il faut tenir compte des précisions conceptuelles mises de l'avant par Freitag dans ses écrits antérieurs, à commencer par celui paru dans *Société*, « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique ». À contre-courant, Freitag expose dans cet article la thèse surprenante selon laquelle les États-Unis n'ont jamais véritablement été ce « champion de la modernité » tel que reconnu par l'Occident. Voici une citation résumant la principale hypothèse posée par l'auteur dans cet article : « La société américaine inaugure, dès la période de sa fondation coloniale et plus systématiquement à partir de la Constitution politique autonome dont elle s'est dotée à la suite de la guerre d'Indépendance, *une nouvelle logique et une nouvelle dynamique de développement sociétal qui divergent à bien des égards du sens dominant que l'on peut donner au procès historique global de la modernité* »¹⁰⁰. C'est à l'élucidation de cette nouvelle réalité sociétale américaine que seront consacrées les prochaines lignes de ce chapitre.

Pour Freitag, l'implantation du capitalisme industriel aux États-Unis se réalisera dans un contexte sociétal fort différent de celui qui prévalait à l'époque en Angleterre. Au pays berceau de l'industrie moderne, l'appropriation privée de la terre et des moyens de production ne put être réalisée qu'au prix d'une longue lutte contre l'ordre « économique » de l'Ancien régime. La révolution industrielle nécessita préalablement plus deux siècles de

⁹⁸ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, pp.240-241.

⁹⁹ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, pp.291-292. Nous soulignons.

¹⁰⁰ Freitag, Michel, « La métamorphose », *op. cit.*, p.7. Nous soulignons.

changements sociaux-politiques – qui se sont déroulés plus souvent qu’autrement dans la violence –, avant que les principes de la propriété privée ne puissent s’élever en norme suprême de régulation des moyens de production. Lorsqu’ils débarqueront en Nouvelle-Angleterre, les héritiers de cette révolution n’emporteront avec eux « que les fruits de la victoire », nous dit Freitag. Alors que le principe de la propriété privée s’est réalisé en opposition au régime de possession communale moyennant la création d’institutions politiques, ce principe va dorénavant s’incarner selon lui dans « un droit naturel d’origine divine, une théorie politique directement déduite de ce droit naturel, et une morale bourgeoise puritaine elle aussi naturalisée »¹⁰¹. Selon cette perspective dépeinte par Freitag, le droit « naturel » à la propriété en Amérique se déleste de sa signification dialectique originelle qui s’était affirmée lors de son opposition politique à la féodalité. Puis, et ce de manière encore plus déterminante, la propriété perd d’un autre côté cette signification selon laquelle l’autorité politique est à la source de l’exercice de ce droit. Privée de tout son *sens* politico-institutionnel, la propriété ne tendra donc plus qu’à être une notion saisissable dans l’immédiateté de la pratique de l’individu, conformément au concept de « l’appropriation en acte » de la théorie de la frontière développée par Turner¹⁰².

Dans ces immenses espaces sauvages qui apparaissent d’une « pure disponibilité », livrés par Dieu, où l’effort individuel semble une condition suffisante en soi pour se les approprier, les Américains se forgeront une conception essentiellement *active* de la propriété qui tendra à rendre accessoire dans leur esprit le fait que ce n’est qu’en vertu de la reconnaissance sociale du statut de propriétaire qu’est garantie la possibilité d’une jouissance exclusive de leurs possessions. Ce « mythe fondateur », hypermoderne en soi, d’une propriété qui ne découle plus de la société, mais directement de l’action de ses membres, diverge ainsi du sens prédominant que les Européens conféraient à cette notion. Alors que pour ces derniers la propriété référait surtout à un *titre*, à une protection juridique d’un patrimoine, la propriété sera plus directement associée par les Américains à la maîtrise

¹⁰¹ Freitag, Michel, *L’impasse*, op. cit., p. 157.

¹⁰² Cf. Turner, Frederick J., *La frontière dans l’histoire des États-Unis*, (trad.), Paris, PUF, 1963.

d'un domaine de la vie matérielle et comme la reconnaissance d'un droit immanent d'acquisition et d'occupation¹⁰³.

Ce glissement naturaliste que connaît la notion de propriété est étroitement lié à la nouvelle conception que se feront les individus de la liberté. Sans contredit, il semble que ce soit John Locke qui ait le mieux décrit selon Freitag l'intime liaison qui unit ces concepts. Dans son *Second traité du gouvernement*, Locke s'inspire directement de l'expérience américaine pour affirmer que la propriété découle de l'autonomie inaliénable de l'individu. Naturellement, c'est par son travail et sa capacité d'entreprendre que l'homme s'approprie le monde selon lui et, par le fait même, qu'il dresse des barrières contre l'intervention d'autrui sur son domaine d'action. Dans ce passage, C.B. Macpherson résume admirablement bien selon nous la pensée de Locke à ce sujet :

L'individu n'est libre que dans la mesure où il est propriétaire de sa personne et de ses capacités. Or, l'essence de l'homme, c'est d'être libre, indépendant de la volonté d'autrui, et cette liberté est fonction de ce qu'il possède. Dans cette perspective, la société se réduit à un ensemble d'individus libres et égaux, liés les uns aux autres en tant que propriétaires de leurs capacités et de ce que l'exercice de celles-ci leur a permis d'acquérir, bref, à des rapports d'échanges entre propriétaires. Quant à la société politique, elle n'est qu'un artifice destiné à protéger cette propriété et à maintenir l'ordre dans les rapports d'échange¹⁰⁴.

Une telle théorie politique réduit donc la société à l'interaction d'individus libres en leur qualité de propriétaire et, l'État, à un instrument mis au service de ces individus qui constituent, à eux seuls, le fondement du vivre-ensemble. Le lien qui unit *a priori* ces propriétaires n'est donc pas celui d'une norme réfléchie et déduite à partir de certaines valeurs et finalités communément acceptées (le contrat social), il tient essentiellement sur le fait de partager une commune condition, c'est-à-dire celle de pouvoir jouir d'une autonomie matérielle et d'une inaliénable liberté d'action. En ce sens, l'État ne représente qu'une condition négative à cette autonomie qui s'exprime strictement dans la sphère des échanges et donc, potentiellement, une barrière à sa réalisation; conséquemment, une telle vision de

¹⁰³ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.160.

¹⁰⁴ Macpherson, C. B., *La théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, (trad.), Paris, Éditions Gallimard, 1971, p.13.

la société ne peut ainsi que créer l'exigence fondamentale pour les Américains de limiter les pouvoirs de l'État. Si l'idée de l'autonomie économique a pendant longtemps été envisagée comme la condition de participation à la vie politique (ou comme un argument de légitimation du vote censitaire en Europe), la quête d'autonomie par les Américains ne sera pas tant orientée par cet « idéal » que par une volonté de réalisation personnelle, de prospérité et d'atteinte du *bonheur*. Alors que les Grecs et les Romains pouvaient voir en la propriété la possibilité de se dégager du domaine du *negotium*, du joug des besoins matériels et physiologiques, afin de se consacrer à la Cité, à la *res publica*, la propriété apparaîtra pour les Américains comme un moyen direct de réalisation de leur liberté, de l'accomplissement de leur subjectivité, voire de leur Salut (comme cela est exprimé de manière très évidente chez les calvinistes)¹⁰⁵. En bref, les Américains auront tendance à réduire la *praxis* politique à l'action individuelle et la liberté comme expression de son indépendance à l'égard d'autrui.

Dans ces circonstances, les institutions communes de production du droit et de la loi n'apparaîtront que comme des instruments devant être mis au service des intérêts individuels plutôt que de l'intérêt commun. À long terme, cette conception individualiste du politique entraînera selon Freitag un changement substantiel dans le procès général de production du droit. Tendanciellement, ce changement engagera la société américaine dans un processus de transition vers la postmodernité, c'est-à-dire une transition impliquant *le passage d'une société où les normes pratiques sont déduites de principes aprioriques à une société où les normes sont induites de circonstances particulières*¹⁰⁶. Pour illustrer cela à partir de l'exemple de la propriété, Freitag nous rappelle que le droit romain avait forgé le terme juridique d'*inventio* pour encadrer la situation de la découverte d'un bien sans maître. Mais, ce qui était alors très exceptionnel, tant pour les Romains que pour les modernes Européens, deviendra la norme durant tout le temps de la conquête du continent. Le droit de propriété tendra à apparaître alors comme une sanction officielle d'un état de fait, une reconnaissance a posteriori de l'acte d'appropriation. Alors qu'en Europe le droit ou la reconnaissance juridique était la condition *sine qua non* de l'*usus et abusus* (en raison de la

¹⁰⁵ Freitag, Michel, « La métamorphose », *op. cit.*, p.9.

¹⁰⁶ Cf. Freitag, Michel, *L'oubli*, *op. cit.*, p.108.

rareté évidente de biens libres), en Amérique, l'*usus et abusus* tendent dès lors à s'affirmer comme la condition du droit¹⁰⁷. Si cette affirmation mérite certainement d'être nuancée (l'obtention des terres était conditionnelle aux titres fournis par le gouvernement fédéral, mais celles-ci apparaissaient pour lui-même d'une pure disponibilité), le plus important à retenir est *la nouvelle dynamique structurelle globale que sous-tend cette inversion des conditions d'exercice du droit de propriété : aux États-Unis, les institutions politiques n'occuperont qu'un rôle marginal dans la définition (législative) des structures sociales et des normes générales de la société*¹⁰⁸. En fait, l'ensemble de l'argumentation de Freitag nous porte à concevoir que le mécanisme central à l'œuvre dans la structuration de la société américaine sera celui de la *production civile et judiciaire du droit, c'est-à-dire un régime où les normes seront induites à partir de l'évolution contingente de la société civile*.

En outre, une telle situation sera rendue possible par une application beaucoup plus poussée aux États-Unis des principes du *common law* britannique¹⁰⁹. Cela apparaît manifeste si l'on considère le rôle primordial, voire démesuré aux yeux de plusieurs, que les autorités gouvernementales accorderont aux différentes magistratures, et ce, en passant par les différentes cours locales jusqu'à la Cour suprême, elle qui se verra attribuée le statut de seule interprète légitime des plus hautes lois du pays. Ainsi, on assiste à une situation paradoxale où le *droit commun* du pays sera en grande partie tributaire de la simple accumulation de la jurisprudence : c'est-à-dire un *droit commun formé de l'addition de jugements qui ne sont jamais que des énoncés normatifs établis sur la base de la résolution de litiges contingents*. Dans ce régime « quasi législatif » où les droits ne découlent pas de

¹⁰⁷ À cet égard, Bischoff relève le fait que Thomas Jefferson défendait l'idée que « l'État n'existe pas tellement pour protéger la propriété, que pour en favoriser l'accès » (Bischoff, Manfred, « Travail et citoyenneté », *op. cit.*, p.234).

¹⁰⁸ Dans ce passage tiré de *L'impasse de la globalisation*, Freitag dénote ici clairement le rôle passif de l'État américain dans la détermination et la structuration des contenus normatifs de la société : « le pouvoir d'intervention reconnu à l'État ne sera pas d'abord législatif, mais seulement administratif et réglementaire ; il n'exprimera pas l'identité et la volonté collectives, mais se contentera d'assumer certaines tâches instrumentales et certains services de nature pratique, nécessaires à la réalisation du bien commun, compris comme un simple agglomérat du bonheur et de la prospérité privée des individus » (Freitag, Michel, *L'impasse*, *op. cit.*, p.157).

¹⁰⁹ En Angleterre, souligne Freitag, le pouvoir de production du droit par la jurisprudence était compensé par le pouvoir souverain reconnu au parlement par la couronne. L'instance législative conservait ainsi sa capacité de renverser un jugement d'un tribunal en vertu du statut d'autorité suprême dont il se trouvait investi. Cf. Freitag, Michel, « La métamorphose », *op. cit.*, 1994.

la loi, mais où la loi découle de la confrontation des droits à l'intérieur du processus judiciaire, les normes qui unissent la société n'apparaîtront plus comme l'expression des principes idéaux du vivre-ensemble, mais comme le simple résultat des différents moyens d'accommodation et de résolution des divergences d'intérêt entre les sujets de la société civile. Par conséquent, Freitag considère que les Américains auront cette propension bien ancrée à n'envisager la loi en générale que sous ses dimensions pragmatique et fonctionnelle, la seule raison d'être de la loi et donc de l'État n'étant que d'assurer la coexistence ordonnée de leurs champs d'autonomie. C'est ainsi une grande partie des normes de la société américaine qui tendront à être élaborées à l'extérieur des institutions politiques, à l'extérieur du cadre de la place publique de délibération entre citoyens réputés égaux (comme l'exprime le principe d'une voix un vote) ; elles seront élaborées à l'intérieur de la procédure juridique de médiation des rapports de force, des rapports d'*influence*, entre les membres *inégaux* (en conditions) de la société civile. Dans ces circonstances, le droit américain se retrouvera à n'être que l'émanation de la réalité empirique, une réalité qui sera bientôt celle du développement du « grand capitalisme organisé », pour reprendre l'expression de Bertrand de Jouvenel (1933). Il semble que c'est au niveau de cette instrumentalisation du domaine juridique et législatif par la société civile que va se jouer selon Freitag l'histoire de la déviation cumulative des États-Unis par rapport à la dynamique générale de la modernité¹¹⁰. Comme nous le verrons plus loin, cette prééminence des sphères civile et judiciaire dans le processus de la production du droit se matérialisera sous une forme tout à fait inédite lors du développement du droit des *conventions collectives*.

Précédemment, nous avons vu comment la définition apolitique de la propriété mise de l'avant par Locke semble juste pour illustrer la thèse de Freitag d'une naturalisation du concept de la liberté. En somme, Freitag soutient que la démocratie américaine est difficilement envisageable selon la théorie politique rousseauiste du « contrat social », laquelle soutient en gros que la liberté et l'égalité découlent fondamentalement de l'« association politique » et que seules la Constitution et les institutions communes sont en mesure de garantir la protection de ces valeurs fondatrices de la société. À partir des

¹¹⁰ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, p.292.

travaux de Tocqueville, nous pouvons affirmer que la démocratie américaine a pour particularité d'être la résultante de « l'égalité des conditions », c'est-à-dire une égalité sociale, non politique, garantie par la souveraineté qu'a le peuple sur lui-même et le respect de *la* Constitution (et non des droits du citoyen) par les autorités. Dans cette perspective, la société américaine ne se définirait pas alors fondamentalement comme une « communauté politique de citoyens », mais plutôt comme une « communauté des valeurs fondatrices de l'Amérique » partageant une moralité commune. C'est cela qui formerait le primat du lien social et l'unité de ce pays.

A priori, l'Américain n'apparaît pas selon Freitag sous les traits de « l'homme reconnu dans l'intangibilité de ses "droits" universels »¹¹¹. Il serait plutôt une « puissance d'agir » ou une « volonté de puissance » (dans le sens nietzschéen du terme) dont l'expression ne serait balisée que par l'existence d'une moralité communément reconnue¹¹². Dès lors, si nous appuyons cette idée des États-Unis qui se réduiraient à un ensemble de « puissances autonomes », un pays où « si les individus s'unissent en société, c'est seulement pour *associer* leurs forces agissantes et les *incorporer* en puissances nouvelles »¹¹³, nous serions donc portés à conclure que seul l'intérêt individuel inciterait les Américains à participer à l'ordre commun; corrélativement, l'association politique serait alors vue non pas comme la condition première de leur liberté, mais comme un moyen de réalisation de leur liberté. Tout cela est en quelque sorte symptomatique de l'aversion que partagent les Américains en général envers les institutions politiques¹¹⁴, une propension observée par Tocqueville

¹¹¹ Freitag, Michel, « La métamorphose. », *op. cit.*, p.9.

¹¹² Dans le passage qui suit, Hannah Arendt déconstruit le mythe américain d'une égalité fondamentale qui serait garantie par la naissance ou par la simple adhésion à un ensemble de valeurs, à une morale, représentant en l'occurrence « l'esprit du pays » ou des pères fondateurs. D'autre part, Arendt fait bien valoir ici le point central de Freitag selon lequel la modernité américaine s'est originellement exprimée sous une forme substantiellement différente de celle qui fut pensée par les Lumières. Notons ici que l'auteure confère le même sens à la notion d'« organisation » que celui qu'attribue Freitag à l'« institution »: « L'égalité, à la différence de tout ce qui est impliqué dans l'existence pure et simple, n'est pas quelque chose qui nous est donné mais l'aboutissement de l'organisation humaine, dans la mesure où elle est guidée par le principe de justice. Nous ne naissons pas égaux ; nous devenons égaux en tant que membres d'un groupe, en vertu de notre décision de nous garantir mutuellement des droits égaux » (Arendt, Hannah, *Les Origines du totalitarisme*, (trad.), Paris, Gallimard, 2002, [1948], p. 605).

¹¹³ Freitag, Michel, « La métamorphose. », *op. cit.*, pp.9-10.

¹¹⁴ À cet égard, Freitag ajoute que la perception des Américains est celle de « l'irréductible corruption [des] institutions établies, et ils se comprennent eux-mêmes à partir d'une foi en leur propre élection divine, en

que saura confirmer le mouvement ouvrier par sa volonté de traiter la question du travail en dehors du champ politique¹¹⁵. En somme, la contradiction immanente au contrat de travail ne sera pas vécue comme une forme d'exclusion de la place publique (au sens de la *polis*), mais comme une forme de limitation radicale de *l'autonomie individuelle, comme une forme de contradiction avec ce principe situé au fondement de la vie politique américaine*. Ainsi, le travail en général sera associé par la société américaine à une affaire privée, à une « forme d'entreprise » personnelle dans laquelle s'affirme précisément l'autonomie individuelle¹¹⁶. Que la liberté de l'un soit systématiquement lésée par l'exercice de la liberté de l'autre dans le contrat de travail, cela n'amènera pas pour autant les Américains à interpréter ce problème comme l'échec de l'État à garantir l'égale liberté de ses citoyens; ils y verront plutôt les vices d'un contrat, d'une entente strictement réalisée entre individus qui compromet l'intime expérience de leur liberté, de leur *capacité d'agir* dans le monde. L'enjeu du travail ne sera alors pas projeté sur les institutions étatiques, comme en Europe, où celles-ci ont fait office de médiation entre les droits des travailleurs et des capitalistes. Des premiers syndicats de métier aux syndicats corporatifs du début du XX^e siècle, il semble que cette perception naturaliste de la liberté et de l'égalité va s'avérer déterminante sur la ligne directrice de la stratégie ouvrière américaine. En adéquation avec la philosophie libérale, le mouvement privilégiera ainsi une approche « contractualiste » du travail *afin de faire valoir ses droits à l'intérieur de la convention collective, soit directement à l'intérieur la société civile capitaliste*. C'est donc au niveau des conditions de conclusion du contrat de travail (collectif) que l'on verra au rétablissement de la liberté du travailleur et à la réalisation des principes de la justice et de la démocratie. Ce dépassement « privé », plutôt que public, de la contradiction juridico-politique du capitalisme par le biais du droit des conventions collectives va court-circuiter les institutions politiques modernes et entraîner la société sur la voie managériale plutôt que vers la recherche d'un dépassement social-démocratique de la contradiction.

vertu de laquelle c'est dans leur conscience même qu'ils sont immédiatement porteurs de la Loi et du Droit qui leur sont inspirés par Dieu » (Freitag, Michel, *L'impasse*, *op. cit.*, p.156).

¹¹⁵ Dans son analyse, Pinard démontre comment les ouvriers américains tiendront mordicus à leur indépendance vis-à-vis l'autorité gouvernementale pour régler les questions du travail. Ils ne privilégieront la voie législative que pour réglementer le travail des femmes et des enfants dont ils considèrent trop vulnérables pour se défendre eux-mêmes face au patronat (Pinard, Rolande, *La révolution*, *op. cit.*, p.163).

¹¹⁶ Pinard, Rolande, *La révolution*, *op. cit.*, p.196.

3.2 Le droit conventionnel : le déplacement de la question du travail à l'intérieur de l'organisation capitaliste comme nouvelle forme de participation sociale et de régulation sociétale

Aux États-Unis, l'absence d'une réelle dimension politique et sociale au travail va donc mener à l'inauguration d'une nouvelle forme de régulation du capitalisme s'inscrivant à l'extérieur des principes sociaux-démocratiques modernes¹¹⁷. Au cœur de la *révolution managériale et organisationnelle du capitalisme* américain, on assiste, au tournant des années 1930, à la consolidation d'un nouveau régime normatif du travail résultant de la généralisation de la pratique de négociation des conditions de travail à l'intérieur des *conventions collectives*. Alors que le mouvement réformiste européen avait recherché la concrétisation des principes de la modernité par la modification du contenu normatif des institutions pour se soustraire du régime autocratique du *dominium* capitaliste, le syndicalisme américain allait ouvrir quant à lui un espace inédit de revendication et de participation sociale situé cette fois-ci directement dans le cœur du système capitaliste. Si ce n'est qu'à long terme et, somme toute, assez indirectement que le réformisme social-démocratique impliqua une transformation de la logique globale de la société, l'argument qui est ici mis de l'avant par Freitag est que le *droit conventionnel* s'inscrit a priori comme une voie postmoderne de dépassement des contradictions du capitalisme. Cette nouvelle forme de régulation décisionnelle et opérationnelle du travail, soutient-il, parviendra à « se substituer au droit commun tant public que privé en tant que forme dominante de régulation “juridique” de la nouvelle réalité organisationnelle »¹¹⁸.

L'« impensable » possibilité que les ouvriers puissent directement négocier, d'« égal à égal », leurs conditions de travail avec le patronat a sans aucun doute été favorisée par le fait que la « loi d'airain », la fameuse loi de la surpopulation de Malthus, fut beaucoup moins effective aux États-Unis qu'en Europe. Puisque la possibilité d'échapper au salariat

¹¹⁷ Pinard apporte ici une nuance importante à cette affirmation : « Même si le travail ne présentait pas vraiment une dimension sociale-politique aux États-Unis, l'immigration européenne avait apporté des idées socialisantes qui inquiéteront les classes dominantes ; les tentatives d'actualisation de ces idées par des coalitions de travailleurs seront qualifiées d'antiaméricaines et combattues sans merci » (Pinard, Rolande, *La révolution*, *op. cit.*, p.153).

¹¹⁸ Freitag, Michel, *L'oubli*, *op. cit.*, p.309.

fut longtemps une réalité que permettait la colonisation de l'Ouest américain, les capitalistes ne pouvaient compter sur la présence d'une « armée industrielle de réserve » constamment disponible et mobilisable pour les besoins de l'industrie. Ces derniers devaient donc affronter un problème récurrent d'embauche et de rétention des travailleurs dans l'entreprise. En contrepartie, une telle situation fournissait un rapport de force non négligeable aux travailleurs face à l'autorité patronale, un rapport qui était d'ailleurs renforcé par le fait qu'ils conservaient la main haute sur les connaissances liées aux activités de production. C'est en grande partie à ces difficultés de rétention de la main d'œuvre et de dépendance de la direction envers le savoir des ouvriers que tentera de remédier Taylor avec sa « révolution des esprits » promue au sein de son modèle de « direction scientifique » de l'entreprise. Pour y parvenir, il insiste sur l'idée d'établir une *collaboration* permanente entre les ouvriers et le management, une collaboration centrée sur l'amélioration des méthodes productives et la redistribution des profits issus des nouveaux gains de productivité sous la forme de salaires. Mais cette collaboration, qui devait se dérouler de manière enthousiaste et amicale, selon les propres mots de Taylor, entraîna rapidement la résistance des ouvriers. Devant les rigueurs inhumaines de la nouvelle discipline scientifique du travail qui scrute à la loupe chaque geste posé par le travailleur (le calcul des « temps et mouvements ») et le prive de son dernier champ d'autonomie qu'il pouvait encore relativement exercer sur le contrôle de la production¹¹⁹, le mouvement ouvrier privilégiera l'organisation en syndicats d'entreprise ou corporatifs pour faire face au contrôle du management qui s'affirme de plus en plus comme la véritable figure d'autorité de l'entreprise capitaliste au début du XX^e siècle. À partir du milieu des années 1930, la plupart des grands syndicats abandonneront graduellement leur indépendance traditionnelle inspirée de l'esprit des syndicats de métier au profit d'une nouvelle forme de revendication de leurs droits auprès des instances patronales. Ce faisant, ils opteront pour la même logique « collaborative » que celle prônée par Taylor : ils négocieront des ententes avec la direction afin de directement faire valoir leurs intérêts sur les conditions de travail et d'obtenir des droits sociaux.

¹¹⁹ Comme le reconnaissait lui-même Taylor, la formalisation du travail par le management implique l'appropriation du « capital le plus précieux » du travailleur, c'est-à-dire ses connaissances techniques de la production. Cf. Taylor, F. W., *La direction scientifique des entreprises*, [trad.], Paris, Dunod, 1965.

C'est donc sur la base de la logique managériale que les ouvriers vont adhérer au syndicalisme d'entreprise et qu'ils viseront, nous dit Freitag, à faire reconnaître « constitutionnellement » les modalités d'exercice de leur participation à l'entreprise dans des conventions collectives¹²⁰. Puisque cette participation au procès productif tend à rendre caduque la logique capitaliste des « rapports de production » théorisée par Marx, dans la mesure où, plus précisément, elle évacue le rôle régulateur des institutions dans la dynamique de reproduction des rapports sociaux du capitalisme, Freitag soutient l'idée brillamment exposée par Pinard qu'il faille dorénavant substituer le terme de l'emploi à celui du travail pour tenir compte adéquatement de la nouvelle forme d'intégration du travailleur qui est mise en place par le droit conventionnel. À l'ère du capitalisme industriel, l'embauche du travailleur se voulait comme l'échange de services entre deux propriétaires indépendants, l'un des moyens de production et l'autre de sa force de travail, le second n'étant que « temporairement » lié au premier moyennant les dispositions contenues dans le contrat de travail. Comme nous l'avons déjà évoqué, l'existence sociale et objective du travail ne se limitait donc pas à la réalité du procès productif, c'est-à-dire à l'aliénation « concrète » du travailleur dans le cadre du procès de production, elle s'inscrivait plus largement dans un mode d'intégration de la personne à la société qui reposait sur les institutions du contrat et de la propriété. Puisque le nouveau rapport de production qui s'instaure entre l'employé et le manager est directement défini par les termes de la convention collective, et non pas en vertu de leur statut de propriétaire, le travail devient une réalité privée de cette dimension abstraite et universaliste que lui conférait la logique de l'échange marchand dans le capitalisme industriel.

L'abolition de la signification dialectique du travail réduit donc celui-ci au statut d'une quelconque activité de production, à une activité particulière qui est formalisée dans un poste et enchâssée dans ce véhicule juridique de substitution au contrat privé qu'est le contrat de travail collectif. Dans de telles circonstances, ce ne sont plus les institutions modernes qui régulent le travail. Cette activité est désormais directement déterminée par l'arbitraire décisionnel du management corporatif et par les procédures de négociation établies dans le cadre du droit conventionnel. Qui plus est, le processus d'embauche saura

¹²⁰ Freitag, Michel, « De la terreur », *op. cit.*, pp.297-298.

d'ailleurs lui aussi se passer de la médiatisation des institutions bourgeoises. Les corporations n'engageront manifestement plus des travailleurs selon l'offre du marché du travail, remarque Freitag, mais des syndiqués en application des conventions collectives¹²¹. Dans cette perspective, le droit conventionnel peut donc être compris à la fois comme mécanisme organisationnel de contrôle du « travail productif » et du marché du travail. À partir de tout cela, ce qui est selon nous essentiel à retenir de la pensée de l'auteur est qu'à *l'aube de la révolution managériale du capitalisme, le travail et l'activité productive en général ne tendront plus à ne constituer qu'une réalité interne à l'organisation capitaliste*. L'intégration d'une part toujours grandissante de la population à ce nouveau « système de l'emploi » qui se déploiera en de vastes syndicats nationaux, *marque une transformation radicale de la société américaine pour Freitag dans la mesure où c'est la logique décisionnelle-opérationnelle des organisations qui va se substituer massivement à la logique politico-institutionnelle de l'État dans la régulation et la structuration des normes et des droits auxquels devront se conformer les citoyens employés par les corporations*.

La consolidation de ce système de l'emploi, au cours du *New Deal*, marque l'origine historique centrale de la thèse de Michel Freitag sur la mutation postmoderne de la société, puisque c'est à partir de ce moment que la corporation capitaliste sera effectivement parvenue à rendre « inopérantes » les institutions modernes supposées la régir, ce qui, dès lors, lui ouvrira tout grand la porte pour pouvoir redéfinir *la société* sur la base de sa logique chrématistique et autoréférentielle. En adoptant le *Wagner Act* en 1935¹²², le gouvernement avalise officiellement ce nouveau régime qui, par le fait même, ouvre le nouveau champ d'étude « scientifique » des « relations industrielles ». Si l'on s'attarde brièvement au discours de légitimation ayant supporté la formulation de cette loi, il est certainement intéressant de noter les deux points selon lesquels le syndicat d'entreprise est désormais promu comme le lien fonctionnel vital à l'économie américaine et le « droit à la

¹²¹ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.252.

¹²² Tel que le résume Pinard, « le *Wagner Act* oblige l'employeur à reconnaître le syndicat formé par la majorité des travailleurs et à négocier "de bonne foi" avec les représentants choisis par les salariés. Les syndicats de boutique et toute ingérence de l'employeur dans la mise sur pied d'un syndicat sont déclarés illégaux » (Pinard, Rolande, *La révolution*, *op. cit.*, p. 168).

« négociation » comme le maillon essentiel au fonctionnement d'une société démocratique¹²³. Sur ce dernier point précis, cette promotion démocratique du droit conventionnel par Roosevelt (s'inscrivant dans l'idée de la démocratie en *acte*) constitue selon nous un formidable glissement sémantique du politique qui, par le fait même, illustre très bien la transformation postmoderne de la société de l'époque telle qu'exposée par la théorie de Michel Freitag. Car si l'on se fie à l'interprétation de l'auteur sur la nature du processus de la participation des employés à l'ordre corporatif, le nouveau régime normatif « de la démocratie syndicale en Amérique » (Pinard) établit une rupture radicale avec le domaine de la *praxis* politique moderne.

Le refoulement de la contradiction politique du capitalisme dans l'espace « privé¹²⁴ » de la propriété corporative confère ainsi un tout nouveau sens à la liberté citoyenne. Au-delà de la question des « relations de travail » et de la codétermination des procédures de gestion de la production, la convention collective est devenue, pour les employés, l'enjeu central de revendication de leurs droits et privilèges sociaux vis-à-vis de l'employeur; au point où, comme on le constate aujourd'hui, pratiquement toutes les formes d'assurances relatives au travail, à la santé, et à la retraite, aux États-Unis, vont devoir être entièrement financées par les fonds des entreprises et des employés. D'un point de vue sociologique, la généralisation de cette forme de filet social à l'ensemble de la société américaine implique que la définition du statut et des conditions d'appartenance des citoyens à la société va de plus en plus être dictée par le contenu des conventions collectives. La possession de « droits légitimes » chez les individus ne trouvera alors plus sa source dans l'universalisme de la loi, observe Freitag, mais dans une multitude d'ententes privées constamment soumises au

¹²³ Cette allocution prononcée par Roosevelt en 1937 au Sénat américain rend très bien compte du fait que la question de la justice envers les travailleurs doit être réglée à l'intérieur de l'organisation : "The right to bargain collectively is at the bottom of social justice for the worker, as well as the sensible conduct of business affairs. The denial or observance of this right means the difference between despotism and democracy". Cité dans Millis, Harry A., *From the Wagner Act to Taft-Hartley; a Study of National Labor Policy and Labor Relations*, Chicago, University of Chicago Press, 1950.

¹²⁴ Lors de la prochaine partie, nous verrons comment la forme corporative de la propriété soulève une difficulté théorique qui pousse Freitag à repenser le statut de la corporation en dehors de la dichotomie juridique classique privé/public. Toutefois, avant d'aborder cette épineuse question sociologique, contentons-nous simplement ici de penser la corporation telle qu'elle est reconnue juridiquement, en tant que « personne privée ».

rapport de force interne entre les parties syndicale et patronale concernées¹²⁵. Ce faisant, c'est ni plus ni moins le principe de l'égalité universelle qui est battu en brèche par l'État lors du *New Deal*. En reconnaissant pleinement la valeur juridique de la convention, l'État entérine l'existence parallèle d'une forme de *citoyenneté à géométrie variable* où le statut et les droits du citoyen vont être de plus en plus être définis par le critère de l'appartenance organisationnelle. Corollairement, on assistera au fractionnement du droit du travail en une multiplicité de « législatures locales » où il n'appartient qu'aux membres de l'organisation de définir les « lois » qui les régissent. Mais la nature spécifique de ces « lois », selon Freitag, se distingue toutefois nettement du sens traditionnel ou moderne que l'on pouvait leur conférer :

[car] à la différence de la loi, leur objet n'est pas tellement de définir *a priori* la valeur sociale qui est attachée à des actes et à des situations définis de manière abstraite et générale, elles régissent de manière positive le fonctionnement des organisations, un fonctionnement qui par définition est essentiellement adaptatif et stratégique puisqu'il suit, pour les deux partenaires, une logique pragmatique de réalisation d'objectifs, impliquant un réajustement constant en fonction des résultats¹²⁶.

En dépit du caractère délibératif inhérent au processus de négociation qui, dans son sens étroit, appartient encore au domaine de la *praxis* politique (la délibération sur les normes communes), les clauses débattues dans la convention collective ne s'appuient vraisemblablement pas sur une démarche réflexive-discursive ayant pour objet l'obtention d'un consensus sur les normes idéales de la société. Autrement dit, la production du droit conventionnel, puisqu'elle est immanente au contexte organisationnel et que l'enjeu central est précisément celui de définir la nature du contrat de travail, va directement orienter la démarche des deux parties (dont les intérêts sont a priori polarisés) ; celle-ci consistera donc à évaluer et à calculer les stratégies de revendications qu'en fonction de la maximisation des gains que l'on peut en obtenir. Le vernis démocratique de la convention collective apparaît donc bien mince pour l'auteur : car celle-ci appert avant tout comme *une procédure d'arbitrage et de production de règlements temporaires visant l'administration*

¹²⁵ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, p.310.

¹²⁶ *Ibid.*, p.311.

du travailleur et, en fin de compte, la stabilité fonctionnelle de l'organisation. À la même époque où le réformisme social-démocratique mobilise l'appareil législatif de l'État-nation pour imposer un cadre politique extérieur au capitalisme, le syndicalisme corporatiste procède donc de manière inverse ; il établit un cadre arbitral interne au capitalisme qui, comme nous pourrions le voir un peu plus en détail dans la prochaine partie, ne se distingue plus formellement de l'activité de contrôle exercée par le management¹²⁷. En somme, résume Pinard à cet effet, *le syndicalisme américain se constitue en un mode d'organisation du travail formellement complémentaire à l'activité organisationnelle du management*¹²⁸.

Le fait que l'État américain ait législativement renforcé cette capacité d'autorégulation des entreprises corporatives ne doit pas être interprété selon Freitag en adéquation avec la bonne vieille règle libérale du laisser-faire de l'État envers la société civile. En fait, la reconnaissance publique du caractère « sacré » de la convention collective touche à une modification du fondement constitutif de la société : celle-ci équivaut pour Freitag à *la délégation du pouvoir constituant de l'État aux mains des organisations, laquelle implique logiquement le fractionnement et l'éparpillement de son monopole législatif*¹²⁹. Comme l'affirme Rolande Pinard, « cette “délégation” par l'État de sa capacité de faire des règles, de créer du droit constitue, selon Michel Freitag, l'un des signes les plus probants d'une transformation radicale de la société »¹³⁰. Malgré l'imposition de certaines balises entourant les procédures de négociation, phénomène qui peut laisser supposer une certaine forme de régulation publique exercée par l'État, le droit conventionnel tend à engendrer le brouillage définitif de la dichotomie moderne des domaines privé et public. Cela découle avant tout du fait que, pour Freitag, les conventions collectives ont la particularité de revêtir à la fois la forme privée du contrat conclu entre personnes, tout en ayant la valeur de droit public pour

¹²⁷ À ce sujet, un des principaux mandats des représentants syndicaux est celui de veiller au respect de la convention collective par leurs membres et donc de décourager tout mouvement contestataire spontané pouvant surgir de certaines branches de l'organisation syndicale. En exerçant ce contrôle, les syndicalistes professionnels vont progressivement former une classe de travailleurs parente à celle du management. En imposant une discipline à leurs propres membres, ces derniers agissent comme des délégués de l'autorité capitaliste chargés d'assujettir les employés aux règles de l'organisation.

¹²⁸ Pour plus de détails à ce sujet, voir le chapitre VI de l'œuvre de Rolande Pinard (Pinard, Rolande, *La révolution, op. cit.*, 2000).

¹²⁹ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, p. 310.

¹³⁰ Pinard, Rolande, *La révolution, op. cit.*, p.192.

les collectivités qui y sont liées (et ce, souvent même pour des tiers, ajoute-t-il). Conséquemment, à l'opposé du droit universaliste moderne régissant des situations particulières à partir d'énoncés généraux, on assiste à la situation où des règlements particuliers et circonstanciels acquièrent une portée de plus en plus générale et prennent « valeur objective pour l'ensemble du fonctionnement de la société »¹³¹. En ce sens, c'est *l'intérêt privé qui tend à coïncider avec l'intérêt public dans la convention collective, dans la mesure où les normes qui y sont produites sont « directement politiques », elles prennent une valeur publique en dépit du fait qu'elles ne soient médiées par aucune institution commune représentative de la société*. Il ne faut donc pas se leurrer selon Freitag sur la valeur publique du droit conventionnel, car si l'on tient compte d'autre part de la nature du processus et des instances d'arbitrage des relations du travail, il semble de toute évidence qu'il faille conclure que ce mode de régulation du travail conduit à une

véritable privatisation de la nature du droit qui court-circuite de plus en plus le droit universaliste tel qu'il est appliqué par les tribunaux communs ainsi que la production du droit, telle qu'elle est accomplie par les assemblées législatives représentatives. Les tribunaux arbitraux ne représentent pas des entités politiques, ni indirectement les citoyens, mais seulement des intérêts particuliers qui s'arrangent et s'entendent entre eux en fonction de leur champ d'intérêt commun¹³².

Voilà qui paraît on ne peut plus clair. En se prévalant de ses propres instances de résolution des contentieux qui ne visent, fondamentalement, qu'à surmonter la contradiction originelle du capitalisme entre les droits de propriété des moyens de production et du travail, la corporation managériale tend à se constituer en un espace opérationnel fermé sur lui-même qui produit des normes sociales au même titre que l'État. Or, il s'agit d'un espace fermé qui, paradoxalement, tend à étendre son principe à l'ensemble de la société à mesure que la corporation poursuit la tâche pour laquelle elle est « programmée », celle de l'accumulation indéfinie de l'argent via l'expansion de son contrôle sur l'ensemble des activités « économiques ». En adhérant aux principes de la convention collective et en participant à la vie de l'organisation, les ouvriers vont dorénavant collaborer plus ou moins

¹³¹ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.310.

¹³² Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.208.

consciemment à la réalisation de ce programme et, par conséquent, à fermer le système organisationnel sur lui-même. C'est ce processus que vise à conceptualiser l'idéal-type du «mode de régulation décisionnel-opérationnel» de Freitag¹³³.

3.3 La mutation corporative de la propriété privée et la transformation des modalités d'exercice de la propriété capitaliste

La pleine implication du droit conventionnel dans la transition postmoderne de la société américaine ne peut être envisagée qu'à la lumière du nouveau dynamisme qu'acquerra le capitalisme aux États-Unis pendant la période suivant la Guerre civile, la *Gilded Age*, où se constitueront les *trusts*, pilotés par les figures américaines mythiques du capitalisme que sont entre autres les Carnegie, Morgan, Rockefeller, pour ne nommer que les plus célèbres. Ces «chevaliers modernes», tel que Schumpeter les a apologétiquement surnommés, se manifesteront d'abord dans le développement effréné du chemin de fer et du télégraphe pour profiter de là à l'unification de l'économie nationale qui, auparavant, reposait sur une mosaïque de «communautés insulaires» constituée de producteurs et de marchés locaux. Hormis les changements d'échelle de production et d'accumulation, la formation de ces entreprises géantes constitue une période de transition du mode de régulation du capitalisme industriel «classique», patrimonial, tel qu'étudié par Marx. Selon Freitag, le capitalisme entrepreneurial des *robber barons* (tel que d'autres les ont moins élogieusement surnommés) va instaurer les conditions objectives menant à la formation du *capitalisme managérial-organisationnel* à l'intérieur duquel le droit conventionnel s'est avéré, comme nous l'avons vu, une des pièces maîtresses.

Lors du chapitre précédent, nous avons souligné comment la logique de la concentration du capital est à la fois antinomique à la notion de marché de libre compétition et à l'idée chère aux économistes classiques selon laquelle la propriété privée puisse agir comme principe endogène régulateur du capitalisme. Les développements du capitalisme américain tendront à renverser de manière définitive ces préceptes fondamentaux de l'économie politique.

¹³³ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, p.312.

Profitant de l'abondance des capitaux bancaires et d'une forte protection tarifaire, quelques entrepreneurs audacieux enclencheront, entre 1865 et 1904, une vague sans précédent de fusion et d'acquisition d'entreprises, notamment sous la forme typique du *trust*. La particularité de la logique d'accumulation des *trusts* est celle d'opérer à l'extérieur des impératifs concurrentiels classiques, où le profit se réalisait principalement sur la base de l'augmentation constante de la plus-value relative par l'investissement dans les capacités productives. Ainsi, le *modus operandi* de ce régime capitaliste « transitoire »¹³⁴ tend à placer au second plan l'effectivité de ces postulats théoriques de Marx puisqu'il fonde sa capacité d'accumulation du capital simultanément sur *la concentration des capacités productives et le développement des capacités techniques d'intégration et de coordination des secteurs de production et de distribution, et, tel que vu précédemment, sur le « contrôle » du marché*. À partir de là, le capitalisme va opérer sur de nouvelles bases qui le conduiront, au tournant du XXe siècle selon Freitag, à une véritable révolution de ses modalités générales de reproduction, ainsi qu'à « une métamorphose du statut juridique, économique et social de l'entreprise »¹³⁵.

La métamorphose du statut juridique de l'entreprise découle essentiellement de l'obtention de la *personnalité morale* ou *juridique*. Cette nouvelle forme de reconnaissance à l'entreprise capitaliste représente un tournant majeur de l'évolution du système capitaliste et de la société moderne. Dès la période de l'*Antebellum*, quelques États américains s'engageront dans l'incorporation des entreprises manufacturières alors que, traditionnellement, le titre corporatif n'était généralement accordé qu'à des groupes d'entrepreneurs mandatés pour la réalisation des travaux publics. Pendant la décennie de 1890, l'un après l'autre, les *trusts* se prévaudront de ce statut juridique qui, par le fait

¹³⁴ Une clarification conceptuelle s'impose à nous ici sur la définition du « capitalisme entrepreneurial ». Dans « La globalisation contre les sociétés », l'article où Freitag procède à l'énumération des cinq formes idéales-typiques historiques du capitalisme, l'auteur n'y inclut pas spécifiquement la forme du capitalisme entrepreneurial. Selon notre lecture de son modèle interprétatif, l'entrepreneur américain, en raison d'un contexte historique spécifique, va ainsi pouvoir mener à l'accentuation de certaines caractéristiques déjà présentes sous le capitalisme industriel (la tendance à la concentration monopolistique des moyens de production, les activités de gestion et de coordination, entre autres) au point où ce sont ces caractéristiques qui vont dorénavant dominer temporairement la logique d'ensemble du procès de reproduction capitaliste. C'est donc sur la base de cette « variante » du capitalisme industriel que va pouvoir par la suite se réaliser une redéfinition révolutionnaire de sa logique par le management corporatif.

¹³⁵ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.252.

même, signera l'acte de naissance des corporations multinationales contemporaines. Si cette démarche s'effectuait en réponse aux nouvelles exigences antimonopoles posées par la loi Sherman¹³⁶ (ou, en vérité, selon l'exigence de contourner cette législation afin de poursuivre l'expansion), l'octroi du statut corporatif aux entreprises permettra à ces dernières d'acquérir de nouvelles prérogatives juridiques inédites qui, jusque-là, étaient réservées aux personnes physiques, les seules pouvant « moralement » se prévaloir du droit de propriété. En dépit de toutes les apparences, les corporations américaines ne sont plus des entreprises tombant sous la responsabilité légale du capitaliste puisque le concept de la *responsabilité limitée* transfère l'essentiel des charges juridiques et légales au véhicule juridique de la corporation, soit à une entité qui sera progressivement reconnue comme véritable « sujet de droit » par les autorités. Très rapidement, la corporation parviendra presque à acquérir le statut de citoyen américain à part entière, celle-ci s'offrant même une des plus hautes protections du pays, le XIV^e amendement de la Constitution¹³⁷. En plus de modifier durablement le visage du capitalisme américain, la formation des corporations de droit privé vient ainsi ébranler les fondations modernes de la société :

Car le fait d'accorder la personnalité juridique à des corporations de droit privé était non seulement contraire à l'idée éthique et existentielle que toute accumulation privée de richesse et de puissance trouve sa limite naturelle dans la mort de l'individu, mais encore à toute la conception « transcendantale » de la personne humaine et de sa liberté qui avait animé le procès de formation du droit civil et du droit commercial modernes, fondés essentiellement sur l'expression contractuelle de la volonté individuelle. Cette reconnaissance allait bouleverser les fondements philosophiques, éthiques et juridiques de la dynamique législative et juridictionnelle de la modernité, et ouvrir tout grand le chemin de la postmodernité¹³⁸.

¹³⁶ Chandler, Alfred D., *The Visible Hand, The Managerial Revolution in American Business*, The Belknap Press, Cambridge, Massachusetts and London, England, 1977, p.331.

¹³⁷ Voici le XIV^e amendement de la constitution américaine : « Les États ne peuvent porter atteinte à leur [les citoyens] vie, liberté, ou propriété sans une procédure légale régulière (*due process*), et doivent à tous l'égalité de protection de la loi ». À noter que la corporation ne peut être totalement considérée sur le même pied d'égalité que celui du citoyen, puisque celle-ci ne peut exercer son vote lors d'un scrutin. Qu'à cela ne tienne. En janvier 2010, la cour suprême a accordé le droit aux corporations de contribuer de manière illimitée au financement des politiciens, un nouveau droit qui leur est d'ailleurs conféré en vertu du I^{er} amendement constitutionnel protégeant la liberté d'expression. Dans ces conditions, on ne voit pas quel intérêt pourrait avoir les corporations à se prémunir du droit de vote...

¹³⁸ Freitag, Michel, *L'oubli, op. cit.*, pp. 300-301.

Comme plusieurs juristes l'ont déjà dénoté avant Freitag, il apparaît certainement plus que discutable d'accorder les droits de la personne à une personne juridique proprement « fictive ». Sans nous attarder sur les questions philosophiques que soulève le concept de la personnalité juridique, concentrons-nous plutôt ici à saisir la signification sociologique de la corporation par rapport avec la propriété capitaliste moderne. À côté du principe révolutionnaire de la responsabilité limitée, il importe de noter que la personnalité juridique alloue *une croissance illimitée de l'actionnariat direct*. À la sortie de la longue crise économique de 1873-1891, les compagnies profiteront systématiquement de cette nouvelle prérogative pour délaisser le financement bancaire et se rediriger massivement vers le marché des titres qui connaîtra alors une inflation fulgurante. Au cours de ce premier mouvement historique d'épargne de masse où petits et moyens épargnants feront fructifier leurs économies à partir du développement des corporations, Berle et Means constateront que les corporations capitalistes seront de moins en moins dirigées par leurs propriétaires légaux, les actionnaires, ces derniers étant tenus à l'écart du processus décisionnel (des assemblées des actionnaires) et du contrôle des activités productives en raison de leur dissémination dans l'ensemble du pays. Cet état de dispersion laissera alors tout le loisir aux « capitaines de l'industrie », puis, plus tard, aux directions managériales, de déterminer la marche globale des corporations en leur simple qualité de gestionnaire. La mutation corporative du capitalisme établit donc clairement pour Freitag une séparation de la *propriété* et du *contrôle* dont Burnham a si bien compris selon lui la spécificité et la nouveauté historique¹³⁹. Tout cela marque la fin d'une époque, celle du « sujet accumulateur capitaliste bourgeois » et le début d'un nouveau régime économique brisant à la fois les cadres théoriques de l'économie politique classique et du marxisme.

¹³⁹ *Ibid.* p.304. Cette interprétation de Burnham se retrouve toutefois en porte-à-faux avec ce que cet auteur met de l'avant dans *L'ère des organisateurs*, car selon lui, « l'analyse de Berle et Means, ou toute analyse analogue, présente une lacune fondamentale. Le concept de "la séparation de la propriété et du contrôle" n'offre, en vérité, aucune signification sociologique ou historique. La propriété *veut dire* le contrôle; s'il n'y a pas contrôle, il n'y a pas propriété. Si, dans la pratique, la propriété et le contrôle sont séparés, c'est que la propriété a changé de mains, qu'elle a passé entre celles du contrôle; la propriété séparée est une fiction dénuée de sens » (Burnham, James, *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1969 [1947], p.139). Si ce contresens exprimé par Freitag sur la pensée de Burnham jette un ombrage sur l'acuité de son interprétation de l'auteur, Freitag respecte toutefois en partie sa conclusion générale où l'on assiste à l'émergence d'une « société directoriale » dans laquelle les administrateurs et gestionnaires se substituent aux capitalistes et aux politiciens au sommet de la pyramide du pouvoir dans la société.

En somme, la fragmentation des droits de propriété corporatifs fait en sorte que le principe ou l'institution de la propriété privée, en tant que telle, ne tendra plus qu'à occuper un rôle passif dans la détermination du procès d'accumulation du capitalisme avancé, ce qui amène une fois de plus Freitag à relever un anachronisme de la société capitaliste « moderne » ; en ce sens où l'actionnariat ne tendra plus qu'à ne représenter une « classe de rentiers », un groupe d'ayants droit sur les dividendes de l'entreprise¹⁴⁰. Pour lui, cette passivité du capital financier (ou du marché financier des titres et obligations, plus précisément) est appelée à se consolider tout au long de la période fordiste, jusqu'à la fin des trente glorieuses, avant que celui-ci ne réaffirme pleinement ses « droits » lors de la mutation systémique et financière du capitalisme¹⁴¹. À partir de cette observation, Freitag reprend une des conclusions centrales formulées par Adolf Berle en 1968, à savoir que la propriété corporative, en allouant la possibilité qu'une firme ne puisse être strictement contrôlée que par ses employés (*management control*¹⁴²), vient renverser le postulat d'Adam Smith voulant que le succès du capitalisme repose sur l'intérêt qu'ont les propriétaires à utiliser rationnellement et le plus efficacement possible les biens qu'ils ont à leur disposition¹⁴³. En fait, cette « désindividualisation de la propriété » (Rathenau) capitaliste va permettre une phénoménale croissance des corporations, et ce, en dépit du fait que le contrôle de la propriété se retrouve dorénavant dans les mains du management, au sein de cette nouvelle classe de travailleurs, non-propriétaires, qui administrera les biens des actionnaires au nom de ses compétences et de son expertise.

Par ailleurs, mentionnons que Freitag insiste sur l'origine juridique et non législative de la corporation de droit privé, car c'est précisément à l'intérieur du système juridictionnel que sera prise en charge la question de définir les règles auxquelles elle devra être assujettie. *Ab initio*, le droit corporatif représente un véritable *vacuum*, un *no man's land*, comme l'affirme lui-même l'auteur, qui est appelé à devenir « l'espace socio-juridique central de la

¹⁴⁰ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.254.

¹⁴¹ Pour un résumé de la question, voir Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, 1999.

¹⁴² À cet égard, l'*American Telephone and Telegraph Company* (AT&T) représente le cas classique du *management control*, tout cela découlant en grande partie du fait que cette compagnie présentait une des plus fortes dispersions de son actionnariat. En 1931, celle-ci possédait déjà plus de 640 000 actionnaires... (Berle, Adolf, et Gardiner Means, *The Modern Corporation and Private Property*, revised edition, New York, Harcourt, Brace and World, 1968, [1932], p.52).

¹⁴³ Berle, Adolf, et Gardiner Means, *The Modern Corporation*, *op. cit.* p.9.

société postmoderne »¹⁴⁴. Ce territoire sera conquis au fil des années par l'accumulation de la jurisprudence, de jugements portés par les différentes magistratures sur des litiges *qui ne concernent qu'exclusivement les parties en cause, mais qui auront, malgré tout, force de droit public sous le principe phare du common law, le «stare decisis», la règle du précédent*¹⁴⁵. Alors qu'en Allemagne, par exemple, la corporation acquiert sa puissance à partir des décrets promulgués par l'État pour unifier des pans stratégiques de l'industrie, les corporations américaines l'obtiendront pour l'essentiel directement de leur puissance d'action et de son application à tous les acteurs de la société civile et l'État. Car mis à part les dispositions réglementaires du *New Deal*, la sphère politique n'aura, somme toute, que peu de poids dans la définition du droit corporatif. Dans son ensemble, la sphère législative ne se contentera que d'entériner, et ce de manière assez pragmatique, observe Freitag, les décisions prises au niveau judiciaire, cela venant apporter ici une confirmation de l'argument central évoqué plus haut selon lequel le droit législatif se retrouve à la remorque du droit juridictionnel, c'est-à-dire à la remorque de la puissance d'influence des corporations. D'ailleurs, en privilégiant la voie juridictionnelle pour résoudre ses propres conflits avec les corporations, conformément aux dispositions du XIV^e amendement, l'État se retrouve à agir au même niveau que celles-ci. L'instance représentante des intérêts supérieurs de la nation, du « peuple », ne fera pas usage de son *imperium* que lui confère sa légitimité constitutionnelle afin de dicter les normes devant guider l'« agir » de cette nouvelle classe de citoyens corporatifs. En se pliant aux contraintes de la procédure juridique, l'État abolit par le fait même sa spécificité moderne et, de surcroît, contribue une fois de plus à la dissolution de la frontière entre les sphères publique et privée. Il n'apparaît alors formellement plus que comme un intérêt particulier tentant de se faire valoir contre celui de la corporation. Absorbé par ce champ de lutte d'intérêts, l'État ne sera alors plus totalement « au-dessus » de la société civile, mais un simple *primus inter pares* (premier

¹⁴⁴ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.301.

¹⁴⁵ À ce sujet, nous pouvons relater l'affaire « Dodge contre Ford » qui mènera à la constitution d'un lourd précédent. Après avoir quitté le conseil d'administration de Ford en 1916, John Dodge poursuit la compagnie sous le prétexte que Ford aurait dilapidé les profits de ses actions pour subventionner ses clients pour l'achat des modèles T. Le jugement donnera raison à l'argument de Dodge selon lequel les profits appartiennent de manière primordiale aux actionnaires, contre celui de Ford qui s'appuyait sur l'acceptation que la compagnie doit avant tout produire pour rendre service à la population. Sans équivoque, le juge déclare en ce sens que la compagnie « ne doit pas tenir pour accessoire le profit des actionnaires et pour primordial le profit des autres bénéficiaires » (Bakan, Joel, *La corporation*, Montréal, Éditions transcontinentales, 2004, p.48).

parmi ses pairs). Dans ces circonstances, Freitag ne voit plus quelles raisons pourraient encore justifier le fait de donner la majuscule à l'« État ».

Mais au-delà des questions juridictionnelles, le nouvel ordre national qui s'établit entre les corporations et l'État après la Deuxième Guerre mondiale consiste clairement selon Freitag en « l'instauration et à la consolidation d'une fusion entre le monde privé des organisations et le monde commun ou public »¹⁴⁶. Cette nouvelle synergie privée-publice qui caractérise la transformation postmoderne de la société va s'affirmer pleinement dans le domaine de la gestion de l'économie nationale caractéristique au développement du *Welfare State*. Poursuivant l'objectif national du plein-emploi, le législateur américain va ainsi s'engager sur la voie d'une étroite coopération avec les partenaires socio-économiques que représentent dorénavant les organisations corporatives privées afin d'organiser la croissance économique et, au demeurant, la société. Il ne s'agira donc plus d'encadrer le développement du capitalisme au nom de principes sociopolitiques extérieurs à celui-ci, mais plutôt de veiller à l'instauration de dispositions techno-bureaucratiques facilitant son développement. En somme, il semble que le destin de l'Amérique repose sur l'alliance entre l'« État constitutionnel » et les « États corporatifs » (Berle et Means), ou, comme le dit autrement Pinard, sur un « pacte économique-législatif public-privé d'organisation de la société »¹⁴⁷. C'est donc cette nouvelle forme de régulation décisionnelle et opérationnelle de la société que viendra consacrer la célèbre expression « *What is good for GM, is good for America!* ».

3.4 L'essor du management corporatif : le contrôle social comme nouvelle forme d'activité productrice

Au cours de cette ère de collaboration active entre l'État et les corporations, les directions managériales vont occuper un nouveau rôle central dans l'organisation technocratique de la société. À partir des années 1930, le succès commercial que connaîtra GM aux dépens de

¹⁴⁶ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.263. Nous soulignons.

¹⁴⁷ Pinard, Rolande, *La révolution*, *op. cit.*, p.192. Nous soulignons.

Ford est emblématique de la victoire du management collectif sur l'ancien modèle de direction entrepreneuriale autoritaire incarnée par Henry Ford. Pour Freitag, l'avènement du management corporatif n'équivaut pas à la simple insertion, entre le capital et le travail, d'un nouveau corps intermédiaire de contrôle des conditions de la production, mais à un changement paradigmatique du procès productif, dans la mesure où la logique d'intégration pragmatique et « scientifique » du travailleur à l'organisation se substitue à celle de l'intégration technique de la force de travail aux moyens de production. À cet effort d'intégration du travailleur à l'organisation va aussi correspondre selon Freitag une « volonté de contrôle de l'environnement social immédiat » des employés, laquelle va notamment mener au développement d'une nouvelle « sociologie du travail » centrée sur l'idée que l'augmentation de la productivité globale des employés passe par la maîtrise de tous les facteurs sociaux pouvant interagir sur leur état psychologique ou moral¹⁴⁸. Sans nous étendre sur ce sujet, mentionnons que ce contrôle de l'environnement social va aussi représenter une forme de réalisation du « paternalisme » tel que mis de l'avant par le « socialiste utopique » Robert Owen au XIX^e siècle, dans la mesure où il ne s'agira plus seulement d'intégrer les salariés à l'entreprise, mais d'intégrer l'entreprise à la communauté. En ce sens, les corporations américaines deviendront souvent des partenaires sociaux et politiques auprès des autorités et populations des régions où elles sont implantées, participant notamment au financement et à l'élaboration de projets communautaires de toutes sortes, une forme active d'implication sociale qui ira même jusqu'à considérer la vie familiale et associative de leurs employés¹⁴⁹.

De toute évidence, le management inaugure pour Freitag une nouvelle forme de « travail productif » qui dépasse largement le cadre « économique » de la production de plus-value au sein de l'entreprise. Comment pouvons-nous alors saisir plus précisément la logique immanente à ce travail qui détermine désormais l'ensemble des activités de la corporation?

¹⁴⁸ À cet égard, l'étude des conditions de vie des travailleurs de la Western Electric menée par F. J. Roethlisberger et W. J. Dickson a constitué un point tournant dans l'élaboration d'une sociologie du travail critique, c'est-à-dire non plus centrée sur une approche historique des conditions sociale et politique du travailleur, comme en Europe, mais directement orientée vers le développement de mécanismes de contrôle social des employés dans l'entreprise. Pour plus de détails, voir Roethlisberger, F. J. et Dickson, W. J., *Management and the Worker : an Account of a Research Programm Conducted by the Western Electric Company, Hawthorne Works*, Cambridge, Harvard University Press, 1939.

¹⁴⁹ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., pp.172-173.

Auparavant, nous avons mentionné que la pratique du management implique la formalisation et l'actualisation du contrôle systémique de l'action sociale inauguré lors de la révolution industrielle du capitalisme. Si, dans l'ensemble de ses écrits, Freitag hésite à faire une lecture proprement systémiste du capitalisme managérial-organisationnel, préférant plutôt réserver l'utilisation de ce paradigme sociologique à l'analyse de la sphère financière globalisée, « dernier » stade historique de l'évolution du capitalisme, il n'en demeure pas moins le fait qu'il reconnaisse clairement que l'activité globale des corporations tend à acquérir la forme d'un système autonome et autoréférentiel¹⁵⁰. Considérant cela, la théorie des systèmes autopoïétiques de Luhmann peut apparaître des plus pertinentes pour élucider les fondements du dynamisme de l'organisation managériale. D'ailleurs, la définition qu'il nous livre de l'organisation semble décrire, à peu de choses près, le mode de reproduction décisionnel et opérationnel théorisé par Freitag: l'organisation représente pour Luhmann un « “système social organisé” correspondant à un système de décisions (c'est-à-dire de communications) capable de remplir les décisions qui l'ont produit à travers les décisions qui l'ont produit »¹⁵¹. Qu'en est-il vraiment?

Cette définition luhmanienne de l'organisation apparaît directement inspirée de la théorie des organisations de Chester Barnard élaborée dans *The Functions of the Executive*, ouvrage dans lequel il attribue un caractère central à la communication pour asseoir le pouvoir de la direction¹⁵². Précédemment, nous avons vu comment l'autorité du management s'exerce *a priori* par la maîtrise des informations relatives aux tâches exécutées par les ouvriers. Une fois que les différentes équipes tayloriennes aient recomposé et formalisé ces activités techniques dans l'organigramme de l'organisation, l'enjeu principal auquel s'attaque Barnard dans les années 1930 est celui de la coordination des tâches formalisées de chaque secteur de l'entreprise, une mission qu'il conçoit comme celle de *la coordination de systèmes de coopération*. Pour y parvenir, il envisage une division formelle de l'organisation qui s'érigera pendant un certain temps comme un

¹⁵⁰ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.306.

¹⁵¹ Luhmann, Niklas, “Organization”, dans Bakken, Tore et Hernes, Tor, (dirs.), *Autopoietic Organization Theory. Drawing on Niklas Luhmann's Social Systems Perspective*, Herndon, Copenhague Business School Press, Books International Inc., 2003, p.32. Traduit par nous.

¹⁵² Cf., Barnard, Chester, *The Functions of the Executive*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1938.

standard de gestion de l'entreprise : celle entre le *staff* technique et la *line* autoritaire. Pour Barnard, cette séparation découle directement des nouveaux impératifs de l'*organisation de la coordination*, la *line* autoritaire représentant le réseau de managers sur lequel la direction va s'appuyer pour la constitution d'un système de communication de ses décisions envers le *staff* technique. La systématisation du processus de coordination confère donc un rôle plus que central à la communication, à tel point que celle-ci sera envisagée comme le véritable siège de l'autorité dans l'entreprise : pour l'ancien président de la *New Jersey Bell Telephone Company*, la relation d'autorité avec le *staff* sera ainsi réduite à une « communication formelle (ordre) en vertu duquel un collaborateur ou un “membre” de l'organisation accepte qu'elle dirige son action »¹⁵³.

Même si l'auteur ne parvient à éliminer dans son modèle la figure d'autorité proprement dite à l'intérieur de l'organisation (les employés savent toujours qui sont leurs patrons!), ni à éliminer toute forme de subjectivité dans l'exercice décisionnel ou communicationnel – comme l'appréhende la théorie luhmannienne¹⁵⁴ –, retenons qu'il met clairement en évidence la tendance au capitalisme managérial-organisationnel à se constituer en système de communication autonome et autoférentiel. Mais Freitag ne réduit pas l'autorité du management à la communication ou à un strict système d'opérations récursives détaché de toutes formes de relations sociales subjectives. La logique organisationnelle est celle du contrôle social, d'une capacité systématique de contrainte de l'action établie au nom des principes d'efficacité et d'efficience. À l'intérieur de la corporation, les rapports sociaux demeurent définis selon une structure de domination, une hiérarchie s'établissant sur la base d'une légitimité « organisationnelle » inhérente à la structure fonctionnelle de l'entreprise. Chez Luhmann, la capacité décisionnelle se confond avec la structure organisationnelle, en ce sens où le « sujet » (qu'il fasse partie de la ligne autoritaire ou non) est réifié en un point de relais communicationnel, il devient entièrement subsumé dans ce système de « réduction de l'incertitude » (et non de contrôle) qu'est l'organisation. Dans cette perspective, les communications acquièrent une capacité *directe* de contrainte; les

¹⁵³ Barnard, Chester, « La théorie de l'autorité », (trad.), dans Bélanger, Laurent et Jean Mercier, (éditeurs), *Auteurs et textes classiques de la théorie des organisations*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p.141.

¹⁵⁴ Cf. Luhmann, Niklas, “Organization”, *op. cit.*, p.32.

« codes décisionnels » devenant immédiatement opérationnels, à l’instar du courant électrique dans un circuit informatique. Une telle appréhension théorique de la réalité organisationnelle fait donc totalement abstraction des rapports sociaux de domination dont rend compte la dialectique freitagienne de la décision et de l’opération; la décision renvoyant toujours à un ensemble de critères définis par un arbitraire subjectif, le manager, dont le pouvoir de contrôle opérationnel des individus subalternes demeure légitimé par ses compétences techniques, scientifiques et administratives. Si la conception cybernétique de l’organisation de Barnard et sa version systémique « purifiée » par Luhmann témoignent de l’existence d’une profonde dimension systémique au capitalisme managérial, elles éludent toutefois toute la dimension normative du contrôle social, soit celle de la réduction de la pratique humaine significative à un ensemble d’opérations pouvant être activées, déclenchées par de simples protocoles techniques ou programmes de communication.

Le contrôle exercé par le management va en somme accomplir l’« idéal » de la fonction entrepreneuriale théorisée par Schumpeter, dans la mesure où ce corps de travailleurs va véritablement devenir le lieu de synthèse « rationnelle » de la corporation, le management se constituant en « une rationalité technique autonome dans laquelle se concentre alors la légitimité du pouvoir de contrôle et de réglementation de l’autorité corporative »¹⁵⁵. En fin de compte, toute cette activité de gestion, de communication, de traitement et d’analyse de l’information tendra à devenir la nouvelle forme principielle du « travail » à mesure que se poursuivra l’automatisation des différentes branches de la production industrielle grâce à la robotique et à l’informatique¹⁵⁶. Si l’introduction de ces technologies qui exonèrent le travailleur de l’effort physique et intellectuel contribue à la disparition progressive du travail productif tel que pouvait le concevoir Marx, et même du travail salarié en soi, comme l’a minutieusement démontré Rifkin (1996), Freitag note qu’il faut maintenant réfléchir le procès capitaliste selon la perspective où « c’est l’*organisation comme telle qui est [maintenant] devenue directement productive*, et non plus le travail, ni même le capital matérialisé dans l’appareillage productif »¹⁵⁷. Ainsi, comme le souligne Pinard à cet égard, « la corporation n’est plus tellement un ensemble de moyens de production appropriés par

¹⁵⁵ Freitag, Michel, *L’oubli*, op. cit., p.305.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 306.

¹⁵⁷ Freitag, Michel, « La globalisation », op. cit., p. 257.

le capitaliste, que de moyens d'administration, de coordination, de direction, élaborés et contrôlés par le management »¹⁵⁸. Tout ceci nous amène à concevoir que la logique d'accumulation privée du profit qui s'accomplit dans le procès de la production de marchandises s'avère insuffisante pour saisir la spécificité du capitalisme organisé. Le procès de reproduction élargie du capital est dorénavant déterminé par le principe de l'optimisation des mécanismes de contrôle techno-pragmatique de l'ensemble des paramètres techniques, économiques et sociaux se situant dans l'environnement interne et externe de la corporation. Parmi ces « paramètres externes », les habitudes de consommation des individus vont s'avérer un des facteurs primordiaux auxquels chercheront à contrôler les corporations. Ce faisant, celles-ci étendront leur puissance vers ce qui constitue les fondements mêmes de la socialité.

3.5 Le management de la société de consommation : l'instrumentalisation pragmatique de la culture et du symbolique

Afin d'assurer une croissance continue des profits, les corporations américaines ont rapidement compris, et ce, dès Henry Ford, qu'elles ne pouvaient uniquement compter sur la demande des classes bien nanties, alors beaucoup moins présentes aux États-Unis qu'en Europe, et qu'il fallait donc s'assurer une croissance continue du pouvoir d'achat des ouvriers afin d'écouler l'offre continuellement accrue de marchandises. La contradiction économique de Marx trouvait alors une partie de sa résolution par l'augmentation des salaires. Toutefois, la stimulation permanente de la demande passait aussi par le développement des nouvelles stratégies de mise en marché basées sur la publicité commerciale. Après avoir procédé au contrôle des marchés de distribution, à l'optimisation de la gestion interne de la corporation, le management va se consacrer au développement des techniques de gestion et de contrôle de cette demande essentielle pour assurer l'expansion indéfinie de l'organisation. Pour la corporation managériale, nous dit Freitag,

¹⁵⁸ Pinard, Rolande, *La révolution, op. cit.*, p.183.

le marché cesse d'être une demande abstraite, une donnée objective à laquelle [l'entreprise] doit s'adapter, il devient quelque chose de très concret, comme un territoire qu'il faut conquérir, contrôler, structurer et aménager, et même surtout qu'il faut désormais produire ou créer de toutes pièces¹⁵⁹. [...] L'exigence d'une croissance de la consommation de masse [...] s'est traduite par l'intégration systématique de la publicité et du marketing dans le procès de production lui-même, dont les médias devenaient la force productive ou propulsive la plus puissante et le front d'expansion et de conquête le plus avancé et le plus dynamique. Cela a coïncidé avec le passage d'une société industrielle de production à une société « postindustrielle de consommation et de communication »¹⁶⁰.

Manifestement, on se détache ici du schéma marxien du capitalisme industriel, A-M-A', où la logique autoréférentielle d'engrangement du profit devait tout de même se plier à une finalité extérieure, comprise dans la marchandise elle-même en tant que valeur d'usage répondant aux besoins *immanents* de la population. Après s'être emparé des conditions de la production, la logique chrématistique organisée se consacre maintenant à la *production de la sphère des besoins*, une activité qui va se révéler pour Freitag comme l'exécution d'une immense « emprise symbolique sur la société »¹⁶¹. Les corporations américaines profiteront de l'absence de traditions solidement établies pour s'employer à produire une *culture de masse* dont les besoins seront calqués sur les exigences de croissance absolue du système de production et d'échange. La forte propension au conformisme qu'avait dénotée Tocqueville chez les Américains va se consolider selon Freitag à travers le déploiement d'un univers « symbolique » massifié, composé des images de marque, des slogans visuels, des designs, qui va finir par fixer les repères identitaires communs de l'*American way of life*. En fait, avance Freitag, ces formes d'« expressions autopromotionnelles » des corporations capitalistes iront jusqu'à constituer les « fondements de toute la culture postmoderne »¹⁶².

¹⁵⁹ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.168.

¹⁶⁰ Freitag, Michel, « La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique: une critique ontologique et anthropologique », texte de conférence, 2001, p. 24.

Accessible à l'adresse suivante : <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>.

¹⁶¹ Freitag, Michel, *L'impasse*, p.168.

¹⁶² *Ibid.*, p.167. C'est cette culture qui sera exportée à l'échelle mondiale après la défaite du régime nazi. S'inspirant fortement du monde publicitaire américain pour fabriquer sa propagande, Goebbels s'est lui aussi concentré sur la production d'une « culture de masse » sympathique au nazisme. La nature de cette nouvelle « culture » produite par sa propagande apparaît évidemment comme un dérivé de sa signification

D'un point de vue ontologique, la valeur que prend cette culture postmoderne aux yeux de l'auteur est celle de l'*ersatz*, elle est une réalité de substitution à la « culture anthropologique » telle qu'elle s'est historiquement exprimée à travers les collectivités humaines sous la forme synthétique d'un ensemble de *valeurs* et de *représentations* imputées aux pratiques par une communauté. D'emblée, cette « émulation » technocapitaliste de la réalité culturelle correspond à un déplacement du lieu de production et de reproduction de la culture : du langage et des pratiques quotidiennes, l'élaboration des contenus culturels tend à se déplacer vers l'arbitraire décisionnel de l'organisation, un arbitraire dont la marque distinctive est de ne répondre à aucune finalité substantielle. Ainsi, ce n'est pas en vertu d'une quelconque visée idéaliste que les départements de marketing choisissent les valeurs qu'ils associent à leurs marques de produits, ni à partir d'un jugement réflexif et normatif portant sur la validité de ces valeurs en soi ; force est de reconnaître que celles-ci ne sont retenues qu'en fonction de leur capacité à induire et à catalyser la consommation de leurs produits. Dans cette perspective, cette culture n'opère plus comme une médiation de la pratique des individus. Pourquoi? Car le message fait l'objet d'une manipulation directe par les équipes de marketing, par les managers d'« images de marque » qui « court-circuitent opérationnellement le moment synthétique de la subjectivité, c'est-à-dire le sujet existentiel » qui se définit toujours dans l'intersubjectivité, en confrontation et en rapport avec autrui à l'intérieur d'un champ culturel-normatif commun¹⁶³. Il apparaît clairement dans la pensée de Freitag que la diffusion de cette culture de masse par les médias de masse n'obéit strictement qu'à une logique instrumentale de production de désirs et de comportements de consommation devant coïncider avec les stratégies d'expansion de l'organisation capitaliste, un processus

anthropologique, en ce sens où elle est étrangère à la notion d'identité collective fondée sur un univers de représentations communes reproduites par la pratique. Dans sa célèbre boutade, « *Lorsque j'entends le mot culture, je sors mon revolver!* », Goebbels semblait conscient du fait qu'il fallait précisément détruire toutes ces formes sociales ayant leurs propres « en soi » afin de neutraliser leur capacité de se prononcer sur la valeur des « politiques » nazies et, donc, de maintenir le peuple *absorbé* dans le mouvement continu du régime. Dans le capitalisme contemporain, la publicité commerciale agit, quoique ce soit évidemment sous d'autres prétextes, selon cette même logique de dissolution des cultures et possède d'autre part la même valeur vitale que celle-ci pouvait avoir pour le régime totalitaire : *elle est une condition essentielle à l'expansion continue des corporations multinationales.*

¹⁶³ Filion, Jean-François, *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Québec, Éditions Nota bene, 2006, p.48.

où, en fin de compte, la seule manière dont l'individu peut « interagir » (ou plutôt interférer) réside dorénavant dans le choix des produits consommés, lequel peut ultérieurement être pris en compte par l'organisation pour modifier la stratégie marketing. En bref, ce « contrôle programmé de la demande finale » produit un nouvel univers culturel qui n'est plus reproduit par la pratique significative des acteurs¹⁶⁴.

Certes, l'auteur est bien conscient du fait que cette culture « postmoderne » n'émerge pas *ex nihilo* de l'organisation. Le plus souvent, celle-ci se présente comme un amalgame de « véritables » traits culturels ou « exotiques » intégrés dans un message publicitaire. Mais, en fait, cette mobilisation communicationnelle de la culture abolit ce qui en faisait sa spécificité : pour le « sujet corporatif », les différentes facettes de la culture humaine apparaissent comme différentes variables d'un environnement par nature global pouvant potentiellement être opérationnalisées dans une campagne de vente de produits¹⁶⁵. Cette capacité de manipulation instrumentale de la culture sera démultipliée par l'essor spectaculaire que prendront les technologies de l'information et de la communication (souvent connues sous l'acronyme TIC) à partir des années 1980. Dans leur mode de fonctionnement, ces technologies convertissent le langage, le symbolique, en *signes*, soit en informations et en communications ne constituant qu'un support technique de production des messages publicitaires. L'opérationnalisation de ces signes, – c.-à-d. ces symboles vidés de tout contenu substantiel¹⁶⁶ –, comporte un risque très insidieux pour l'existence de la société selon Freitag, puisque cette activité technique à laquelle se consacrent les corporations tend à produire une « *indifférenciation sémantique des contenus existentiels* »¹⁶⁷, ou comme le dit autrement Jean-François Filion, à réduire « le symbolique à sa dimension informationnelle et opérationnelle »¹⁶⁸. Nous assisterions donc à un nivellement ontologique de l'existence humaine dans la société, dans la mesure où le langage, qui constitue pour Freitag le fondement de l'expérience sociétale, n'apparaîtrait

¹⁶⁴ Freitag, Michel, *L'oubli*, *op. cit.*, p.317.

¹⁶⁵ Ainsi, partout où les multinationales vont étendre leurs marchés, les cultures et particularités locales apparaîtront comme autant de moyens disponibles à l'élaboration d'une stratégie d'affaire efficace.

¹⁶⁶ Pour plus de détails sur la théorie freitagienne du symbolique, nous référons le lecteur à Freitag, Michel, *Dialectique et société, tome I*, *op. cit.*, 2007, [1986].

¹⁶⁷ Freitag, Michel, « La dissolution », *op. cit.*, p. 20.

¹⁶⁸ Filion, Jean-François, *Sociologie dialectique*, *op. cit.*, p.91.

plus que sous la forme d'un vague *horizon systémique* composé de multiples informations particulières n'ayant plus aucune valeur en soi.

Cela tendrait à s'accomplir dans la mesure où la production de messages publicitaires utilise principalement le langage pour sa fonction d'expression de l'intensité (Boorstin, 1963), soit pour susciter des réactions affectives, des sensations, et non pas pour sa fonction « référentielle », expressive et normative, où le langage s'avère *la synthèse de contenus faisant référence à un monde objectif « commun », partagé, déjà porteur du sens des mots*. Reprenant l'analyse de Zijderveld (1981), Freitag soutient que la mobilisation de la culture par l'industrie du marketing transforme le langage en un instrument de production destiné au transfert d'« informations quelconques ». Ces informations ne se comprennent plus alors que sous la forme unidimensionnelle d'*outputs*, c'est-à-dire de communications qui ne réfèrent pas fondamentalement à la réalité vécue, mais aux conditionnalités ou aux critères de vente produits de manière autoréférentielle par l'organisation¹⁶⁹. *La culture tend en ce sens à s'échapper de l'ordre de l'expression du monde vécu pour ne devenir qu'une réalité produite en fonction des objectifs contingents des organisations*. La réalité culturelle « postmoderne » ne relève pas de l'histoire propre à un groupe d'êtres humains, pas plus qu'elle ne correspond à un ensemble de traits identitaires qui cimentent une société dans le temps. L'intelligibilité de cette « pseudo-réalité » (Boorstin) qui s'impose maintenant à la grandeur de la planète ne devient alors proprement saisissable qu'a posteriori, elle n'est plus que « *l'effet produit de l'extension du pouvoir de l'économie capitaliste sur l'ensemble des activités humaines* »¹⁷⁰. En bref, l'effet le plus direct de cette culture selon Freitag est de réduire l'action humaine à un comportement de consommation et le langage à l'opérativité des signes¹⁷¹.

En adhérant à cette culture de masse, ou plutôt en s'identifiant inconsciemment à la virtualité des « valeurs » promues par l'univers publicitaire des marques, le « mode de vie » des populations des sociétés contemporaines (et non seulement celui des Américains) tend

¹⁶⁹ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.165.

¹⁷⁰ Freitag, Michel, *L'impasse*, op. cit., p.209.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 210.

ainsi à se confondre avec les « exigences systémiques de l'économie »¹⁷². Cette interprétation que propose Freitag pour saisir la portée de l'extension du pouvoir des corporations sur le monde vécu dépasse donc largement la notion de « marchandisation » de la vie telle que couramment véhiculée par le discours altermondialiste, cette notion apparaissant plutôt problématique d'un point de vue analytique en raison du simple fait où il ne serait plus véritablement possible de tracer une distinction entre ce qui est ou n'est pas soumis à la logique marchande¹⁷³. Pour Freitag, les corporations en seraient venues non seulement à s'accaparer la distribution des contenus de l'univers culturel, mais à faire de leur arbitraire décisionnel *le mode déterminant de régulation et de reproduction des formes d'expression culturelle des sociétés; elles n'éliminent donc pas celles-ci (du moins, pas toutes), mais orientent globalement leur développement selon l'unique critère universel de la production de profits*. À cet égard, Naomi Klein a très bien démontré comment cette activité de contrôle des mentalités et des valeurs par le branding et le marketing en est venue à occuper une part démesurée des ressources financières des corporations, celles-ci y consacrant souvent plus du tiers de leur budget¹⁷⁴. En observant aujourd'hui l'ampleur massive qu'a prise cette société de consommation catalysée à chaque année par l'injection de milliards de dollars¹⁷⁵, où de multiples firmes produisent dorénavant des incitatifs à la consommation ultrasophistiqués, de plus en plus subtiles mais omniprésents, il semble de toute évidence pour Freitag que l'humanité soit dorénavant confrontée à

la forme la plus puissante [et] en même temps la plus insidieuse de la domination et de l'aliénation contemporaines [...]. Les technologies de l'information et de la communication sont en train d'absorber en elles non seulement tout ce qui est désormais massivement produit et consommé comme «culture» dans le cadre de la «mondialisation», mais le cœur même du symbolique et du politique, et même insidieusement mais largement le mode de constitution de l'identité existentielle des individus¹⁷⁶.

¹⁷² Freitag, Michel, « La dissolution », *op. cit.*, p.25.

¹⁷³ À ce sujet, nous pouvons souligner le travail de l'économiste Ricardo Petrella (*Cf.* Petrella, Ricardo, *Désir d'humanité, le droit de rêver*, Montréal, Éditions Écosociété, 2004).

¹⁷⁴ Dans une analyse étoffée Naomi Klein démontre comment les compagnies en sont venues à se départir presque totalement de la production matérielle pour se concentrer quasi exclusivement sur la production de marques. *Cf.* Klein, Naomi, *No logo*, Montréal, Leméac, 2001.

¹⁷⁵ En 2008, on estimait que le total mondial des dépenses en publicité atteignait 506,3 milliards de dollars. <http://www.latribune.fr/actualites/20081007trib000181345/publicite-mondiale-budget-plus-serre--que-prevu-en-2008-et-2009.html>

¹⁷⁶ Freitag, Michel, « La dissolution », *op. cit.*, p.4.

En recentrant ses activités sur les mécanismes psychologiques de promotion de la demande, la corporation a contribué à l'émergence d'une économie de plus en plus dématérialisée où il ne s'agit plus tellement de produire des valeurs d'usage destinées à combler des *besoins* de nature utilitaire, mais des valeurs symboliques destinées à combler des *désirs*, lesquels entrent souvent plus dans l'ordre du « fantasme », au sens psychanalytique du terme, que dans celui de la nécessité matérielle, c'est-à-dire celui de l'ordre « *oikonomique* ». La construction de l'identité chez les jeunes apparaît aujourd'hui étroitement liée à l'expression de ces désirs continuellement renouvelés et manufacturés par les corporations, la définition de leur statut social étant en bonne partie fonction de l'affirmation de leurs choix de marque, de logos, de designs, etc. Tout ça illustre la concrétisation d'une perception propagée par la publicité commerciale selon laquelle le style de vie et de consommation est censé représenter une fenêtre sur sa personnalité. L'identité sociale apparaît ainsi projetée à l'extérieur de soi, sur des symboles qui, somme toute, n'ont pour réelle fonction que celle d'écouler un produit.

Ce passage d'une « économie de production » à une « économie de consommation » dont nous avons pu cerner quelques grandes lignes à partir des travaux de Freitag, nous amène donc finalement à nous demander quelles sont les limites du contrôle de la société exercé par le management. Celui-ci semble aujourd'hui s'étendre encore toujours plus loin, comme en témoigne le nouvel engouement pour le *city* et le *nation branding* tel que promu par le spécialiste autoproclamé en la matière Simon Anholt¹⁷⁷. Partant du postulat que la « réputation » est aussi importante pour les pays que l'image de marque l'est pour les compagnies, Anholt amène l'idée que les États doivent entrer de plain-pied dans une nouvelle ère de « compétition identitaire » (*competitive identity*) ayant pour buts principaux d'attirer des investissements étrangers et de stimuler l'économie en générale. Conformément au principe premier du management, “*if you can't measure it, you can't manage it*”¹⁷⁸, ce « *nation manager* » a élaboré un index dans lequel il cumule la valeur, en

¹⁷⁷ Anholt, Simon, *Competitive Identity. The New Brand Management for Nations, Cities and Regions*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

¹⁷⁸ L'expression est de Peter Drucker, célèbre théoricien américain du management.

dollars, que représente selon lui la *marque* des pays (United States Brand, Canada Brand, Poland Brand...) à partir de l'évaluation de certains critères qui lui apparaissent objectifs et universels (liberté de parole, respect des droits humains, et, bien sûr, liberté de commerce). Cette tentative inusitée d'évaluation monétaire d'un pays propose en d'autres mots d'assujettir les collectivités nationales à des codes de gestion efficace (analogues à la certification ISO) et donc à pousser ces derniers à élaborer des politiques qu'en fonction du rendement qu'elles puissent procurer sur la « réputation » du pays. La distinction que trace Anholt entre la « réputation » d'un pays et l'« image » d'une corporation apparaît en fin de compte bien futile. À l'instar d'une donnée statistique ou d'un indice boursier, ces chiffres ne représenteraient qu'une « image », qu'un cliché ne pouvant absolument pas prétendre rendre compte de la nature des actions réelles de ce qui est objectivé. À partir du moment où un tel indice des nations parviendrait à s'ériger en norme de gouvernance supranationale, les managers et technocrates auront officiellement foulé sous leurs pieds le projet de la modernité. Le rêve des Lumières, celui d'une orientation réflexive de la société autour de finalités et de valeurs qui s'accordent avec la véritable nature de l'homme, se sera alors transformé en « image », en une illusion pouvant être manipulée par des experts possédant la « science infuse » de la société. Se réaliserait alors enfin le rêve de Saint-Simon.

CONCLUSION

Au cours de ce travail d'interprétation de la pensée de Michel Freitag, nous avons mis en lumière comment le capitalisme a induit, de la révolution industrielle à la révolution managériale-organisationnelle, des changements sociaux majeurs qui nous amènent à repenser le « mode d'être » de la société selon l'hypothèse de la postmodernité. Ce tour d'horizon ne représente toutefois pas le portrait complet de la réflexion que l'auteur nous propose sur le sujet. En raison des limites inhérentes à la rédaction d'un mémoire de maîtrise, nous avons dû faire l'économie de l'analyse de la mutation financière du capitalisme, et ce, en dépit du caractère fondamental et décisif que celle-ci revêt dans l'œuvre de Freitag. La globalisation financière du capitalisme nous aurait permis certes d'avoir une meilleure idée de l'interprétation freitagienne de la dynamique actuelle du capitalisme, mais surtout de relever des arguments supplémentaires cruciaux tendant à démontrer que les sociétés sont de plus en plus régulées décisionnellement et opérationnellement, c'est-à-dire qu'elles seraient assujetties à un méta-système financier globalisé qui base l'essentiel de son expansion sur la manipulation d'informations et de communications. Même s'il nous a été impossible de traiter de cette question, il nous apparaît tout de même envisageable de conclure que le déploiement autofinalisé et autoexpansif du capitalisme corporatif amorce de manière effective cet assujettissement systémique de la société qui sera récupéré dans les années 1980 par le capitalisme financier.

La « synergie » caractéristique du régime keynésien qui s'est constituée entre les corporations et l'État a entraîné jusqu'aux années 1970 une dissolution de l'unité politique et institutionnelle qui caractérisait la société moderne. La totalité sociétale de l'époque tend dorénavant à se reproduire selon une logique excentrée, à prendre la forme d'un immense champ d'influence mettant principalement en scène les organes technocratiques de l'État et les puissances corporatives qui chacun ne cherchent qu'à contrôler leur environnement immédiat selon leurs objectifs respectifs, mais qui souvent se chevauchent ou se complètent. Si la compétition économique « classique » n'est pas disparue de l'écran radar, celle-ci peut être reléguée au rang d'épiphénomène, soit plus précisément au rang d'un

discours qui accompagne la mise en place d'une nouvelle logique de régulation de l'ensemble. Le vocabulaire n'a apparemment pas suivi la réalité. Nous nous serions alors peut-être véritablement enfoncés dans ce « décalage prométhéen » qu'avait exprimé le philosophe Günther Anders. Malgré les tentatives de résolution de ce décalage par Burnham, Galbraith, Berle et Means, Jouvenel et Freitag, qui affirment unanimement que les concepts de l'économie politique néo-classique sont devenus des archaïsmes pour saisir la réalité « capitaliste » contemporaine, l'Occident s'entête à penser son monde comme au XIXe siècle. Pis, ces concepts sont aujourd'hui sciemment utilisés pour occulter la réalité (comme c'était d'ailleurs le cas pour les néo-classiques) afin de légitimer le programme d'une libéralisation totale des activités économiques. C'est ainsi encore selon le prisme de la liberté individuelle du propriétaire entrepreneur que l'on promet l'autonomie d'action des corporations multinationales. Cette immense confusion systématiquement entretenue par les néolibéraux à partir de *La route de la servitude* de Von Hayek et du travail de Milton Friedman conduira comme nous le savons bien à la dissolution progressive des économies nationales et à la libération des « capitaux libres » dont la coordination sauvage prend la forme d'une sphère financière hautement volatile et prédatrice, régulée par la multiplication des crises économiques¹⁷⁹.

À l'image d'un capitalisme débridé qui est parvenu à tasser de son chemin les politiques de l'État providence, la postmodernité représente cette perte de la capacité d'orientation réflexive de la société. Cette observation nous amène d'ailleurs à traiter d'une autre limite à ce travail. Si nous avons relevé le rôle central du capitalisme dans la constitution d'une société postmoderne, nous n'avons toutefois pas épuisé toute la signification qu'attribue Freitag à la postmodernité. Ainsi, résumer la postmodernité au capitalisme représenterait selon nous une erreur d'interprétation. Car pour faire un portrait plus fidèle de la pensée de l'auteur sur ce type de société en voie de constitution, il faudrait aussi approfondir les

¹⁷⁹ Parmi ces nombreuses crises qui se sont multipliées à un rythme effarant après que Nixon eut unilatéralement aboli le système de la convertibilité or-dollar mis en place lors des accords de Bretton Woods, nous pouvons relever la crise des taux d'intérêt de 1980 qui sera particulièrement éprouvantes pour les États fortement endettés envers le FMI, la crise du rand sud-africain peu après le renversement de l'apartheid, la crise de la livre sterling provoquée la spéculation du financier américain George Soros, la crise du peso mexicain de 1994, la crise asiatique de 1997, la crise du rouble de 1998, et évidemment la récente crise du subprime de 2008 qui a découlé directement de la méthode d'ingénierie financière de la titrisation.

transformations qu'il relève au niveau de la science, de la technique, de l'art, de la culture, du politique, etc., lesquelles ont été rassemblées dans son ouvrage *L'oubli de la société* (2002). Mais à notre avis, ce qui ressort de manière évidente est que le projet moderne n'oriente plus le développement de la société, « ni dans ses formes, nous dit Freitag, ni dans ses fins, ni dans les espoirs que nous y mettons »¹⁸⁰. Dans ces circonstances, nous pourrions alors juger que nous sommes vraiment entrés dans la postmodernité. Même si l'auteur a scrupuleusement insisté sur le fait que la postmodernité se présente comme une tendance, comme un horizon possible mais non encore advenu, tel que Bonny l'a interprété à sa suite, il semble toutefois évident que la modernité, telle que Freitag la définit dans sa double forme projet normatif/structure de domination politique, ne tient plus sur grand-chose, si ce n'est que sur ses symboles et ses institutions vidés de leur contenu effectif puisque court-circuités dans leur ensemble par une myriade d'instances techno-organisationnelles. En fait, le capitalisme ne s'est pas tant attaqué à la modernité qu'il s'est plutôt immiscé dans la vacuité normative de ses institutions. Autrement dit, l'insuffisance normative des catégories modernes quant à la définition positive de la société a laissé un vide qu'est venu combler le capitalisme. La modernité peut ainsi être interprétée comme un type de société posant *les conditions de possibilité d'émergence d'une nouvelle réalité sociétale qui s'opposera ultérieurement à son propre développement*. La postmodernité serait alors née de l'échec de la modernité.

La nature aporétique du projet de la modernité

Pour Freitag, la cause profonde de cet échec réside dans le fait que *la modernité représente essentiellement une tentative de fondation négative de la socialité* ; toute prétention visant la réalisation de celle-ci ne pouvait, en contrepartie que conduire à une impasse. La modernité fut orientée par l'élaboration d'un nouvel ordre normatif sociétal inspiré des principes de *l'individualisme transcendantal* et de *l'universalisme abstrait*, soit à partir de la volonté de fondation de droits qui n'étaient plus rattachés aux conditions sociales particulières des individus, mais à la conception abstraite associée à ces derniers. Si

¹⁸⁰ Freitag, Michel, *L'oubli*, op. cit., p.57. Nous soulignons.

l'idéologie de la liberté s'est avérée particulièrement efficace pour combattre la société des ordres, celle-ci a laissé en friche toute la question de la définition des nouveaux rapports et obligations qui doivent être minimalement entretenus entre les individus pour assurer une certaine cohésion sociale. L'aporie de cette conception moderne de la normativité, dont Kant fut l'un des plus éminents représentants, réside précisément pour Freitag dans cette « "transcendantalisation" unilatérale du moment subjectif dans la Raison »¹⁸¹, alors que sociologiquement, « la normativité n'a pas son fondement premier dans notre subjectivité humaine, elle habite déjà le monde »¹⁸². Cette critique s'adresse ici implicitement à l'idéal de la philosophie lockéenne d'une harmonie sociétale découlant stricto sensu de la seule protection des intérêts subjectifs « libres » ou « privés », ou à la thèse de l'« harmonie non intentionnelle des intérêts individuels » de la métaphysique d'Adam Smith. Car comme le mentionne Bonny à l'instar de Freitag, « la subjectivité ne peut pas "fonder" par elle-même les normes et le sens de son action, elle peut seulement s'inscrire de manière plus ou moins réfléchie et critique, au travers de l'intentionnalité qui la caractérise, dans un cadre normatif déjà donné »¹⁸³.

Qui plus est, la fondation typiquement abstraite de la normativité moderne n'a pu puiser tout son sens et réaliser tout son potentiel révolutionnaire qu'à partir de la mobilisation d'un corps social chargé d'une historicité propre (la Nation) à l'intérieur d'un rapport agonistique concret opposant les valeurs de l'égalité et du progrès aux privilèges et à la tradition¹⁸⁴. C'est à l'intérieur de cette opposition dialectique et réfléchie à la féodalité qu'est ainsi née selon Freitag l'exigence « d'un nouveau mode synthétique de constitution de l'ordre social, de nouvelles institutions régulatrices et d'un nouveau mode de légitimation »¹⁸⁵. Mais ces nouveaux cadres politico-institutionnels légitimés par la Raison n'ont également fourni en aucune manière le contenu des charges normatives à respecter par les sujets « citoyens ». En fait, l'échec normatif de la modernité doit peut-être être

¹⁸¹ Freitag, Michel, « La dissolution », *op. cit.*, p.38.

¹⁸² Freitag, Michel, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Paris, La Découverte, et Québec, Nuit Blanche ; 2^e éd., Québec, Nota Bene, format poche, 1998, p.255.

¹⁸³ Bonny, Yves, « Michel Freitag ou la sociologie dans le monde », dans Freitag, Michel, *L'oubli de la société*, *op. cit.*, p.48.

¹⁸⁴ Freitag, Michel, *L'oubli*, *op. cit.*, p.71.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.72.

directement attribuée à sa dimension « révolutionnaire ». Comme l'exprime ici Gilles Gagné, une fois la lutte gagnée et la société des ordres de l'Ancien régime rangée dans les rayons de l'histoire, la modernité se retrouvera confrontée à elle-même :

[Car] lorsque les discours et les pratiques de la libération doivent se retourner en fondation positive de la liberté et en reconstruction de la totalité, les idéaux rationalistes, universalistes et abstraits tombent eux-mêmes en déficit de contenu [...]. La dynamique moderne va s'épuiser contre tous les relents de tradition sans progresser pour autant vers l'élucidation de son propre contenu normatif. Saisi sur le versant de sa réalisation positive, le projet moderne n'est pas tant « inachevé » qu'inachevable [...].¹⁸⁶

Nous sommes amené à affirmer que c'est la tentative de production du droit formaliste et individualiste moderne qui forme l'origine lointaine de la crise de la modernité. Bref, cette infructueuse tentative de « fondation négative d'un idéal de rationalité matérielle »¹⁸⁷ laissera entièrement le champ libre à la bourgeoisie pour reconfigurer l'espace des rapports sociaux de production lors de la révolution industrielle. Ainsi, les idéaux philosophiques abstraits de la modernité, dans leur incapacité à fournir des assises juridiques positives à la société, vont poser *les conditions de possibilité d'émergence d'une réalité de substitution qui prendra racines au sein de la société civile*. C'est tout l'enjeu de la définition normative de ce nouveau rapport de domination structurel qui s'instaure à l'époque moderne, soit celui de la définition du champ des rapports sociaux de production tels que théorisés par Marx, qui échappera à la logique obtuse du droit formaliste libéral qui n'y voit qu'accords et ententes librement conclus entre individus « propriétaires » réputés égaux. Nous avons ainsi pu constater comment cette insuffisance normative a été politiquement prise en charge en Europe par le réformisme social-démocratique puis pragmatiquement par les corporations managériales aux États-Unis, ces deux voies de sortie de la modernité qui vont finir par converger après la Seconde Guerre mondiale au sein d'une nouvelle dynamique sociétale tendant à englober l'ensemble du social. Pour paraphraser Habermas, il semble

¹⁸⁶ Gagné, Gilles, « Les transformations du droit dans la problématique de la transition à la postmodernité ». Nous soulignons. Texte électronique, 1992, p.16.

Accessible à l'adresse suivante :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagne_gilles/transmutations_du_droit/transmutations_du_droit.htm

1

¹⁸⁷ Ibidem.

que c'est l'incapacité des sociétés à orienter politiquement leur destin qui a mené à une colonisation du monde vécu par le monde des systèmes corporatifs, une colonisation dont la logique n'est peut-être pas si éloignée de celle qui animait les régimes totalitaires.

Le capitalisme comme réalité totalitaire

En plus de mener à la constitution d'une réalité totalement étrangère aux principes ayant présidé au développement de la modernité (et même de l'histoire humaine en général), le déploiement de la réalité organisationnelle nous amène finalement à nous interroger si celle-ci n'est pas porteuse d'une profonde dimension *totalitaire*. Considérant l'emprise que la corporation est parvenue à exercer sur le mode de détermination d'ensemble de la société, il semble raisonnable de concevoir celle-ci à la suite de Freitag comme « une puissance qui ne connaît, ne reconnaît et ne respecte aucune limite interne ou externe à son emprise sur la réalité »¹⁸⁸. Récapitulons brièvement le propos de notre dernier chapitre afin de soutenir cette thèse polémique. Par l'innovation juridique de la convention collective, la corporation s'est substituée aux institutions politiques comme mode d'intégration effectif des citoyens ; c'est-à-dire un mode d'intégration pragmatique ne reconnaissant plus le citoyen dans « l'intangibilité de ses droits universels », dirait Freitag, ni en leur qualité de sujet doté d'une autonomie principielle, mais seulement selon sa capacité d'influence sur le processus décisionnel de l'organisation. Ne répondant d'ailleurs à aucune finalité substantielle, à aucun *a priori* normatif qui fixerait les limites inhérentes de son action¹⁸⁹, mais qu'à sa propre loi d'auto-expansion de sa puissance d'action sur l'ensemble des activités économique, politique, social et culturelle, cette personnalité juridique « immortelle » qu'est la corporation privée ne représente en somme qu'un pur *mouvement* poursuivant sa conquête de la réalité, un mouvement qui ne doit répondre, « minimalement », qu'à la croissance des dividendes versés aux actionnaires.

¹⁸⁸ Freitag, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique? », dans Dagenais, Daniel, (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p.353.

¹⁸⁹ À l'exception peut-être du respect local de certaines normes légales et administratives. Mais comme cela est tristement connu, le nombre d'infractions fiscales, de délits environnementaux, de cas de non-respect des droits du travail et des droits humains qui remplissent le carnet de route des corporations semble constituer en eux-mêmes une preuve suffisante pour illustrer la nature amoral, asociale et apatride de la corporation.

Les modalités de contrôle social élaborées par le management en sont venues à réduire la réalité organisationnelle à un réseau communicationnel où tendent à s'abolir toute forme subjective de rapports sociaux, où le commandement, c'est-à-dire la décision technico-pragmatique, se convertit immédiatement en opération ; une redoutable efficacité opérationnelle tendant à se rapprocher de la logique du *Führerprinzip* sous le régime nazi. Mais l'aspect qui apparaît le plus évocateur de la dimension totalitaire de ce contrôle managérial réside peut-être dans la programmation des habitudes de consommation, soit dans cette conquête de l'ultime frontière de la civilisation que sont la culture et le langage¹⁹⁰. Si le parallèle entre la propagande nazie et l'univers publicitaire est souvent soulevé, peu ont su saisir l'importance que le phénomène comporte à partir d'une réflexion ontologique de la société. En ce sens, ce ne sont pas seulement les comportements qui sont influencés : la capacité d'« être dans le monde » et d'imputer un sens à l'existence des individus, par le biais d'une langue et d'une culture commune sont systématiquement manipulée et instrumentalisée par les organisations. C'est cette capacité de contrôle défocalisée que la finance, lors de la mutation financière et systémique du capitalisme, tendra à ordonner d'une manière qui fait de sa croissance son seul contenu. À partir de là, nous serons arrivés selon Freitag à un « *turning point* où le capitalisme organisationnel s'est transformé en un pur système au sens luhmanien, entièrement dominé par la logique financière spéculative»¹⁹¹. La « condition de l'homme postmoderne » sera alors peut-être celle de vivre à l'ombre d'un totalitarisme systémique.

¹⁹⁰ Pour plus de détails sur l'analyse de Freitag des technologies de communication et d'informations selon une perspective civilisationnelle, voir Freitag, Michel, « La dissolution », *op. cit.*, 2001.

¹⁹¹ Freitag, Michel, « La globalisation », *op. cit.*, p.261.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et articles de Michel Freitag

FREITAG, Michel, *L'impasse de la globalisation, Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Éditions Écosociété, 2008.

FREITAG, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques », dans DAGENAI, Daniel (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, [2003].

FREITAG, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique? », dans DAGENAI, Daniel (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, [2003].

FREITAG, Michel, (avec la coll. de Yves Bonny), *L'oubli de la société, pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002.

FREITAG, Michel, « La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique : une critique ontologique et anthropologique », texte de conférence, 2001. Accessible à l'adresse suivante : <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>

FREITAG, Michel, « La globalisation contre les sociétés. Par-delà l'échec de l'AMI : la portée historique de l'autonomisation du capital financier », dans FREITAG, Michel et Éric PINEAULT (dir.), *Le monde enchaîné*, Québec, Nota bene, 1999.

FREITAG, Michel, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Paris, La Découverte, et Québec, Nuit Blanche ; 2^e éd., Québec, Nota Bene, format poche, 1998.

FREITAG, Michel, « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique », *Société*, n°12-13, 1994.

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, tome I, Introduction à une théorie générale du symbolique*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, St-Martin, 2007, [1986].

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, tome II, Culture, pouvoir, contrôle*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, St-Martin, 1986.

FREITAG, Michel, « Théorie marxiste et question nationale : autopsie d'un malentendu », *Pluriel*, n°26, 1981.

Bibliographie générale

ANHOLT, Simon, *Competitive Identity. The New Brand Management for Nations, Cities and Regions*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

ARENDT, Hannah, *Les Origines du totalitarisme*, (trad.), Paris, Gallimard, 2002, [1948].

BAKAN, Joel, *La corporation*, Montréal, Éditions transcontinentales, 2004.

BAKKEN, Tore et HERNES, Tor (dir.), *Autopoietic Organization Theory. Drawing on Niklas Luhmann's Social Systems Perspective*, Herndon, Copenhagen Business School Press, Books International Inc., 2003.

BARNARD, Chester, *The Functions of the Executive*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1938.

BÉLANGER, Laurent et Jean MERCIER (éditeurs), *Auteurs et textes classiques de la théorie des organisations*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006.

BERLE, Adolf et Gardiner MEANS, *The Modern Corporation and Private Property*, revised edition, New York, Harcourt, Brace and World, 1968, [1932].

BISCHOFF, Manfred, « Travail et citoyenneté. De la modernité à la postmodernité : l'expérience américaine », *Société*, n°18-19, 1998.

BONNY, Yves, « Michel Freitag ou la sociologie dans le monde », dans FREITAG, Michel, (avec la collaboration d'Yves Bonny), *L'oubli de la société, pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002.

BONNY, Yves, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité?* Paris, Armand Colin, 2004.

BOORSTIN, Daniel J., *L'image ou ce qu'il advint du Rêve américain*, (trad.), Paris, René Julliard, 1963.

BURNHAM, James, *L'ère des organisateurs*, (trad.), Paris, Calmann-Lévy, 1969 [1947].

CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

CHANDLER, Alfred, D., *Scale and Scope : The Dynamics of Industrial Capitalism*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 1990.

CHANDLER, Alfred D., *The Visible Hand, The Managerial Revolution in American Business*, The Belknap Press, Cambridge, Massachusetts and London, England, 1977.

FILION, Jean-François, *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Cap St-Ignace (Québec), Éditions Nota bene, 2006.

FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et Le dernier homme*, (trad.), Paris, Flammarion, 1992.

GAGNÉ, Gilles, « Les transformations du droit dans la problématique de la transition à la postmodernité ». Texte électronique. Accessible à l'adresse suivante : http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagne_gilles/transmutations_du_droit/transmutations_du_droit.html

GALBRAITH, John Kenneth, *Le nouvel État industriel*, (trad.), Paris, Tel Gallimard, 1989, [1967].

HABERMAS, Jürgen, *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, (trad.), Paris, Payot, 1993.

HABERMAS, Jürgen, « La modernité : un projet inachevé », (trad.), *Critique*, tome XXXVII, n°413, 1981.

HOBSBAWM, Eric, *L'âge des extrêmes, Histoire du court XXe siècle*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2008.

HOBSBAWM, Eric, *L'ère des révolutions*, (trad.), Paris, Éditions Complexe en collaboration avec Le Monde diplomatique, 2000.

JÖNHILL, Jan Inge, "Communications with decisions as medium and forme – some notes on Niklas Luhmann's theory of organization", dans Bakken, Tore et Hernes, Tor, (dirs.), *Autopoietic Organization Theory. Drawing on Niklas Luhmann's Social Systems Perspective*, Herndon, Copenhagen Business School Press, Books International Inc., 2003.

JOUVENEL, Bertrand de, *La crise du capitalisme américain*, Paris, Gallimard, 1933.

KLEIN, Naomi, *No logo*, Montréal, Leméac, 2001

LIPOVETSKY, Gilles, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1989, [1983].

L'ITALIEN, François, « Repenser la théorie critique », dans COUTU, Benoît, (dir.), *La Pensée enracinée, Essais sur la sociologie de Michel Freitag*, Montréal, Éditions Carré Rouge, 2008.

L'ITALIEN, François, « Mutations de la propriété et financiarisation du capitalisme », *Aspects sociologiques*, vol. 12, n° 1, avril 2005.

LOCKE, John, *Second traité du gouvernement*, (trad.), Paris, Presses universitaires de France, 1994, [1689].

LUHMANN, Niklas, *Social Systems*, Stanford, Stanford University Press, 1995.

MACPHERSON, C. B., *La théorie politique de l'individualisme possessif*, (trad.), Paris, Éditions Gallimard, 1971.

MARX, Karl, *Introduction à la critique de l'économie politique*, (trad.), dans *Œuvres : Économie*, 2 tomes, Paris, Gallimard, (« Bibliothèque de la Pléiade »), 1965.

MARX, Karl, *Œuvres*, édité par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, tome I, 1963, tome II, 1968, tome III, 1982.

MILLIS, Harry A., *From the Wagner Act to Taft-Hartley; a Study of National Labor Policy and Labor Relations*, Chicago, University of Chicago Press, 1950.

PINARD, Rolande, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Rennes, Presses universitaires de Rennes et Montréal, Liber, 2000.

PINEAULT, Éric, « Capital, valeur et réversibilité : recherche sur les fondements de l'approche marxienne du capital financier », dans Clain, Olivier, (dir.), *Marx Philosophe*, Éditions Nota Bene, 2009.

POLANYI, Karl, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, (trad.), Paris, Gallimard, 1983 [1957].

POSTONE, Moishe, *Temps, travail et domination sociale : une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, (trad.), Paris, Mille et Une Nuits, 2009.

RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, (trad.), Cap Saint-Ignace, Éditions La Découverte et Éditions du Boréal, 1996 [1995].

SCHUMPETER, Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, (trad.), Paris, Payot, 1979.

SCHUMPETER, Joseph, *Théorie de l'évolution économique, Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, (trad.), Paris, Librairie Dalloz, 1935.

SMITH, Adam, *De la théorie des sentiments moraux*, (trad.), Paris, Presses universitaires de France, 1999.

SMITH, Adam, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, (trad.), Paris, Economica, 2000.

TAYLOR, Frederick W., *La direction scientifique des entreprises*, (trad.), Paris : Dunod, 1965.

THUDEROZ, Christian, *Histoire et sociologie du management*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006.

TOCQUEVILLE, Alexis, *De la démocratie en Amérique I-II*, Paris, Gallimard, 2005 [1835].

TURNER, Frederick J., *La frontière dans l'histoire des États-Unis*, (trad.), Paris, PUF, 1963.

WEBER, Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003.

ZIJDERVELD, Anton, *On clichés. The Supersedure of Meaning by Function*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1981.